

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

29 FÉVRIER 1984

PROJET DE LOI

ajustant
le budget de l'Education nationale
— secteur commun
aux régimes français et néerlandais —
de l'année budgétaire 1983

PROJET DE LOI

ajustant le budget de l'Education nationale
— régime français —
de l'année budgétaire 1983

PROJET DE LOI

ajustant
le budget de l'Education nationale
— régime néerlandais —
de l'année budgétaire 1983

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'EDUCATION, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE
ET DE LA CULTURE (1)

PAR MM. MOORS ET LIENARD

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ramaekers .

A. — Membres : M. Breyne, Mme Demeester-De Meyer, MM. Detremmerie, Gehlen, Th. Kelchtermans, Liénard, Moors, Piot. — MM. Baldewijns, Delizée, Y. Harmegnies, Henry, Laridon, Ramaekers, Ylieff. — MM. Barzin, Beysen, Bonnel, D'hondt, Klein, Taelman. — MM. Kuijpers, Vansteenkiste.

B. — Suppléants : Mmes Boeraeve-Derycke, De Loore-Raeymaekers, MM. Dupré, Jérôme, Lernoux, Lestienne, Swaelen, Tant, Van Wambeke. — MM. Collart, De Loor, Derycke, Guillaume, Mme Lefeber, MM. Perdieu, Rigo, Sleenckx. — MM. De Groot, Heughebaert, Mévis, L. Michel, Petitjean, Pierard, Mme Van den Poel-Welkenhuysen. — MM. Somers, Verniers, Vervaeck.

Voir :

5-XIX-A (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

5-XIX-B (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 et 3 : Amendements.

5-XIX-C (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

29 FEBRUARI 1984

WETSONTWERP

houdende aanpassing
van de begroting van Nationale Opvoeding
— gemeenschappelijke sector van de franstalige
en de nederlandstalige regimes —
voor het begrotingsjaar 1983

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de begroting
van Nationale Opvoeding — franstalig regime —
voor het begrotingsjaar 1983

WETSONTWERP

houdende aanpassing
van de begroting van Nationale Opvoeding
— nederlandstalig regime —
voor het begrotingsjaar 1983

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE OPVOEDING, HET WETENSCHAPSBELEID
EN DE CULTUUR (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEREN MOORS
EN LIENARD

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Ramaekers.

A. — Leden : de heer Breyne, Mevr. Demeester-De Meyer, de heren Detremmerie, Gehlen, Th. Kelchtermans, Liénard, Moors, Piot. — de heren Baldewijns, Delizée, Y. Harmegnies, Henry, Laridon, Ramaekers, Ylieff. — de heren Barzin, Beysen, Bonnel, D'hondt, Klein, Taelman. — de heren Kuijpers, Vansteenkiste.

B. — Plaatsvervangers : Mevr. Boeraeve-Derycke, De Loore-Raeymaekers, de heren Dupré, Jérôme, Lernoux, Lestienne, Swaelen, Tant, Van Wambeke. — de heren Collart, De Loor, Derycke, Guillaume, Mevr. Lefeber, de heren Perdieu, Rigo, Sleenckx. — de heren De Groot, Heughebaert, Mévis, L. Michel, Petitjean, Pierard, Mevr. Van den Poel-Welkenhuysen. — de heren Somers, Verniers, Vervaeck.

Zie :

5-XIX-A (1983-1984) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendement.

5-XIX-B (1983-1984) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- Nos 2 en 3 : Amendementen.

5-XIX-C (1983-1984) :

- N° 1 : Wetsontwerp.

SOMMAIRE	Pages
A. Secteur commun	2
I. Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale (N)	2
II. Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale (F)	3
III. Discussion générale	4
B. Régime néerlandais	7
I. Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale (N)	7
II. Discussion générale	10
III. Discussion des articles	15
C. Régime français	16
I. Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale (F)	16
II. Discussion générale	17
D. Questions relevant de la compétence spécifique des deux Ministres	26
I. Problèmes budgétaires	26
II. Personnel et normes	27
III. Enseignement spécial	30
IV. Enseignement secondaire	34
V. Informatique	42
VI. Enseignement supérieur	43
VII. Enseignement de promotion sociale	46
VIII. Enseignement artistique	46
E. Votes	47

MESDAMES, MESSIEURS,

A. SECTEUR COMMUN

I. Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale (N)

Le budget qui a été voté pour 1983 prévoyait :

- dépenses courantes : 3 461,8 millions;
- dépenses de capital : 11 513,9 millions en crédits non dissociés et 136,4 millions en crédits dissociés.

Les crédits supplémentaires demandés se répartissent comme suit :

0 pour les dépenses de capital;

65,5 millions net pour les dépenses courantes, soit 84,1 millions d'augmentations de crédits et 18,6 millions de réductions de crédits.

Pour les années précédentes, des crédits supplémentaires d'un montant de 216,5 millions ont dû être demandés.

La réduction de crédit de 18,6 millions se situe entièrement à l'article 11.03 de la section 33, à savoir les traitements et salaires du personnel des établissements scientifiques de l'Etat.

Cette réduction de 18,6 millions résulte pour 7,1 millions du non-paiement en 1983 de la partie fixe de la prime de fin d'année et pour 11,5 millions de la hausse moins forte de l'indice au moment de l'établissement du feuilleton d'ajustement 1983 (c'est-à-dire en juin 1983).

INHOUD	Blfz.
A. Gemeenschappelijke sector	2
I. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Onderwijs (N)	2
II. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Onderwijs (F)	3
III. Algemene bespreking	4
B. Nederlandstalig regime	7
I. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Onderwijs (N)	7
II. Algemene bespreking	10
III. Bespreking van de artikelen	15
C. Franstalig regime	16
I. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Onderwijs (F)	16
II. Algemene bespreking	17
D. Vragen gesteld aan beide Ministers betreffende hun respectieve bevoegdheidsgebieden	26
I. Budgettaire problemen	26
II. Personeel en normen	27
III. Buitengewoon onderwijs	30
IV. Secundair onderwijs	34
V. Informatica	42
VI. Hoger onderwijs	43
VII. Onderwijs voor sociale promotie	46
VIII. Kunstonderwijs	46
E. Stemmingen	47

DAMES EN HEREN,

A. GEMEENSCHAPPELIJKE SECTOR

I. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Onderwijs (N)

De begroting 1983 die werd goedgekeurd voorzag :

- lopende uitgaven : 3,461,8 miljoen;
- kapitaaluitgaven : 11 513,9 miljoen in niet gesplitste kredieten en 136,4 miljoen in gesplitste kredieten.

Thans worden bijkredieten aangevraagd :

0 voor de kapitaaluitgaven;

65,5 miljoen netto voor de lopende uitgaven, nl. 84,1 miljoen kredietverhogingen en 18,6 miljoen kredietverlagingen.

Voor voorgaande jaren dienen bijkredieten te worden aangevraagd voor 216,5 miljoen.

De kredietvermindering van 18,6 miljoen is volledig te situeren in artikel 11.03 van sectie 33, nl. de lonen en wedden van het personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat.

Deze vermindering van 18,6 miljoen is voor 7,1 miljoen het gevolg van de niet uitbetaling in 1983 van het vast gedeelte van de eindejaarspremie en ten belope van 11,5 miljoen te wijten aan de bij het opstellen van het bijblad 1983 (namelijk juni 1983) minder sterke stijging van de index.

Les augmentations de crédits de 84,1 millions sont dues à deux facteurs :

— l'inscription d'un crédit de 3,1 millions destiné au cofinancement de l'Institut européen d'administration publique à Maastricht. Cette participation de la Belgique a été approuvée par le C. M. P. S. L'Institut recrutera un collaborateur scientifique belge. La Belgique pourra faire suivre des cours de perfectionnement à des fonctionnaires chaque année;

— l'inscription d'un crédit supplémentaire de 81 millions de F pour le Fonds national de garantie : il s'agit de subventions-intérêts se rapportant à des dossiers de construction du secteur subventionné qui ont été approuvés.

Pour les années antérieures, des crédits supplémentaires d'un montant de 216,5 millions doivent encore être demandés pour le Fonds de garantie, afin de respecter les obligations légales.

En ce qui concerne les établissements scientifiques qui sont restés nationaux, les ministres de l'Education nationale ont présenté au Gouvernement un projet de restructuration, qui est actuellement à l'examen au Conseil d'Etat. L'objectif n'est pas de modifier le statut de ces établissements : les Archives du Royaume, la Bibliothèque royale, l'Institut royal météorologique, etc., sont des services qui doivent évidemment rester nationaux. Leur gestion continue donc de relever des compétences communes des deux ministres.

La restructuration est fondée sur le troisième rapport du Commissaire royal à la Réforme des établissements scientifiques, M. Liebaers. Son but est de préserver l'autonomie de ces établissements sur le plan scientifique, tout en constituant une sorte de « pool » du personnel technique et administratif.

II. Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale (F)

Les crédits supplémentaires du secteur commun (soit 84,1 millions année courante) sont dus essentiellement au fonds de garantie pour 81 millions pour l'année courante et pour 216,5 millions pour les années antérieures.

Il n'est en effet pas possible de maîtriser l'évolution de ces crédits. La loi du 29 mai 1959 limite le montant des prêts à garantir mais ne fixe aucun plafond au montant des subventions-intérêts à supporter par l'Etat.

Il faut donc inscrire au budget les crédits nécessaires pour payer la différence entre 1,25 % et le taux d'intérêt en vigueur pour tous les dossiers que le Comité ministériel des bâtiments scolaires a accepté de subventionner.

Or, les taux d'intérêt se sont accrus fortement depuis 1973. De plus, les obligations de l'Etat s'étendent au fur et à mesure de la rationalisation et de la programmation des enseignements.

En outre, une subvention de 3,1 millions de F est prévue pour l'Institut européen d'administration publique à Maastricht.

La Belgique est membre du Conseil d'administration et est représentée au Conseil scientifique de cet organisme dont le but est de former les fonctionnaires nationaux des pays accédant à la présidence de la C. E. E., ainsi que de préparer aux concours de la C. E. E. et d'organiser des rencontres, des contacts entre les fonctionnaires nationaux et les fonctionnaires européens.

De vermeerderingen der kredieten met 84,1 miljoen zijn te wijten aan 2 factoren :

— de inschrijving van een krediet van 3,1 miljoen bestemd voor de medefinanciering van het Europees Instituut voor Bestuurskunde te Maastricht. Deze participatie van België werd goedgekeurd door het M. C. W. B. Het Instituut zal één Belgisch wetenschappelijk medewerker aanwerven. België zal jaarlijks ambtenaren vervolmakingscursussen kunnen laten volgen;

— de inschrijving van een bijkrediet van 81 miljoen F voor het Nationaal Waarborgfonds : het betreft rentetoelagen op goedgekeurde bouwdoossiers van de gesubsidieerde sector.

Voor vorige jaren dienen eveneens nog bijkredieten ten belope van 216,5 miljoen voor het Waarborgfonds te worden aangevraagd (ten einde de wettelijke verplichtingen na te leven).

In verband met de nationaal gebleven wetenschappelijke instellingen hebben de Ministers van Onderwijs aan de Regering een voorstel tot herstructurering voorgelegd, dat thans door de Raad van State wordt onderzocht. Het is niet de bedoeling aan de status van deze instellingen zelf te raken : het Rijksarchief, de Koninklijke Bibliotheek, het Koninklijk Meteorologisch Instituut, enz. zijn diensten die vanzelfsprekend nationaal moeten blijven. Het beheer ervan blijft ook onder de bevoegdheid van beide Ministers samen vallen.

De herstructurering is gebaseerd op het derde rapport van de Koninklijke Commissaris voor de Hervorming van de Wetenschappelijke Instellingen, de heer Liebaers. De bedoeling is de autonomie van de instellingen op wetenschappelijk gebied te handhaven, maar tevens aan « pool-vorming » te doen met betrekking tot het technisch en administratief personeel.

II. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Onderwijs (F)

De bijkredieten van de gemeenschappelijke sector, met name 84,1 miljoen voor het lopende jaar, zijn hoofdzakelijk te wijten aan het waarborgfonds voor 81 miljoen van het lopende jaar en voor 216,5 miljoen voor de vroegere jaren.

Het is immers niet mogelijk aan het verloop van die kredieten de hand te houden. De wet van 29 mei 1959 beperkt het bedrag van de te waarborgen leningen, maar stelt geen maximumbedrag vast voor de door de Staat te dragen rentetoelagen.

Bijgevolg moeten op de begroting de nodige kredieten worden uitgetrokken om het verschil te betalen tussen 1,25 % en de rentevoet die geldt voor alle dossiers die het ministerieel Comité voor de schoolgebouwen voor toelage aanvaard heeft.

Sinds 1973 zijn die rentevoeten echter fors gestegen. Bovendien breiden de verplichtingen van de Staat zich uit naarmate de rationalisering en de programmatie van de onderwijsnetten toenemen.

Voorts wordt een toelage van 3,1 miljoen F uitgetrokken voor het Europees Instituut voor Bestuurskunde te Maastricht.

België is lid van de raad van bestuur en is vertegenwoordigd in de wetenschappelijke raad van die instelling, die tot doel heeft de nationale ambtenaren van de landen die om beurten het voorzitterschap van de E. E. G. waarnemen, te vormen en voor te bereiden op de vergelijkende examens van de E. E. G., ontmoetingen te organiseren en contacten tussen de nationale en de Europese ambtenaren te leggen.

III. Discussion générale

a) Des questions sont posées à propos de la réduction des crédits destinés à la rémunération du personnel (article 11.03 du Titre I, Section 33).

A quoi correspond cette réduction de 18,6 millions ? Combien d'emplois seront-ils perdus ? Cette réduction s'explique-t-elle par les départs « naturels » d'agents qui ne seraient pas remplacés ou par l'abandon de recrutements prévus ?

Le Ministre (F) répond qu'une économie de 18,6 millions est réalisée grâce aux mesures qui ont été prises en matière d'indexation et en ce qui concerne les primes de fin d'année. Aucun emploi ne sera perdu.

b) Des questions sont également posées au sujet de la restructuration des établissements scientifiques restés nationaux.

Un membre demande que soit communiquée la liste complète des établissements restés nationaux où la fonction de directeur est vacante, avec mention de la date depuis laquelle ces postes sont vacants. Pour les établissements où il y a un directeur, le membre aimerait savoir à quel rôle linguistique celui-ci appartient.

Le même membre se demande si, avant de procéder à une restructuration générale, il ne serait pas préférable de fusionner les directions de tous ces établissements en une seule instance supérieure. Cela permettrait d'éviter que l'équilibre communautaire ne soit perturbé par la restructuration.

Des membres demandent également ce que les ministres pensent du rapport du Commissaire royal. Un membre estime que ce rapport, qu'il qualifie de trop vague et de trop prudent, devrait être discuté au sein de la Commission afin que soient définies les options à prendre.

Un membre demande si, dans le cadre de la restructuration proposée, il a également été question d'une éventuelle régionalisation de certains établissements ou de certaines parties d'établissements.

Le même membre ne voit pas comment il sera possible, dans la pratique, de constituer un « pool » du personnel administratif tout en garantissant l'autonomie des établissements sur le plan scientifique. Va-t-on créer une « super-structure » administrative avec, en outre, une direction par établissement qui serait compétente uniquement en matière scientifique ?

En ce qui concerne les moyens financiers, le membre voudrait savoir si de nouvelles possibilités de développement seront données aux établissements scientifiques.

Un autre membre se réfère au rapport de l'Archiviste général du Royaume, M. Wijffels, où celui-ci expose comment il est possible de rendre les Archives de l'Etat plus accessibles par la décentralisation et d'accroître l'efficacité de leur fonctionnement grâce à l'automatisation. Les ministres ont-ils lu ce rapport ? Quelles sont leurs conclusions ?

Le Ministre (F) précise que M. Liebaers a déjà établi trois rapports sur la restructuration des établissements scientifiques, qui n'est pas chose simple.

Plusieurs problèmes se posent au niveau du personnel. Celui-ci se compose en grande partie de temporaires, ce qui nuit à l'efficacité des établissements. Cette situation extrêmement regrettable est encore aggravée par la vacance de nombreux postes de direction. Un effort sera fait afin de parvenir à une plus grande stabilité de l'effectif du personnel; des arrêtés royaux ordinaires seront pris à cet effet.

III. Algemene bespreking

a) Vragen worden gesteld met betrekking tot de vermindering van de kredieten voor bezoldiging van het personeel (artikel 11.03 van Titel I, Sectie 33).

Waarom beantwoordt deze vermindering met 18,6 miljoen F ? Hoeveel arbeidsplaatsen zullen verloren gaan ? Gaat het daarbij om de niet-vervanging van op natuurlijke wijze afvloeiende personeelsleden of om het nalaten van in het vooruitzicht gestelde aanwervingen ?

De Minister (F) antwoordt hierop dat een besparing van 18,6 miljoen wordt gerealiseerd dank zij de maatregelen die werden getroffen inzake doorberekening van de index en met betrekking tot de eindejaarspremies. Er gaan geen arbeidsplaatsen verloren.

b) Ook met betrekking tot de herstructurering van de nationaal gebleven wetenschappelijke instellingen worden vragen gesteld.

Een lid verzoekt om de overlegging van een volledige lijst van de nationaal gebleven instellingen waar de functie van directeur vacant is, met vermelding sedert wanneer dit zo is. Voor de instellingen waar wel een directeur is, wenst het lid te vernemen tot welke taalrol hij behoort.

Hetzelfde lid vraagt zich af of het niet beter zou zijn de directies van al deze instellingen te fusioneren in één bovenstructuur alvorens tot een algemene herstructurering over te gaan. Zo zou kunnen worden voorkomen dat het communautaire evenwicht door de herstructurering wordt verstoord.

Er wordt ook gevraagd naar de bedenkingen van de Ministers bij het verslag van de Koninklijke Commissaris. Volgens een lid zou dit rapport, dat hij als te vaag en te voorzichtig bestempelt, in de Commissie moeten worden besproken ten einde de te nemen opties vast te stellen.

Een lid vraagt of er in verband met de voorgestelde herstructurering ook gesproken is over een eventuele regionalisering van bepaalde instellingen of delen ervan.

Voor hetzelfde lid is het niet duidelijk hoe wetenschappelijke autonomie en administratieve poolvorming in de praktijk tegelijkertijd ter verwezenlijken zijn. Zal er een administratieve bovenstructuur komen, plus nog eens een directie per instelling die dan alleen voor wetenschappelijke aangelegenheden bevoegd is ?

Wat de financiële middelen betreft, zou het lid graag vernemen of aan de wetenschappelijke instellingen nieuwe ontplooiingskansen zullen worden geboden.

Door een ander lid wordt het rapport van de heer Wijffels, Rijksarchivaris, aangehaald, waarin deze bespreekt hoe de toegankelijkheid van het Rijksarchief kan worden verhoogd door decentralisatie en hoe de efficiëntie ervan kan worden opgevoerd door automatisering. Hebben de Ministers dit verslag gelezen ? Welke conclusies trekken zij eruit ?

De Minister (F) stelt dat er betreffende de herstructurering van de wetenschappelijke instellingen reeds drie rapporten zijn ingediend door de heer Liebaers. De zaak is niet eenvoudig.

Op personeelsvlak doen zich diverse problemen voor. Het personeel bestaat voor een groot deel uit tijdelijke krachten. Dit brengt de efficiëntie van deze instellingen in het gedrang, wat bijzonder jammer is. De vacatures op directieniveau verergeren deze situatie nog. Een inspanning zal worden geleverd om via gewone koninklijke besluiten tot een meer stabiele personeelssituatie te komen.

Le Ministre (N) souligne qu'il faut considérer l'équilibre linguistique par rapport à l'ensemble du personnel des établissements scientifiques et non uniquement par rapport aux fonctions de direction. Il communique à ce sujet les chiffres suivants :

Personnel occupé par les dix établissements — Tableau 1 : Situation générale au 1^{er} décembre 1982

Het taalevenwicht moet, volgens de Minister (N) niet alleen worden gezien op directieniveau maar over het geheel van het personeel van de wetenschappelijke instellingen. Hij verstrekt de volgende cijfergegevens :

Personeel in dienst bij de tien inrichtingen — Tabel 1 : Algemene toestand 1 december 1982

	Prévu — Voorzien		Existant. — Bestaand																Bes. fut. — Toek. noden			
	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	1		2		3		4		5		6		7		8		Total. — Totaal		Pers. stat. — Stat. pers.	
			Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.	Scient. Wet.	Non scient. Niet wet.
B.R. — K.B.A. F	20	104	17	91	—	1	—	4	11	26	3	—	6	12	—	—	—	—	37	134	35	150
N	19	104	17	104	3	1	—	1	12	12	4	—	5	16	—	—	—	—	41	134	35	150
Total. — Totaal	39	208	34	195	3	2	—	5	23	38	7	—	11	28	—	—	—	—	78	268	70	300
A.G.E. — A.R.A. F	32	26	30	16	—	—	—	11	1	1	—	—	2	7	—	—	3	2	36	37	33	100
N	34	26	32	26	—	6	—	28	—	—	—	—	3	10	—	—	—	—	35	37	33	100
Total. — Totaal	66	53	62	42	—	6	—	39	1	1	—	—	5	17	—	—	3	2	71	107	66	200
O.R.B. — K.S.B. F	10	30	12	22	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	14	23	12	35
N	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—
Total. — Totaal	21	30	12	22	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	19	23	12	35
I.R.M. — K.M.I. F	18	44	15	45	—	—	—	5	5	18	—	—	1	3	—	—	—	—	21	94	22	65
N	18	44	11	34	—	—	—	6	4	13	1	—	—	1	—	—	—	—	16	55	23	65
Total. — Totaal	36	88	26	79	—	—	—	11	9	31	1	—	1	4	—	—	—	—	37	149	45	130
I.A.S.B. — B.I.R.A. F	11	19	9	14	—	3	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	11	20	12	25
N	11	19	10	16	—	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	10	21	13	25
Total. — Totaal	22	38	19	30	—	6	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	21	41	25	50
M.R.B.A. — K.M.S.K. F	6	27	5	20	—	—	—	6	—	—	1	—	—	1	—	—	3	3	9	30	13	111
N	7	27	6	26	—	1	—	6	3	—	—	—	—	3	—	—	3	2	12	38	13	112
Total. — Totaal	13	54	11	46	—	1	—	12	3	—	1	—	—	4	—	—	6	5	21	68	26	223
M.R.A.H. — K.M.K.G. F	14	48	14	27	—	5	—	3	13	5	—	—	1	13	—	—	—	—	33	53	15	65
N	14	49	14	47	—	4	—	2	12	7	—	—	2	13	—	—	5	—	33	73	15	65
Total. — Totaal	28	97	28	74	—	9	—	5	25	12	—	—	3	26	—	—	10	—	66	126	30	130
I.R.P.A. — K.I.K.P. F	18	42	20	21	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	5	1	4	23	32	20	50
N	18	43	15	43	—	—	—	6	—	—	—	—	—	5	—	5	—	8	15	67	20	50
Total. — Totaal	36	85	35	64	—	—	—	8	1	—	—	—	1	5	—	10	1	12	38	99	40	100
M.R.A.C. — K.M.M.A. F	18	45	15	14	—	—	—	—	10	11	1	—	1	4	—	—	—	6	27	35	20	50
N	19	46	16	45	—	13	—	2	1	3	—	—	—	7	—	—	—	35	17	105	20	50
Total. — Totaal	37	91	31	59	—	13	—	2	11	14	1	—	1	11	—	—	—	41	44	140	40	100
I.R.S.N.B. — K.B.I.N. F	21	89	18	72	—	4	—	—	3	1	—	—	5	17	—	—	9	—	35	94	30	100
N	22	89	18	75	—	—	—	—	—	—	—	—	4	6	—	—	3	—	25	81	30	100
Total. — Totaal	43	178	36	147	—	4	—	—	3	1	—	—	9	23	—	—	12	—	60	175	60	200
Total. — Totaal F	168	474	155	342	—	13	—	31	48	65	5	—	17	58	—	28	21	15	246	552	217	761
Total. — Totaal N	173	478	144	440	3	29	—	53	32	38	5	—	14	63	—	6	11	45	209	674	220	762
Total. — Totaal	341	952	299	782	3	42	—	84	80	103	10	—	31	121	—	34	32	60	455	1 226	437	1 523

Légende : 1. Personnel statutaire; 2. Temporaires régularisables; 3. Temporaires non régularisables; 4. Contractuels; 5. Détachés; 6. Chômeurs mis au travail, C.S.T., stagiaires, etc.; 7. Tiers; 8. Autres.
 B.R. : Bibliothèque royale. A.G.E. : Archives générales du Royaume. O.R.B. : Observatoire royal de Belgique. I.R.M. : Institut royal météorologique. I.A.S.B. : Institut d'aéronomie spatiale de Belgique. M.R.B.A. : Musées royaux de beaux-arts. M.R.A.H. : Musées royaux d'art et d'histoire. I.R.P.A. : Institut royal du patrimoine artistique. M.R.A.C. : Musée royal de l'Afrique centrale. I.R.S.N.B. : Institut royal des sciences naturelles de Belgique.

Legende : 1. Statutair personeel; 2. Regulariseerbare tijdelijken; 3. Niet-regulariseerbare tijdelijken; 4. Contractuelen; 5. Gedetacheerde; 6. Tewerkgestelde werklozen, B.T.K., stagiairs, enz.; 7. Derden; 8. Anderen.
 K.B.A. : Koninklijke Bibliotheek. A.R.A. : Algemeen Rijksarchief. K.S.B. : Koninklijke Sterrenwacht. K.M.I. : Koninklijk Meteorologisch Instituut. B.I.R.A. : Belgisch Instituut voor Ruimte-Aeronomie. K.M.S.K. : Koninklijk Museum voor Schone Kunsten. K.M.K.G. : Koninklijk Museum voor Kunst en Geschiedenis. K.I.K.P. : Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium. K.M.M.A. : Koninklijk Museum voor Midden-Afrika. K.B.I.N. : Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen.

En ce qui concerne la restructuration proprement dite, les deux Ministres insistent sur le fait que les établissements scientifiques continuent à relever de leur compétence commune. Tout en maintenant l'autonomie des établissements sur le plan scientifique, ils tentent en premier lieu de centraliser leur gestion matérielle (patrimoine, personnel administratif et technique), dans la mesure où cette centralisation est fonctionnelle. Les Ministres n'ont pas l'intention de créer une nouvelle « superstructure ».

Un membre fait observer que l'objectif initial de la mission qui a été confiée à M. Liebaers était précisément d'éviter les doubles emplois dans le domaine scientifique et, de manière plus générale, de mieux coordonner la politique scientifique des établissements concernés. On espérait ainsi obtenir de meilleurs résultats avec des moyens identiques. Selon l'approche proposée à présent par les Ministres, il n'est plus question de coordination sur le plan scientifique.

Le Ministre (N) répond qu'à plus long terme, l'objectif est bel et bien de coordonner la politique scientifique proprement dite, mais qu'il est impossible de régler tous les problèmes en même temps. C'est pour cette raison que l'on se limite dans une première phase à rationaliser l'infrastructure administrative.

c) Les questions suivantes sont posées au sujet de l'Institut européen d'administration publique :

Par qui les représentants belges sont-ils nommés ? Sur quels critères se base-t-on pour désigner ces représentants ? Les statuts de l'Institut peuvent-ils être communiqués ?

Les Ministres promettent de communiquer les statuts de l'Institut européen d'administration publique aux membres de la Commission.

Il n'y a qu'un seul représentant belge auprès de cet Institut. Le choix s'est porté sur un inspecteur général de l'enseignement néerlandophone, qui est incontestablement qualifié pour remplir cette mission.

Le Ministre (N) rappelle ensuite qu'il existe deux autres instituts européens de formation post-universitaire, à savoir l'« Europa College » à Bruges et l'Institut universitaire européen à Florence.

Ces trois établissements sont complémentaires.

d) En ce qui concerne le Fonds de garantie des bâtiments scolaires, un membre fait remarquer que les ajustements budgétaires augmentent d'année en année. Il demande quel est le montant des autorisations d'emprunt pour l'enseignement de l'Etat et pour l'enseignement libre, quel pourcentage en est supporté par le Fonds de garantie et quelle est la répartition entre les Communautés.

En réponse à cette question, le Ministre (F) fournit le tableau suivant (voir page suivante).

Un autre membre s'inquiète également de l'augmentation de 5 % du montant des autorisations d'emprunt. Il se demande si la politique suivie en matière de construction est bien une politique rationnelle répondant aux objectifs d'économie. Le membre constate que, souvent, des bâtiments historiques de grande valeur se dégradent parce qu'ils restent inoccupés, alors que l'on élabore des projets prestigieux de construction dans le même quartier. D'après le membre, la restauration de ces bâtiments historiques et leur aménagement pour l'enseignement permettraient non seulement de préserver notre patrimoine culturel mais aussi d'économiser de l'argent.

Le Ministre (F) explique que, par le biais du Fonds de garantie, on s'efforce de sauver les bâtiments historiques chaque fois que c'est possible et de continuer à les utiliser à des fins d'enseignement. Il faut toutefois que cela soit réalisable à un coût raisonnable.

Wat de herstructurering zelf betreft, beklemtonen beide Ministers dat de wetenschappelijke instellingen in ieder geval onder hun gemeenschappelijke bevoegdheid blijven ressorteren. Er wordt in de eerste plaats naar gestreefd om — met behoud van de wetenschappelijke autonomie — het zakelijk beheer (patrimonium, administratief en technisch personeel) te centraliseren, althans voor zover dit functioneel is. Het is niet de bedoeling een nieuwe bovenstructuur op te richten.

Een lid maakt erop attent dat het oorspronkelijke oogmerk van de opdracht die aan de heer Liebaers werd toevertrouwd, juist was overlappingsen op wetenschappelijk gebied te voorkomen en, in het algemeen, het wetenschappelijk beleid van de betrokken instellingen beter te coördineren. Door deze aanpak hoopte men met dezelfde middelen meer te kunnen presteren. In de benadering die de Ministers thans voorstellen is van coördinatie op wetenschappelijk gebied geen sprake meer.

De Minister (N) antwoordt hierop dat op langere termijn wel degelijk een coördinatie van het wetenschappelijk beleid zelf wordt nagestreefd, maar dat het onmogelijk is alles ineens te regelen. Daarom beperkt men zich in een eerste fase tot een rationalisering van de administratieve onderbouw.

c) Volgende vragen worden gesteld met betrekking tot het Europees instituut voor bestuurskunde :

Door wie gebeurt de benoeming van de Belgische vertegenwoordigers ? Welke criteria worden voor de aanwijzing van die vertegenwoordigers gehanteerd ? Kunnen de statuten van het Europees instituut worden medegedeeld ?

De Ministers zeggen toe dat de statuten van het Europees instituut voor bestuurskunde aan de Commissieleden zullen worden bezorgd.

Er is maar één Belgisch vertegenwoordiger in het instituut. Dit is een inspecteur-generaal van het Nederlandstalig onderwijs geworden, wiens kwalificaties voor het vervullen van deze opdracht buiten kijf staan.

De Minister (N) herinnert voorts aan het bestaan van twee andere Europese instituten voor postuniversitaire opleiding, nl. het Europacollege te Brugge en de Europese Universitaire Instelling te Firenze.

Deze drie instellingen zijn complementair ten opzichte van elkaar.

d) Wat het Waarborgfonds voor schoolgebouwen betreft, wijst een lid erop dat de begrotingsaanpassingen voor deze post van jaar tot jaar toenemen. Het lid vraagt wat het maximumbedrag aan leningen is dat door het Rijksonderwijs en door het vrij onderwijs kan worden opgenomen, en wat het percentage is dat daarin door het Waarborgfonds wordt gedragen, met de verdeling over de Gemeenschappen.

De Minister (F) deelt in antwoord op deze vraag de onderstaande tabel mee (zie volgende bladzijde).

Een ander lid is eveneens verontrust over de stijging van het bedrag van de leningsmachtigingen met 5 %. Hij vraagt zich af of wel een zinnig en rationeel bouwbeleid wordt gevolgd. Het lid constateert dat waardevolle historische gebouwen vaak door leegstand verkommen, terwijl in dezelfde buurt prestigieuze nieuwbouwprojecten worden opgezet. Door deze historische gebouwen te restaureren en voor het onderwijs aan te passen, zou men niet alleen ons cultuurpatrimonium in stand houden maar tegelijk geld besparen, aldus het lid.

De Minister (F) verklaart dat er via het Waarborgfonds naar wordt gestreefd om, waar mogelijk, historische gebouwen te redden en ze voor onderwijsdoeleinden te blijven gebruiken. Het moet echter zonder overdreven kosten realiseerbaar zijn.

Le Ministre (N) fait remarquer que la préservation de bâtiments historiques pour l'enseignement se heurte souvent à de très sérieux obstacles. Il n'est pas rare qu'à terme, l'adaptation de ces bâtiments aux besoins de l'enseignement moderne et aux prescriptions de sécurité en vigueur coûte plus cher qu'une nouvelle construction.

Fonds national de garantie des bâtiments scolaires

Situation au 7 décembre 1983

De Minister (N) wijst erop dat het behouden van historische gebouwen voor het onderwijs vaak op zeer ernstige bezwaren stuit. De aanpassing van deze gebouwen aan de noden van het moderne onderwijs en aan de hedendaagse veiligheidsvoorschriften is op termijn niet zelden duurder dan nieuwbouw.

Nationaal Waarborgfonds voor de schoolgebouwen

Toestand per 7 december 1983

Année — Jaar	Coefficient — Coëfficiënt	Libre. — Vrij — Secteur commun Gemeenschappelijke sector	Officiel. — Officieel — Secteur commun Gemeenschappelijke sector	Libre. — Vrij — Secteur français Franse sector	Officiel. — Officieel — Secteur français Franse sector
1973	—	2 000 000 000	1 000 000 000	900 000 000	600 000 000
1974	—	2 000 000 000	1 000 000 000	900 000 000	600 000 000
1975	1,3057	2 611 400 000	1 035 700 000	1 175 130 000	783 420 000
1976	1,5195	3 039 000 000	1 519 500 000	1 367 550 000	911 700 000
1977	1,6566	3 313 200 000	1 656 600 000	1 490 940 000	993 960 000
1978	1,8431	3 686 200 000	1 843 100 000	1 658 790 000	1 105 860 000
1979	1,9326	3 865 200 000	1 932 600 000	1 739 340 000	1 159 560 000
1980	2,0626	4 125 200 000	2 062 600 000	1 856 340 000	1 237 560 000
1981	2,2580	4 516 000 000	2 258 000 000	2 052 200 000	1 354 800 000
1982	2,4555	4 911 000 000	2 455 500 000	2 209 950 000	1 473 300 000
		34 067 200 000	17 033 600 000	A. 15 330 240 000	10 220 160 000

Promesses de principe

Principiële toezeggingen

	Libre. — Vrij — Secteur français Franse sector	Officiel. — Officieel — Secteur français Franse sector
— Situation au 7 décembre 1983. — Toestand per 7 december 1983 :		
Montant des avenants de clôture. — Bedrag van de sluitingsaanshangsels	4 383 500 424	1 332 407 879
Conventions financières. — Financiële overeenkomsten	2 137 457 165	778 036 396
Promesses de principe non encore suivies de conventions. — Principiële toezeggingen, nog niet gevolgd door overeenkomsten	2 000 623 902	2 100 078 638
Dossiers approuvés lors du C.M.B.S. du 25 octobre 1983. — Op het M.C.S.G. van 25 oktober 1983 goedgekeurde dossiers	182 093 504	161 725 068
	B. 8 703 674 995	4 372 247 981
— Reliquat au 7 décembre 1983. — Rest per 7 december 1983	<u>6 626 565 005</u>	<u>847 912 019</u>

B. REGIME NEERLANDAIS

**I. Exposé introductif
du Ministre de l'Éducation nationale (N)**

1. Le budget de l'Éducation nationale (N) pour l'année 1983 prévoyait les dépenses suivantes :

- dépenses courantes : 133 226,2 millions de F;
- dépenses de capital : crédits non dissociés : 866,5 millions de F + crédits d'ordonnancement : 542 millions de F crédits dissociés. Total : 1,4 milliard de F;
- dépenses totales : 134,6 milliards de F.

B. NEDERLANDSTALIG REGIME

**I. Inleidende uiteenzetting
van de Minister van Onderwijs (N)**

1. De ingediende begroting Onderwijs (N) 1983 voorzagt :

- lopende uitgaven voor 133 226,2 miljoen;
- kapitaaluitgaven : niet-gesplitste kredieten 866,5 miljoen + ordonnanceringskredieten 542 miljoen gesplitste kredieten, d.w.z. in totaal 1,4 miljard.
- totale uitgaven : 134,6 miljard.

2. Le feuillet d'ajustement de ce budget a été établi et arrêté définitivement au cours des mois de septembre et octobre 1983, après avoir été préparé par les contrôles budgétaires mensuels effectués au département de l'Education nationale (N) et par les différents contrôles effectués en collaboration avec le Ministre du Budget.

En résumé, le feuillet d'ajustement prévoit ce qui suit :

En ce qui concerne les dépenses courantes :

- un reliquat de crédits pour l'exercice 1983 d'un montant de 193,3 millions de F, soit 1 146,5 millions d'augmentations de crédits et 1 339,8 millions de réductions de crédits;
- des crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs d'un montant de 3 018,3 millions de F.

Ces crédits pourraient être supprimés en soldant ces comptes, mais ce n'est pas si simple dans la situation budgétaire actuelle.

En ce qui concerne les dépenses de capital :

- pour l'année courante, une réduction nette de crédits de 277,6 millions de F;
- pour les exercices antérieurs, des augmentations de crédits de 659,1 millions de F.

Enfin, en ce qui concerne la partie II, à savoir les crédits pour la dotation aux Communautés, qui doivent être inscrits au budget de l'Education nationale mais qui échappent totalement à la compétence du Ministre (N), des crédits supplémentaires ont été inscrits pour les montants suivants :

- 130,4 millions pour les dépenses courantes; et 1,6 million pour les dépenses de capital.
- (Les Communautés utilisent essentiellement ces crédits pour l'octroi d'allocations et de prêts d'études). L'indexation de 5,7 % a été décidée au mois de mai par le Conseil des ministres.

3. *Les crédits supplémentaires pour les années antérieures : 3 018,3 millions de F*

Mis à part quelques petits crédits destinés à couvrir les dépenses pour les abonnements sociaux, la plus grande partie des crédits supplémentaires (2 985,9 millions de F) est destinée au paiement des salaires et traitements (essentiellement du personnel enseignant, du personnel des centres P. M. S. et P. A. T. O.).

Le Ministre (N) précise que ces crédits supplémentaires ont une origine structurelle et détaille leurs causes principales, qui sont les suivantes :

- a) les heures supplémentaires prestées au cours du premier trimestre de l'année scolaire 1982-1983 (septembre à décembre 1982) sont payées — comme les années scolaires précédentes — au cours de l'année 1983 : elles interviennent pour 52,2 millions de F;
- b) le paiement des temporaires pour les prestations fournies de septembre à décembre 1982 : il intervient pour 713,1 millions de F (soit le traitement différé qu'ils ont perçu aux mois de juillet et août);
- c) le paiement des intérimaires occasionnels. Normalement, ces prestations fournies de septembre à décembre ne sont payées qu'après la remise des états de prestations, c'est-à-dire durant l'année budgétaire suivante, à quoi il convient d'ajouter le retard dans le paiement des intérimaires : ce paiement intervient pour 570,8 millions de F;

2. Het aanpassingsblad bij deze begroting werd definitief opgesteld en vastgesteld in de loop van de maanden september-oktober 1983, nadat het was voorbereid door de maandelijkse budgetcontroles op het onderwijsdepartement (N) en de verscheidene controles met de Minister van Begroting.

Het voorliggende aanpassingsblad voorziet samengevat :

Wat de lopende uitgaven betreft :

- een overschot van kredieten voor het lopend boekjaar 1983 ten belope van : 193,3 miljoen, namelijk 1 146,5 miljoen kredietvermeerderingen en 1 339,8 miljoen kredietverminderingen;
- bijkredieten voor vorige boekjaren ten belope van 3 018,3 miljoen.

Dit kan worden weggewerkt indien men dit eenmaal zou aanzuiveren, wat echter in de huidige budgettaire situatie niet zo eenvoudig is.

Wat de kapitaaluitgaven betreft :

- voor het lopend jaar een netto-kredietverlaging van 277,6 miljoen;
- en 659,1 miljoen kredietverhogingen voor vorige boekjaren.

Tenslotte worden, wat deel II betreft — dit zijn met name de kredieten voor de dotatie aan de Gemeenschappen die op de begroting Onderwijs dienen ingeschreven, maar waarover de Minister (N) geen enkele bevoegdheid heeft —, bijkredieten ingeschreven ten belope van :

- 130,4 miljoen lopende uitgaven; en 1,6 miljoen kapitaaluitgaven.
- (Deze kredieten worden door de Gemeenschappen essentieel aangewend voor studietoelagen en studieleningen). Tot deze indexering met 5,7 % werd in de maand mei door de Ministerraad beslist.

3. *De bijkredieten voor vorige jaren : 3 018,3 miljoen*

Naast een paar kleine bedragen, bvb., om de kosten voor sociale abonnementen te dekken, situeren deze bijkredieten zich voor 2 985,9 miljoen in loon- en weddeartikelen (hoofdzakelijk onderwijzend, P. M. S.-personeel en A. M. V. D.-personeel).

De redenen voor dit bijblad zijn structureel. Ter verduidelijking licht de Minister (N) de belangrijkste oorzaken hiervan toe :

- a) het overwerk dat tijdens het eerste trimester van het schooljaar 1982-1983 (september-december 1982) gepresteerd werd, wordt — zoals trouwens in vroegere schooljaren — betaald in de loop van het jaar 1983 : dit verklaart 52,2 miljoen F;
- b) de betaling van tijdelijken voor prestaties, geleverd in de periode september-december 1982, kosten het bijblad 1983 : 713,1 miljoen F (namelijk het uitgesteld loon dat zij in de maanden juli en augustus ontvingen).
- c) het betalen van toevallige waarnemers (interimarissen). Die prestaties in de maanden september-december worden normaal pas na indiening van de staten, dus in het volgend begrotingsjaar betaald + de achterstand bij het betalen van de interimarissen : dit verklaart 570,8 miljoen F van het bijblad.

d) le début de l'année scolaire (période de septembre à décembre) est marqué par de nombreux changements d'affectations. Beaucoup de traitements sont payés indûment ou doivent être reversés au Trésor, récupérés, etc. Pour l'année scolaire 1982-1983, ces changements d'affectations nécessitent des crédits supplémentaires pour un montant de 1 116,7 millions de F;

e) dans l'enseignement subventionné (tant officiel que libre), lorsqu'il n'est pas certain qu'un emploi peut être maintenu et est par conséquent subsidiable, les demandes d'avances sur traitement sont introduites tardivement, de sorte que la liquidation des montants concernés est reportée à une année ultérieure. Pour le début de l'année scolaire 1982-1983, ces montants peuvent être évalués à 353,2 millions de F.

f) enfin, il reste toujours des factures à payer pour les années encore antérieures. Le présent feuillet d'ajustement tient compte de factures représentant un total de 180 millions de F pour 1981 et les années antérieures.

On constate par conséquent que le feuillet d'ajustement pour les années antérieures a un caractère réellement structurel. S'il faut y recourir, c'est en effet parce que, depuis des années, le budget ne comporte pas les crédits nécessaires pour couvrir les prestations prévues.

Compte tenu de l'évolution très rapide de l'effectif du personnel — qui s'élève à environ 130 000 unités — il est évidemment impossible d'évaluer les dépenses au franc près.

Le Ministre (N), qui a d'ailleurs discuté du problème avec son collègue du Budget, constate cependant que le feuillet d'ajustement pour les années antérieures présente un caractère structurel excessif. Lors de la préparation du budget pour 1985, il s'efforcera de nouveau d'obtenir une solution à ce problème.

Toutefois, le Ministre (N) précise que les mesures prises par le Gouvernement pour l'année scolaire 1983-1984 comportent déjà un début de solution. Des mesures relatives aux deux premiers facteurs cités permettent en effet de réduire les crédits supplémentaires à caractère structurel.

4. Les crédits supplémentaires relatifs aux dépenses de capital

On remarquera, en ce qui concerne le Titre II de ce budget, que des crédits supplémentaires d'un montant de 659,1 millions de F sont demandés pour les années antérieures et que des réductions de crédits d'un montant de 301,1 millions de F ont été inscrites pour l'année courante.

Ces chiffres sont à mettre en relation avec la décision du Conseil des ministres du 10 juillet 1983 qui donne un fondement juridique aux investissements universitaires pour les années 1979 à 1982 (+ 606,3 millions de F). Du fait de l'octroi de ce montant par le biais de crédits supplémentaires pour la période écoulée, le crédit prévu pour 1983, à savoir 301,1 millions de F, peut être supprimé (réserves).

Les autres crédits supplémentaires, tant pour l'année courante que pour les années antérieures, concernent la livraison de biens d'équipement pour l'enseignement de l'Etat (art. 74.01) (dépassement de l'estimation des engagements et intérêts de retard).

5. Les crédits supplémentaires relatifs aux dépenses courantes de 1983

En ce qui concerne l'année en cours, l'ajustement net représente — 193,3 millions, soit une diminution par rapport aux crédits accordés.

Cette diminution s'explique par les données suivantes.

d) bij het begin van het schooljaar (periode september-december) treden er een groot aantal ambtswijzigingen op. Heel wat wedden worden ten onrechte uitbetaald, moeten teruggestort worden aan de Schatkist, teruggevorderd worden, enz... Deze ambtswijzigingen hebben voor het schooljaar 1982-1983 een bijkrediet van 1 116,7 miljoen F tot gevolg.

e) voor het gesubsidieerd onderwijs (zowel officieel als vrij) worden, wanneer men niet zeker is of een bepaalde betrekking in stand kan worden gehouden en dus subsidieerbaar is, laattijdig weddevoorschotaanvragen gedaan, met als gevolg dat de factuur naar een volgend jaar wordt verschoven. Voor het begin van het schooljaar 1982-1983 mag men dit op 353,2 miljoen ramen.

f) tenslotte blijven er steeds facturen te betalen m.b.t. nog vroegere jaren. In dit bijblad werden rekeningen opgenomen voor 1981 en vorige jaren voor 180 miljoen.

Wanneer men dit alles overschouwt, dan begrijpt men dat het bijblad voor vorige jaren werkelijk structureel is. Het houdt namelijk verband met het feit dat sinds jaren de kredieten die voor de voorziening te leveren prestaties vereist zijn, niet in een begroting worden opgenomen.

Ongetwijfeld is het in een snel evoluerend personeelsbestand van ± 130 000 eenheden niet mogelijk tot op de laatste frank een prognose te maken.

De Minister (N) stelt evenwel vast, en hij heeft dit met de Minister van Begroting reeds besproken, dat het bijblad onderwijs voor vorige jaren buitensporig structureel is. Hij zal trouwens bij de voorbereiding van de begroting 1985 opnieuw een oplossing bepleiten.

De Minister (N) stelt evenwel dat nu reeds in de maatregelen die de Regering voor het schooljaar 1983-1984 heeft uitgewerkt, hieraan een begin van oplossing werd gegeven. Met name door maatregelen met betrekking tot de eerstgenoemde twee factoren wordt het structurele bijblad verminderd.

4. De bijkredieten op kapitaaluitgaven

Wat Titel II van deze begroting betreft, zal men merken dat er enerzijds 659,1 miljoen bijkredieten voor vorige jaren werden aangevraagd, en dat er anderzijds voor 301,1 miljoen kredietverminderingen voor het lopend jaar werden ingeschreven.

Beide cijfers houden verband met de beslissing van de Ministerraad van 10 juli 1983 waarbij voor de universitaire investeringen een rechtsgrond werd gegeven voor de jaren 1979 tot 1982 (+ 606,3 miljoen). Maar door het toekennen van dit bedrag als bijkredieten voor de voorbije periode, kan het krediet bestemd voor 1983, namelijk 301,1 miljoen geschrapt worden (reserves).

De andere bijkredieten, zowel voor het lopend jaar als voor vorige jaren, houden verband met het leveren van uitrustingsgoederen voor het Rijksonderwijs (art. 74.01) (overschrijding van de raming van de vastlegging en verwijl-tresten).

5. De bijkredieten op de lopende uitgaven 1983

Wat het lopend jaar betreft, werden netto-bijkredieten aangevraagd ten belope van — 193,3 miljoen. Dus een vermindering t.o.v. de toegestane kredieten.

Cijfermatig kan dit als volgt verklaard worden.

Les contrôles budgétaires laissaient prévoir un dépassement de crédit de 2 094,3 millions, ce que confirment les rapports d'évaluation qui ont été établis avec l'Inspection des Finances et l'Administration du Budget au cours du mois de mars.

Ce montant a encore augmenté de 72,2 millions à la suite des mesures qui ont été prises en 1983, entre autres la reprise de Marie Haps, le fait que l'Administration de l'Enseignement artistique est restée nationale (section 39), etc.

Deux séries de mesures ont permis de remplacer la demande de crédits supplémentaires par une réduction nette des crédits :

— les mesures prises pour l'année scolaire 1983-1984 : — 371,1 millions;

— les mesures concernant la fonction publique :

- partie forfaitaire de la prime de fin d'année : — 1 069,8 millions;
- modération de l'index : — 918,3 millions.

6. En ce qui concerne l'année 1983, le Ministre (N) estime, sur la base des évaluations de son administration, que le présent feuilletton d'ajustement sera réalisé (contrôle budgétaire de novembre).

Il attire toutefois l'attention des membres de la Commission sur le fait que des crédits se rapportant à des exercices antérieurs seront à nouveau inscrits au feuilletton d'ajustement 1984. Les éléments structurels continuent en effet à avoir une incidence.

Les mesures qui sont entrées en vigueur pour l'année scolaire 1983-1984 et qui font l'objet d'arrêtés numérotés ont cependant permis de réduire de 200 millions le montant du feuilletton d'ajustement structurel.

7. Le Ministre (N) attire enfin l'attention sur l'amendement qu'il a présenté à ce feuilletton d'ajustement et qui vise à permettre l'affectation en 1984 de certains crédits prévus en 1983 pour la bureautique et l'équipement de l'enseignement de l'Etat.

II. Discussion générale

On trouvera ci-après les questions posées par les membres de la Commission ainsi que les réponses du Ministre (N). Nous renvoyons également à la partie D « Questions relevant de la compétence spécifique des deux ministres ».

Question :

Le budget du département (N) présente-t-il un excédent ?
Aucune année ne se passe sans qu'il soit nécessaire de régulariser des dépassements de crédits dans le secteur de l'enseignement. A-t-on trouvé une solution définitive à ce problème ? Il semble que non si l'on en juge d'après le feuilletton d'ajustement de 1983. Celui-ci prévoit encore des crédits supplémentaires pour des articles relatifs aux traitements.

Quelle est la situation des comptes par rapport au budget en ce qui concerne le grand poste 1 (traitements et subventions-traitements) ?

Réponse :

Le Ministre (N) fournit les données suivantes concernant l'exécution du budget de l'Education nationale (N) pour 1983 et plus précisément en ce qui concerne les grands postes 1 + 1bis traitements du personnel enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation (en millions de F) :

Uit de budgetcontroles bleek dat er een kredietoverschrijding van 2 094,3 miljoen kon worden verwacht. Dit werd trouwens bevestigd door de evaluatieverslagen die samen met de Inspectie van Financiën en met het Bestuur van Begroting in de loop van de maand maart werden opgesteld.

Dit bedrag wordt nog verhoogd met maatregelen die in de loop van 1983 werden genomen voor in totaal + 72,2 miljoen F, bvb. overname van Marie Haps, het nationaal blijven van het Bestuur van het Kunstonderwijs (sectie 39), enz.

Deze bijkredieten worden omgebogen tot een netto-kredietvermindering door 2 factoren :

— de maatregelen schooljaar 1983-1984 : — 371,1 miljoen;

— de maatregelen openbaar ambt :

- vast gedeelte eindejaarspremie : — 1 069,8 miljoen;
- indexmatiging : — 918,3 miljoen.

6. Wat 1983 betreft meent de Minister (N), steunende op de ramingen van zijn administratie, dat het voorliggende aanpassingsblad zal worden gerealiseerd (budgetcontrole november).

Hij vestigt er evenwel de aandacht van de Commissieleden op dat er in het bijblad 1984 opnieuw kredieten m.b.t. vorige boekjaren zullen worden opgenomen. De structurele elementen blijven immers meespelen.

De maatregelen die voor het schooljaar 1983-1984 van kracht zijn geworden en in genummerde besluiten zijn getroffen, hebben echter een invloed van — 200 miljoen op het structureel bijblad.

7. Tenslotte vestigt de Minister (N) de aandacht op het amendement dat hij op dit bijblad heeft ingediend en dat er toe strekt de aanwending van een aantal kredieten 1983 bestemd voor bureautica en uitrusting voor het Rijksonderwijs in 1984 mogelijk te maken.

II. Algemene bespreking

Hieronder volgen de vragen, gesteld door de commissieleden, met de antwoorden van de Minister (N). Zie evenwel tevens deel D « Vragen gesteld aan beide ministers betreffende hun respectieve bevoegdheidsgebieden ».

Vraag :

Vertoont de Begroting (N) een begrotingsoverschot ?

Elk jaar zijn er in de sector onderwijs regularisaties van kredietoverschrijdingen. Wordt dit definitief verholpen ? Uit het bijblad 1983 blijkt dit niet : er zijn nog steeds aanpassingen op artikelen betreffende de wedden.

Wat is de stand van de rekeningen t.a.v. de begroting voor grote post 1 (wedden en weddetoelagen) ?

Antwoord :

Met betrekking tot de uitvoeringstoestand van de begroting onderwijs 1983 (N), meer bepaald wat de grote posten 1 + 1bis lonen onderwijzend + hulpopvoedend personeel betreft, verstrekt de Minister (N) de volgende gegevens (in miljoenen F) :

Crédit initial du G. P. I + <i>Ibis</i>	96 756,3
Crédit ajusté du G. P. I + <i>Ibis</i>	96 849,4
<hr/>	
Repris dans la délibération générale et dans le feuilleton d'ajustement 1983	+ 93,1
Dépenses jusqu'au 30 septembre 1983	81 489,2
dont, pour les années antérieures	2 235,5
<hr/>	
Dépenses pour l'année 1983 proprement dite	79 253,7
Projection des dépenses du 30 septembre 1983 au 31 décembre 1983	17 350,5
Dépenses pour 1983	96 604,2
Solde positif éventuel par rapport au crédit ajusté de 1983	245,2

Le Ministre précise qu'il s'agit bien de décaissements destinés à rémunérer avec des crédits de 1983 des prestations effectuées en 1983.

Bien que le feuilleton d'ajustement structurel ait pu être réduit grâce aux mesures d'économie qui ont été prises à partir de l'année scolaire 1983-1984, le traitement administratif des dossiers et l'évolution des dépenses qui y est liée permettent de prévoir dès à présent qu'un feuilleton d'ajustement structurel sera encore nécessaire en 1984. En concertation avec le Ministre du Budget, le Ministre (N) s'efforcera à nouveau de faire résoudre ce problème dans le cadre de l'élaboration du budget 1985.

Question :

Quelles décisions ont été prises en ce qui concerne le transfert de l'enseignement par correspondance aux Communautés ? Où en est l'exécution de ces décisions ? Quel sera le mode de financement ? Pourquoi ne pas utiliser la petite dotation (article 7 de la loi ordinaire) ?

Réponse :

— Après en avoir délibéré le 26 mai 1983, le Conseil des Ministres a décidé le 27 mai 1983 d'autoriser le transfert de la compétence en matière d'enseignement par correspondance aux Communautés.

— Il a également décidé que les Communautés assureront le financement de l'enseignement par correspondance au moyen de ristournes qui devront être accordées.

— Ce transfert ainsi que le financement au moyen de ristournes sont confirmés à la p. 102 de l'Exposé général du Budget 1984. A la page 149 de l'Exposé général, il est précisé qu'un montant de 128,8 millions de F est affecté à l'enseignement par correspondance par le biais de ristournes d'impôts.

— Il a été décidé de ne pas régler le financement de l'enseignement par correspondance sur base de l'article 7 de la loi ordinaire du 9 août 1980 pour les motifs suivants :

- il ressort clairement des travaux préparatoires de cette loi que la dotation pour les « dépenses culturelles », prévue à l'article 7 de la loi ordinaire est destinée à couvrir les dépenses pour le F. N. R. S. et non à financer des dépenses, compétences ou missions nouvelles des Communautés. Des déclarations en ce sens ont été faites tant par le Premier Ministre que par le Ministre des Réformes institutionnelles de l'époque, M. Ph. Moureaux;

- un financement sur la base de l'article 7 entraînerait l'irresponsabilité financière. Cet article prévoit en effet que la dotation sera fixée en fonction des besoins.

Les besoins ont été couverts dans les budgets de 1980 et ils sont indexés chaque année.

Oorspronkelijk krediet van G. P. I + <i>Ibis</i>	96 756,3
Aangepast krediet van G. P. I + <i>Ibis</i>	96 849,4
<hr/>	
Opgenomen in algemene deliberatie en in bij- blad 1983	+ 93,1
Uitgaven tot en met 30 september 1983	81 489,2
waarvan voor vorige jaren	2 235,5
<hr/>	
Uitgaven eigen aan 1983	79 253,7
Projectie uitgaven 30 september tot 31 decem- ber 1983	17 350,5
Uitgaven 1983	96 604,2
Mogelijk batig saldo t.o.v. het aangepaste kre- dient 1983	245,2

Het gaat hier dus werkelijk om kasuitgaven voor de betaling van prestaties 1983 op kredieten 1983.

Alhoewel het structureel bijblad afneemt ten gevolge van de bezuinigingsmaatregelen die met ingang van het schooljaar 1983-1984 zijn genomen, blijft de administratieve behandeling der dossiers en het hieraan verbonden uitgavenverloop leiden tot een structureel bijblad 1984. In samenspraak met de Minister van Begroting zal de Minister (N) opnieuw een oplossing bepleiten van dit probleem in het kader van de opstelling van de begroting 1985.

Vraag :

Wat is beslist inzake de overheveling van het schriftelijk onderwijs naar de Gemeenschappen ? Hoever is de uitvoering gevorderd ? Hoe zal dit worden gefinancierd ? Waarom niet met de kleine dotatie (art. 7 van de gewone wet) ?

Antwoord :

— Na beslissing op 26 mei 1983 heeft de Ministerraad op 27 mei 1983 beslist dat de bevoegdheden inzake schriftelijk onderwijs naar de Gemeenschappen mogen worden overgedragen.

— Er werd tevens beslist dat de Gemeenschappen de financiering van het schriftelijk onderwijs zullen verzorgen bij middel van toe te kennen *ristorno's*.

— In de Algemene Toelichting bij de begroting 1984, bladzijde 102, is deze beslissing van overheveling en financiering langs *ristorno's* opgenomen. Op bladzijde 149 van de Algemene Toelichting is bepaald dat er 128,8 miljoen langs belasting*ristorno's* voor het schriftelijk onderwijs ter beschikking worden gesteld.

— Er werd niet beslist de financiering van het schriftelijk onderwijs te regelen op basis van artikel 7 van de gewone wet van 9 augustus 1980 omdat :

- uit de voorbereidende werken van deze wet duidelijk blijkt dat de dotaties « culturele uitgaven », bedoeld in artikel 7 van de gewone wet, bedoeld zijn om de uitgaven voor N. F. W. O. Studiebeurzen te dekken en niet om nieuwe uitgaven, bevoegdheden of opdrachten van de Gemeenschappen te dekken. Zowel de Eerste Minister als de toenmalige Minister van Institutionele Hervormingen, de heer Ph. Moureaux, hebben dit gezegd.

- een financiering volgens artikel 7 tot financiële onverantwoordelijkheid zou leiden. Dit artikel bepaalt immers dat de dotatie vastgesteld wordt volgens de behoeften.

De behoeften werden in de begrotingen 1980 gedekt en krijgen jaarlijks een indexverhoging.

Le législateur n'a jamais eu l'intention de faire déterminer les besoins par les Communautés (sans aucun moyen de contrôle).

D'ailleurs, quant on relit l'ensemble des travaux préparatoires, on constate que :

— la dotation (art. 7) constitue le revenu de base de chaque Communauté et que c'est à travers elle que prend forme la solidarité entre les Communautés;

— de nouveaux besoins ou une extension des compétences des Communautés sont couverts par des ristournes.

La compétence en matière de fonctionnement du Service est dévolue au Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'eau et de l'Enseignement.

La procédure pour le transfert du Service (gestion du personnel administratif) est en cours. Les discussions sont pratiquement terminées.

Question :

La dotation culturelle est en augmentation. Quelle est la décision du Gouvernement ? Comment cette augmentation est-elle ventilée ?

Réponse :

Le feuillet d'ajustement 1983 pour l'Education nationale (N) prévoit un crédit supplémentaire pour la dotation culturelle inscrite aux budgets de l'Education nationale en exécution de l'article 7 de la loi ordinaire de 1980.

En plus d'un certain nombre de subventions peu importantes, la dotation culturelle sert à financer deux grands postes des Communautés : le F. N. R. S. et les allocations d'études.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi ordinaire, le crédit a été fixé sur la base des besoins en 1980. Il a été déterminé en fonction du même critère en 1983, mais sans la moindre adaptation ou indexation du montant de 1982.

A titre d'information, ces montants sont les suivants :

1981 : 2 148,4 millions;
1982 : 2 288,0 millions (+ 6,5 %);
1983 : 2 288,0 millions (+ 0,0 %) (décision du Conseil des ministres du 31 juillet 1982) (initialement).

Après discussion au sein du C. M. R. I. dans le courant du mois de mai, le Conseil des ministres a décidé le 27 mai 1983 d'autoriser en 1983 l'application d'un coefficient d'augmentation de 5,7 % correspondant au taux d'augmentation des dépenses courantes des dotations.

Le crédit est donc porté de 2 288 à 2 498,2 millions.

Question :

Le membre demande ce qu'il en est du financement sur la base de l'article 27, § 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires en ce qui concerne les étudiants dit « culturels ».

Réponse :

En ce qui concerne l'application de l'article 27, § 3, 3^o, de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre précise que la Communauté flamande prévoira des crédits d'un montant de

Het is nooit de bedoeling van de wetgever geweest de behoeften door de Gemeenschappen (op niet controleerbare wijze) te laten vaststellen.

Wanneer men trouwens het geheel van de voorbereidende werken naleest dan stelt men vast dat :

— de dotatie (art. 7) het basisinkomen vormt van elke Gemeenschap en dat daarin de solidariteit tussen de Gemeenschappen gestalte krijgt;

— nieuwe behoeften of uitbreiding van bevoegdheden van de Gemeenschappen met *ristorno's* gedekt worden.

De bevoegdheid over de werking van de Dienst is in handen van de Gemeenschapsminister voor Leefmilieu, Waterbeleid en Onderwijs.

De procedure tot overheveling van de Dienst (beheer voor administratief personeel) zelf is bezig. De besprekingen zijn praktisch rond.

Vraag :

Er is een verhoging van de culturele dotatie. Wat is de beslissing van de Regering ? Hoe is die verhoging geventileerd ?

Antwoord :

In het bijblad 1983 Onderwijs (N) wordt een bijkrediet uitgetrokken voor de culturele dotatie die in uitvoering van artikel 7 van de gewone wet van 1980 op de begrotingen van Onderwijs staan ingeschreven.

Hiermee worden buiten een aantal kleine toelagen twee grote posten van de Gemeenschappen gefinancierd : N. F. W. O. en studietoelagen.

Vanaf de toepassing van de gewone wet werd het krediet vastgesteld op basis van de behoeften in 1980. Ook in 1983 is dit gebeurd, echter zonder enige aanpassing of indexering van het bedrag in 1982.

Te uwer informatie kan ik u de bedragen citeren voor :

1981 : 2 148,4 miljoen;
1982 : 2 288,0 miljoen of + 6,5 %;
1983 : 2 288,0 miljoen of + 0,0 % (beslissing van de Ministerraad van 31 juli 1982) (oorspronkelijk).

Na bespreking in het M. C. I. H. in de loop van de maand mei heeft de Ministerraad beslist op 27 mei 1983 een verhogingscoëfficiënt van 5,7 % toe te laten in 1983 conform de stijgingsvoet van de lopende uitgaven van de dotaties.

Zodoende wordt het krediet van 2 288 op 2 498,2 miljoen gebracht.

Vraag :

Hoe zit het met de financiering op grond van artikel 27, § 3, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen, voor wat betreft de zgn. « culturele studenten » ?

Antwoord :

Wat betreft de uitvoering van artikel 27, § 3, 3^o, van de wet van 27 juli 1971 deelt de Minister mede dat de Vlaamse Gemeenschap de nodige kredieten ten belope

36,8 millions en 1984, tant pour l'année budgétaire 1984 que pour les crédits supplémentaires pour la période de 1977 à 1983.

Voici le détail par université :

	V. U. B.	K. U. L.	R. U. G.	Total
1977 ...	354 619	4 719 529	—	5 074 148
1978 ...	2 132 292	1 588 521	6 226 539	9 947 352
1979 ...	1 054 208	678 235	—	1 732 443
1980 ...	703 163	695 985	5 117 055	6 516 203
1981 ...	1 203 357	896 874	281 801	2 382 032
1982 ...	1 087 537	1 542 730	—	2 630 267
1983 ...	1 157 708	1 644 824	1 695 824	4 498 356
1984 ...	875 769	3 141 440	—	4 017 209
				36 798 010

Question :

Le Ministre pourrait-il fournir les précisions suivantes concernant l'exécution du budget de 1983 ?

1° Dépenses courantes. Frais de fonctionnement et subventions

Aperçu des soldes probables pour l'enseignement de l'Etat et l'enseignement subventionné.

— Qu'en est-il de l'annulation des soldes des frais de fonctionnement pour l'enseignement de l'Etat ?

— Qu'en est-il des soldes des subventions de fonctionnement ?

Quels montants sont transférés à 1984 ?

2° Programme d'investissement (Budget commun)

Programme initial : 12,721 milliards.

Programme autorisé compte tenu des transferts : 20,450 milliards.

Qu'en est-il de la libération et de la réalisation (engagements) ?

Le Ministre pourrait-il donner un aperçu par province ?

Réponse :

1° Dépenses courantes : frais de fonctionnement

Des crédits d'un montant total de 2 160,8 millions de F sont prévus pour les frais de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat en 1983. Ce montant n'a pas été modifié dans le feuillet d'ajustement. Tous les crédits disponibles pour 1983 sont engagés. En effet, toutes les factures ne sont pas payées durant l'année civile. Par exemple, les factures pour les produits énergétiques, commandés par l'intermédiaire de l'Office Central des Fournitures, ne sont souvent imputées que l'année suivante.

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1984 qu'un décompte pourra être effectué.

En 1982, le crédit pour les frais de fonctionnement a également été épuisé. Cependant, les écoles ont dû reverser à la Trésorerie du Ministère des Finances des sommes qu'elles avaient demandées à titre d'avances de fonds et qu'elles n'ont pas utilisées.

Le Ministre (N) fait observer à ce propos qu'une plus grande autonomie des établissements, dans le cadre de laquelle ils pourraient par exemple transférer eux-mêmes à l'année suivante les crédits qui leur sont accordés, pourrait constituer la clé d'une politique plus rationnelle en matière

van 36,8 miljoen in 1984 zal inschrijven, nl. zowel wat betreft het begrotingsjaar 1984 als de bijkredieten voor de periode 1977 tot en met 1983.

Hierna volgt het detail per betrokken universiteit :

	V. U. B.	K. U. L.	R. U. G.	Totaal
1977 ...	354 619	4 719 529	—	5 074 148
1978 ...	2 132 292	1 588 521	6 226 539	9 947 352
1979 ...	1 054 208	678 235	—	1 732 443
1980 ...	703 163	695 985	5 117 055	6 516 203
1981 ...	1 203 357	896 874	281 801	2 382 032
1982 ...	1 087 537	1 542 730	—	2 630 267
1983 ...	1 157 708	1 644 824	1 695 824	4 498 356
1984 ...	875 769	3 141 440	—	4 017 209
				36 798 010

Vraag :

Kan de Minister de volgende gegevens verstrekken betreffende de uitvoering van de begroting 1983.

1° Lopende uitgaven. Werkingskosten en toelagen

Overzicht van de vermoedelijke saldi voor Rijks- en gesubsidieerd onderwijs.

— Quid met de annulatie van de saldi van de werkingskosten voor het Rijksonderwijs ?

— Quid met de saldi van de werkingstoelagen ?

Hoeveel wordt naar 1984 overgedragen ?

2° Investeringsprogramma (Gemeenschappelijke begroting)

Oorspronkelijk programma : 12,721 miljard.

Toegelaten programma rekening houdend met de overdrachten : 20,450 miljard.

Quid met de vrijgave en realisatie (vastleggingen) ?

Kan de Minister een overzicht per provincie geven ?

Antwoord :

1° Lopende uitgaven : werkingskosten

Wat de kredieten voor werkingskosten van het Rijksonderwijs betreft zijn er voor 1983 in totaal 2 160,6 miljoen ingeschreven. Dit bedrag bleef ongewijzigd in het aanpassingsblad. Alle beschikbare kredieten voor 1983 worden vastgelegd. Het is immers zo dat niet alle facturen binnen het kalenderjaar betaald worden. Zo worden energiefacturen, waarvan de bestelling langs het Centraal Bureau voor Benodigdheden loopt, dikwijls pas in het daaropvolgende jaar aangerekend.

Pas bij het einde van het jaar 1984 zal een afrekening kunnen gebeuren.

In 1982 werd het krediet voor werkingskosten eveneens uitgeput. Wel is het zo dat de individuele scholen aan de Thesaurie van het Ministerie van Financiën bedragen hebben moeten terugstorten die zij onder de vorm van geldvoorschotten hadden aangevraagd en niet hebben aangewend.

In dit verband merkt de Minister (N) op dat een grotere autonomie van de instellingen, met de mogelijkheid dat zij de hun toegewezen kredieten zelf naar het volgende jaar zouden mogen overdragen, wel eens de sleutel zou kunnen zijn naar een meer rationele uitgavenpolitiek. In plaats van

de dépenses. Au lieu d'épuiser les crédits, ils pourraient les « économiser », ce qui permettrait sans doute une meilleure maîtrise des dépenses.

2^e Dépenses courantes : subventions de fonctionnement

Le budget initial pour 1983 prévoyait des crédits pour un montant de 10 770,7 millions. Ces crédits ont été calculés sur la base de populations scolaires non encore connues. Le calcul de ces crédits sur la base de la population scolaire réelle et subsidiable a permis de réduire de 180,7 millions le crédit global relatif aux subventions de fonctionnement et donc de le ramener à 10 590 millions.

Des crédits de 1982 pour un montant de 855,3 millions ont été transférés à 1983 en vertu de dispositions légales particulières, si bien que le crédit disponible en 1983 s'élève à 11 445,3 millions, pour 11 445,3 millions d'obligations légales. Compte tenu de l'évolution des décaissements, on peut dire qu'environ 1 200 millions de crédits, pour lesquels il existe des obligations légales, seront transférés à 1984 et liquidés cette même année. En fait, le solde des subventions de fonctionnement est donc nul.

3^e Programme d'investissement

Le programme d'investissement public pour 1983 porte sur 12 721,3 millions et atteint même 20 450,8 millions si l'on tient compte des transferts.

La plus grande partie de ces crédits est affectée aux trois fonds des bâtiments scolaires, à savoir :

— le Fonds général	388,0 millions
— le F. B. S. E.	8 287,5 millions
— le F. B. S. P. C.	2 762,5 millions.

Le Fonds de garantie ne relève pas du programme d'investissement public, étant donné que sa mission se limite à accorder sa garantie et à verser des subventions-intérêts (dépenses courantes) pour les emprunts effectués dans le cadre des autorisations d'emprunt.

Les crédits prévus pour les trois fonds dans le cadre du programme d'investissement public ont été libérés à 100 %, ce qui signifie concrètement qu'en ce qui concerne le secteur néerlandais :

— les crédits prévus pour le Fonds général restent inutilisés, le Fonds n'étant pas encore opérationnel;

— le F. B. S. E. bénéficie de ressources nouvelles pour un montant de 4 458,1 millions (55 %);

— le F. B. S. P. C. bénéficie de ressources nouvelles pour un montant de 1 662,9 millions (60 %).

Compte tenu d'un transfert de 2 858,4 millions et de la dotation de 4 558,1 millions, le F. B. S. E. disposait de 7 416,5 millions, dont 4 618,9 millions avaient été affectés au 15 décembre 1983. A la même date, le Fonds était encore en possession de dossiers pour un montant de 2 540,9 millions pour lesquels les mises en adjudication auront lieu dans les prochains mois après avis de l'Inspection des Finances.

Compte tenu d'un transfert de moyens disponibles de 1 234,8 millions et d'une dotation de 1 662,9 millions pour 1983, le F. B. S. P. C. disposait de 2 897,7 millions. Au 15 décembre 1983, un montant de 428,1 millions avait déjà été engagé pour des dossiers de construction approuvés.

de kredieten uit te putten zouden ze kunnen worden « opgespaard », wat wellicht de beheersing van de uitgaven in de hand zou werken.

2^e Lopende uitgaven : werkingstoelagen

In de oorspronkelijke begroting 1983 stonden 10 770,7 miljoen kredieten ingeschreven. Deze kredieten werden berekend op basis van nog niet bekende leerlingenpopulaties. De berekening op basis van de reële en subsidieerbare leerlingenbevolking maakte het mogelijk het globale krediet voor werkingstoelagen te verminderen met 180,7 miljoen en dus tot 10 590 miljoen terug te brengen.

Er werden 855,3 miljoen kredieten van 1982 krachtens de bijzondere wettelijke bepalingen naar 1983 overgedragen, zodat het krediet dat in 1983 beschikbaar was 11 445,3 miljoen bedraagt. Hier tegenover staan 11 445,3 miljoen wettelijke verplichtingen. Op basis van het verloop van de kasuitgaven kan worden gesteld dat ongeveer 1 200 miljoen kredieten naar 1984 zullen worden overgedragen, waarvoor er wettelijke verplichtingen bestaan en die in 1984 zullen worden uitgekeerd. In feite is er dus een saldo van 0 F voor de werkingstoelagen.

3^e Investeringsprogramma

Het openbaar investeringsprogramma 1983 belooft 12 721,3 miljoen. Rekening gehouden met de overdrachten is er voor 1983 een programma toegestaan van 20 450,8 miljoen.

Het gros van dit programma is bestemd voor de drie schoolgebouwenfondsen, namelijk :

— het Algemeen Fonds	388,0 miljoen
— het G. F. R. S.	8 287,5 miljoen
— het G. F. P. G. S.	2 762,5 miljoen.

Daarnaast is er uiteraard het Waarborgfonds dat evenwel niet tot het openbaar investeringsprogramma behoort, aangezien het slechts binnen de toegestane leningsmachtigheden leningen waarborgt en hierop rentesubsidies toekent (lopende uitgaven).

De kredieten die voor de drie gebouwenfondsen in het openbaar investeringsprogramma werden uitgetrokken, werden voor 100 % vrijgegeven. Dit impliceert heel concreet dat voor de Nederlandstalige sector :

— de beschikbare kredieten voor het Algemeen Fonds niet worden aangewend, daar dit fonds nog niet operationeel is;

— het G. F. R. S. 4 458,1 miljoen nieuwe middelen kreeg (55 %);

— het G. F. P. G. S. 1 662,9 miljoen nieuwe middelen kreeg (60 %).

Wat het G. F. R. S. betreft beschikte men, rekening gehouden met een overdracht van 2 858,4 miljoen en met de dotatie van 4 558,1 miljoen, in totaal over 7 416,5 miljoen. Tot op 15 december 1983 werd hiervan voor 4 618,9 miljoen aanbesteed en zijn er voor 2 540,9 miljoen dossiers die na advies van de Inspectie van Financiën tijdens de komende maanden zullen worden aanbesteed.

Wat het G. F. P. G. S. betreft beschikte men, rekening gehouden met een overdracht van beschikbare middelen van 1 234,8 miljoen en met een dotatie van 1 662,9 miljoen voor 1983, over 2 897,7 miljoen. Tot op 15 december 1983 werd hiervan 428,1 miljoen vastgelegd voor goedgekeurde bouwdoossiers.

Aperçu par province : Fonds des bâtiments

Situation au 15 décembre 1983

	F. B. S. E.	F. B. S. P. C.	Fonds de garantie emprunts garantis
Flandre occiden- tale	1 062,3	148,3	360,6
Flandre orientale	1 419,1	68,3	358,1
Anvers	1 219,4	126,6	405,5
Limbourg	896,0	9,7	410,8
Brabant	1 578,0	75,2	397,9
Locations	212,0	—	—
Administration centrale	782,0	—	—
Total	7 159,8	428,1	1 932,9

Question :

L'institut Marie Haps a été transféré au département néerlandophone. Ce transfert a-t-il donné lieu à un ajustement budgétaire ?

Réponse :

Le feuillet d'ajustement de 1983 prévoit en effet une augmentation de crédit de 11,4 millions pour la rémunération du personnel au cours du premier trimestre de l'année académique 1983-1984.

Les crédits nécessaires aux dépenses du personnel et aux subventions de fonctionnement sont également prévus pour l'année budgétaire 1984.

III. Discussion des articles

M. Baldewijns présente un amendement (Doc. n° 4-XIX-B/3) visant à insérer un article *1bis*. Cet amendement étend à un plus grand nombre d'articles budgétaires la possibilité de reporter des crédits à l'année suivante proposée dans l'amendement du Gouvernement (Doc. n° 4-XIX-B/2).

L'auteur estime qu'en sus des articles budgétaires énumérés dans l'amendement du Gouvernement, il conviendrait, parallèlement à la mesure prévue en ce qui concerne les subventions de fonctionnement, de reporter également aux années budgétaires suivantes les soldes des articles qui se rapportent directement aux frais de fonctionnement de l'Etat.

Les années précédentes, des soldes importants de l'enseignement de l'Etat (crédits non utilisés) ont toujours été annulés aux articles 12.20 et 74.01 des différents secteurs de l'enseignement — l'enseignement universitaire excepté.

Les contraintes budgétaires actuelles remettent ainsi en cause la progression symétrique des frais et subventions des réseaux d'enseignement qui avait été convenue au sein de la Commission du Pacte scolaire.

Contrairement à ce qui est le cas pour l'enseignement subventionné, l'annulation des frais de fonctionnement et des crédits d'équipement implique, pour l'enseignement de l'Etat, une diminution effective de ses moyens de fonctionnement.

L'amendement vise par conséquent à insérer une disposition particulière prévoyant que les crédits en question seront disponibles en 1984.

Overzicht per provincie : Gebouwenfondsen

Toestand op 15 december 1983

	G. F. R. S.	G. F. P. G. S.	Waarborg- fonds gewaarborgde leningen
West-Vlaanderen	1 062,3	148,3	360,6
Oost-Vlaanderen	1 419,1	68,3	358,1
Antwerpen	1 219,4	126,6	405,5
Limburg	896,0	9,7	410,8
Brabant	1 578,0	75,2	397,9
Inhuringen	212,0	—	—
Hoofdbestuur ...	782,0	—	—
Totaal	7 159,8	428,1	1 932,9

Vraag :

Het Instituut Marie Haps is naar het Nederlandstalige departement overgeheveld. Is dit gebeurd met een krediet-aanpassing ?

Antwoord :

Inderdaad, in het bijblad 1983 werd een kredietverhoging voorzien van 11,4 miljoen F voor de betaling van het personeel tijdens het eerste trimester van het academiejaar 1983-1984.

Voor het begrotingsjaar 1984 werden eveneens de nodige kredieten voorzien ten einde de betaling van de personeels-uitgaven en de werkingstoelagen mogelijk te maken.

III. Bespreking van de artikelen

Door de heer Baldewijns wordt een amendement (Stuk n° 4-XIX-B/3) ingediend tot invoeging van een artikel *1bis*, waardoor de in het regeringsamendement (Stuk n° 4-XIX-B/2) voorgestelde mogelijkheid tot het overdragen van kredieten naar het volgende jaar wordt uitgebreid tot een groter aantal begrotingsartikelen.

Buiten de in het regeringsamendement bedoelde begrotingsartikelen dienen volgens de auteur — met het oog op een symmetrische behandeling met de werkingstoelagen — ook die artikelen welke rechtstreeks betrekking hebben op de werkingskosten van het Rijksonderwijs, voor overdracht van de saldi naar volgende begrotingsjaren in aanmerking te komen.

Voor vorige jaren werden steeds op de artikelen 12.20 en 74.01 van de verschillende onderwijssectoren — buiten de universiteit — belangrijke saldi van het Rijksonderwijs (niet gebruikte kredieten) geannuleerd.

Door de huidige begrotingsconstraints komt aldus het in de schoolpactcommissie overeengekomen symmetrisch model inzake stijging van kosten en toelagen van de onderwijsnetten in het gedrang.

In tegenstelling met het gesubsidieerd onderwijs betekent de annulatie van de werkingskosten en de uitrustingskredieten een reële vermindering van de werkingsmiddelen van het Rijksonderwijs.

Het amendement beoogt aldus een bijzondere bepaling te laten opnemen ten einde over de kwestieuze kredieten te kunnen beschikken in 1984.

C. — REGIME FRANÇAIS

I. Exposé introductif
du Ministre de l'Éducation nationale (F)

Le projet de feuillet d'ajustement de l'Éducation nationale — régime français — prévoit, en dépenses courantes, pour l'année courante, des crédits supplémentaires pour 1 857,6 millions et des réductions pour 1 270,8 millions et pour les années antérieures, des crédits supplémentaires pour 2 033,6 millions.

En dépenses de capital, les crédits supplémentaires de l'année courante s'élèvent à 7,9 millions alors que les réductions atteignent 281,7 millions.

Pour les années antérieures, le crédit supplémentaire s'élève à 465,7 millions.

Le solde net pour l'année courante en dépenses courantes n'est que de 586,8 millions, soit 1/2 % du budget initial, ce qui représente un progrès par rapport à 1982 où il représentait 2 % de l'initial.

Les dépassements prévisibles plus importants qui étaient apparus en cours d'année ont pu être limités suite aux mesures générales d'économie et à celles spécifiques à l'Éducation Nationale.

Les mesures spécifiques Education Nationale représentent 450 millions.

L'impact négatif des décisions prises pour la rentrée scolaire 1983-1984 est en effet estimé à 220 millions en 1983.

De plus, les recettes du minerval ont été utilisées à concurrence de 100 millions pour payer des frais et des subventions de fonctionnement.

Enfin, le crédit pour l'entretien des écoles de l'État est fixé à 89,9 millions, soit une économie de 130 millions. Cette décision difficile a été inspirée par le souci de répartir le poids des économies sur d'autres postes que celui du personnel.

Or, dans un budget qui est absorbé pour 77 % par des dépenses de personnel, la marge de manœuvre est restreinte.

Quant aux mesures générales, le non paiement de la prime 1983 entraîne une réduction de 880 millions.

La prévision par le budget d'un taux d'indexation salariale moins élevé que celui utilisé pour l'élaboration du budget initial permet une diminution de 720 millions.

Les crédits supplémentaires ont ainsi pu être limités à 501,5 millions pour les traitements du personnel enseignant, à 192,1 millions pour les traitements du personnel ouvrier et à 53,9 millions pour les subventions de fonctionnement.

En outre, un article 12.23 nouveau est créé à la section 35 suite à l'affectation, par décision du C. M. C. E. S. du 28 juillet, d'un montant de 35,7 millions de la tranche sélective 1983 informatique/bureautique, pour un projet d'enseignement assisté par ordinateur.

En années antérieures, les arriérés s'élèvent pour les traitements du personnel enseignant à 1 313 millions, dont 934,5 millions pour les subventions-traitements de l'enseignement officiel, 297,5 millions pour le libre et 81 millions pour l'État. En outre, 394,8 millions sont nécessaires pour les subventions de fonctionnement de l'enseignement secondaire officiel et libre et 261,2 millions pour les allocations de fonctionnement des universités.

Seul le paiement individuel des enseignants permettra de réduire l'encours des arriérés et d'obtenir une estimation plus précise des crédits nécessaires pour les articles 43.01 (l'enseignement officiel subventionné).

C. — FRANSTALIG REGIME

I. Inleidende uiteenzetting
van de Minister van Onderwijs (F)

Het ontwerp van bijblad van Nationale Opvoeding — Franstalig regime — voorziet voor het lopende jaar, qua lopende uitgaven, in 1 857,6 miljoen aan bijkredieten en 1 270,8 miljoen aan kredietverminderingen en voor de voorgaande jaren in 2 033,6 miljoen aan bijkredieten.

Qua kapitaaluitgaven bedragen de bijkredieten voor het lopende jaar 7,9 miljoen, terwijl de verminderingen 281,7 miljoen bedragen.

Voor de voorgaande jaren bedraagt het bijkrediet 465,7 miljoen.

Het nettosaldo op het stuk van lopende uitgaven van het lopende jaar bedraagt slechts 586,8 miljoen, zijnde een 1/2 % van de oorspronkelijke begroting, wat een vooruitgang betekent ten opzichte van 1982, toen het 2 % van de oorspronkelijke begroting bedroeg.

De aanzienlijke in uitzicht gestelde overschrijdingen die in de loop van het jaar noodzakelijk schenen, konden beperkt worden wegens de algemene besparingsmaatregelen en de gelijkaardige maatregelen die meer speciaal betrekking hebben op Nationale Opvoeding.

Met de specifieke maatregelen voor Nationale Opvoeding is 450 miljoen gemeoid.

De negatieve gevolgen van de bij de opening van het schooljaar 1983-1984 genomen beslissingen worden in 1983 immers op 220 miljoen geraamd.

Bovendien werd 100 miljoen van de ontvangsten van het schoolgeld besteed aan het betalen van werkingskosten en -toelagen.

Ten slotte wordt het krediet voor het onderhoud van de Rijkscholen op 89,9 miljoen bepaald, een besparing van 130 miljoen. Die moeilijke beslissing werd genomen om het gewicht van de besparingen over andere posten dan die betreffende het personeel te verdelen.

Nu is het zo dat een begroting die voor 77 % uit persoonsuitgaven bestaat, slechts weinig armslag laat.

In verband met de algemene maatregelen zij vermeld dat de niet-betaling van de premie 1983 een vermindering met 880 miljoen met zich brengt.

Aangezien bij de begrotingsramingen rekening is gehouden met een minder aanzienlijke loonindexering dan die welke bij het opmaken van de oorspronkelijke begroting werd gehanteerd, is het mogelijk die post met 720 miljoen te verminderen.

De bijkredieten konden aldus worden beperkt tot 501,5 miljoen voor de wedden van het onderwijzend personeel, 192,1 miljoen voor de wedden van het arbeiderspersoneel en 53,9 miljoen voor de werkingstoelagen.

Voorts wordt in sectie 35 een nieuw artikel 12.23 ingevoerd wegens de besteding, bij beslissing van het M. C. E. S. C. van 28 juli 1983, van een bedrag van 35,7 miljoen van de selectieve tranche 1983 informatica/burotica aan een project van door computer ondersteund onderwijs.

De voorgaande jaren bedroegen de achterstallen met betrekking tot de wedden van het onderwijzend personeel 1 313 miljoen, waarvan 934,5 miljoen voor de weddetoelagen van het officieel onderwijs, 297,5 miljoen voor het vrij onderwijs en 81 miljoen voor het Rijksonderwijs. Bovendien is een bedrag van 394,8 miljoen noodzakelijk voor de werkingstoelagen aan het officieel en vrij secundair onderwijs en van 261,2 miljoen voor de werkingstoelagen aan de universiteiten.

Alleen de individuele betaling van de onderwijskrachten maakt het mogelijk het bedrag van de achterstallen te verminderen en een juistere raming te maken van de kredieten die voor de artikelen 43.01 (officieel gesubsidieerd onderwijs) moeten worden uitgetrokken.

Les crédits supplémentaires pour les subventions de fonctionnement sont nécessaires vu l'insuffisance des reports.

Quant aux allocations de fonctionnement des universités, tant la réduction de 18,3 millions en année courante que le supplément de 261,2 millions proviennent de la régularisation de paiement pour la période 1971-1982 dont une rectification due au trop-perçu en 1982 pour la modération salariale et une révision des montants 1980 à 1982 suite à une observation de la Cour des Comptes.

Pour les dépenses de capital, un article nouveau 74.02 de la section 35 est ouvert pour inscrire un crédit de 7 millions attribué sur la tranche sélective en vue de réaliser le projet DIACEC dont l'objectif est la diffusion d'images par la télématique.

En années antérieures, un montant de 465,7 millions est prévu à l'article 61.05 suite à l'arrêté royal n° 167 qui fixe les moyens financiers affectés aux installations immobilières des universités pour la période 1980, 1981 et 1982.

Par contre, pour 1983, le crédit de 281,7 millions initialement prévu est supprimé.

* * *

Les crédits supplémentaires pour les dotations culturelles de la Communauté française et de la Communauté germanophone proviennent de l'application d'une indexation de 5,7 % par rapport à 1982, conformément à la décision du Conseil des ministres du 27 mai 1983.

* * *

Le Ministre (F) termine par l'amendement qu'il a présenté en vue d'insérer un article *1bis* au projet de loi ajustant le budget de l'Education nationale (F) de 1983.

Cette disposition a pour but de pouvoir disposer en 1984 des crédits de 35,7 millions inscrits à l'article 12.23 pour le projet d'enseignement assisté par ordinateur et de 7 millions inscrits à l'article 74.02 pour le DIACEC.

Ces crédits, qui ont été accordés par la décision du Conseil des ministres du 28 juillet 1983, relative à l'affectation de la tranche sélective informatique 1983, ne pourront en effet être engagés en 1983 en raison des procédures légales et réglementaires prévues et des délais à respecter pour l'attribution des marchés.

II. Discussion générale

On trouvera ci-après les questions posées par les membres de la Commission, ainsi que les réponses du Ministre (F). Il est toutefois utile de se reporter également à la partie D « Questions relevant de la compétence spécifique des deux ministres ».

Question :

1. Le Ministre peut-il expliquer les augmentations constatées aux postes relatifs aux frais de fonctionnement du Cabinet ainsi qu'à celui concernant les traitements et indemnités du personnel de Cabinet ?

Wegens de ontoereikendheid van de overdrachten zijn bijkredieten noodzakelijk voor de werkingstoelagen.

Inzake de werkingstoelagen voor de universiteiten komen zowel de vermindering met 18,3 miljoen voor het lopende jaar als de 261,2 miljoen aan bijkredieten voort van de regularisatie van betaling over het tijdvak 1971-1982; zo werd een rectificatie verricht omdat in 1982 te veel ontvangen werd wegens de loonmatiging. Daarnaast werden de bedragen over het tijdvak 1980-1982 herzien ingevolge een opmerking van het Rekenhof.

Qua kapitaaluitgaven wordt een nieuw artikel 74.02 van sectie 35 ingevoerd om een krediet van 7 miljoen uit te trekken, dat wordt toegekend op de selectieve tranche voor de uitvoering van het DIACEC-project dat de verspreiding van beelden door de telematiek op het oog heeft.

Voor de voorgaande jaren wordt onder artikel 61.05 een bedrag van 465,7 miljoen uitgetrokken met toepassing van het koninklijk besluit n° 167 dat de financiële middelen vaststelt die voor de jaren 1980, 1981 en 1982 aan de onroerende installaties van de universiteiten besteed worden.

Voor 1983 daarentegen wordt het aanvankelijk uitgetrokken krediet van 281,7 miljoen geschrapt.

* * *

De bijkredieten voor de culturele dotaties van de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap zijn het gevolg van de toepassing van een indexering van 5,7 % ten opzichte van 1982, conform de beslissing van de Ministerraad van 27 mei 1983.

* * *

Tot besluit van zijn uiteenzetting verwijst de Minister naar het amendement dat hij heeft voorgesteld om in het wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van Nationale Opvoeding (F) voor 1983 een artikel *1bis* in te voegen.

Die bepaling heeft tot doel in 1984 te kunnen beschikken over de 35,7 miljoen kredieten die onder artikel 12.23 zijn uitgetrokken voor het project van door computer ondersteund onderwijs, alsmede over het krediet van 7 miljoen dat onder artikel 74.02 is uitgetrokken voor de uitvoering van het DIACEC-project.

Deze kredieten, die bij beslissing van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie van 28 juli 1983 betreffende de besteding van de selectieve tranche 1983 informatica werden toegekend, kunnen in 1983 immers niet worden vastgelegd wegens de voorgeschreven wettelijke en reglementaire procedure en omwille van de termijnen die voor de toewijzing van overheidsopdrachten in acht moeten worden genomen.

II. Algemene bespreking

Hieronder volgen de vragen, gesteld door de commissieleden, met de antwoorden van de Minister (F). Zie evenwel tevens deel D « Vragen gesteld aan beide ministers betreffende hun respectieve bevoegdheidsgebieden ».

Vraag :

1. Hoe verklaart de Minister de kredietverhogingen voor de werkingskosten van het Kabinet, alsmede voor de wedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet ?

2. Bien que le crédit supplémentaire ne soit que de 900 000 F, on constate qu'il a fallu adapter à la hausse le crédit relatif aux dépenses patrimoniales du Cabinet (p. 37). Le Ministre ne pense-t-il pas que s'il demande des sacrifices aux autres, il devrait commencer par donner l'exemple lui-même ?

Réponse :

Pour 1982 et 1983, la norme pour les frais de fonctionnement et d'équipement a été fixée à 142 500 F par membre du personnel autorisé.

Ce montant s'est cependant révélé insuffisant pour les Cabinets qui ne sont pas installés dans un bâtiment occupé par leur administration.

L'octroi de crédits supplémentaires a par conséquent été autorisé pour le paiement de charges locatives au-delà de cette norme, tels par exemple les frais d'énergie, de nettoyage, d'entretien des ascenseurs et des appareils d'incendie, de gestion et de surveillance du bâtiment.

De tels frais absorbent plus du tiers des crédits de fonctionnement.

Ainsi, pour 1982, le crédit ajusté s'élève à 19 millions à majorer de deux millions pour les frais de première installation. Pour 1983, il s'élève à 22 millions.

La vétusté des voitures dont dispose le Cabinet provoque des frais de garage et de location importants.

Afin de réduire ces dépenses de fonctionnement, le Ministre (F) demande un crédit supplémentaire de 900 000 F.

Ce crédit permettra de diminuer pour plusieurs années, de façon importante, le montant des frais de garage et de location.

Quant au crédit supplémentaire pour les traitements et indemnités du personnel du Cabinet, il concerne des montants dus à la province du Hainaut pour les années 1978 à 1981, ainsi que quelques sommes remontant à 1974.

Question :

En ce qui concerne l'administration générale, on constate une diminution de 10,9 millions pour le poste « rémunérations du personnel actif et en disponibilité ».

Le Ministre peut-il expliquer à quoi correspond cette diminution, et si elle a entraîné des pertes d'emplois ?

Réponse :

La diminution de 10,9 millions pour le poste rémunérations du personnel de l'administration (art. 11.03.01 de la section 31) n'a pas entraîné de perte d'emploi.

Elle correspond à la suppression de la partie fixe de la prime de fin d'année et à l'incidence de l'index négatif.

Question :

On constate aussi une réduction importante de 130 millions au poste « Travaux d'entretien à charge de l'Etat propriétaire ».

L'explication donnée est qu'il s'agit d'une réduction du personnel affecté à l'entretien des écoles.

Combien de pertes d'emplois cela représente-t-il ?

2. Ofschoon het bijkrediet slechts 900 000 F bedraagt, moet toch worden geconstateerd dat het krediet betreffende de vermogensuitgaven van het Kabinet diende te worden opgetrokken (blz. 37). Meent de Minister niet dat, wanneer hij aan anderen offers vraagt, hij zelf het voorbeeld zou moeten geven ?

Antwoord :

Voor 1982 en 1983 werd de norm voor de werkings- en uitrustingskosten vastgesteld op 142 500 F per toegelaten personeelslid.

Dit bedrag bleek evenwel ontoereikend voor de Kabinetten die niet gevestigd zijn in een gebouw waar ook hun administratie is ondergebracht.

De toekenning van bijkredieten werd bijgevolg toegestaan voor de betaling van huurlasten boven die norm, zoals b.v. de kosten voor energie, reiniging, onderhoud van liften en brandblusapparaten, beheers- en bewakingskosten.

Meer dan eenderde van de werkingskredieten worden aan dergelijke kosten besteed.

Aldus bedraagt het aangepaste krediet voor 1982 19 miljoen, die met 2 miljoen moeten worden verhoogd voor de kosten van eerste vestiging. Voor 1983 bedraagt dat krediet 22 miljoen.

De ouderdom van de ministeriële voertuigen veroorzaakt aanzienlijke garage- en huurkosten.

Om die werkingskosten te verlagen verzoekt de Minister (F) om een bijkrediet van 900 000 F.

Door dat krediet zal het bedrag van de garage- en huurkosten gedurende een aantal jaren aanzienlijk kunnen worden verminderd.

Het bijkrediet voor de wedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet heeft betrekking op de bedragen die voor de jaren 1978 tot 1981 aan de provincie Henegouwen verschuldigd zijn, alsmede op enkele bedragen die reeds van 1974 dateren.

Vraag :

Met betrekking tot het algemeen bestuur wordt een vermindering met 10,9 miljoen geconstateerd voor de post « Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel ».

Kan de Minister uitleggen waarmee die vermindering overeenstemt en of daardoor arbeidsplaatsen zijn verloren gegaan ?

Antwoord :

De vermindering met 10,9 miljoen voor de post « Bezoldigingen van het administratief personeel » (art. 11.03.01 van sectie 31) heeft geen verlies van arbeidsplaatsen met zich gebracht.

Zij stemt overeen met de afschaffing van het vaste gedeelte van de eindejaarspremie en met het effect van de negatieve index.

Vraag :

Er wordt eveneens een aanzienlijke vermindering, namelijk 130 miljoen, geconstateerd op de post « Onderhoudswerken ten laste van de Staat-eigenaar ».

Als verantwoording wordt daarvoor opgegeven een vermindering van het aantal personeelsleden voor het onderhoud van de scholen.

Hoeveel arbeidsplaatsen zijn daardoor verloren gegaan ?

On prête au Ministre l'intention de diminuer encore le nombre du personnel ouvrier dans l'enseignement de l'Etat. N'est-ce pas là des décisions susceptibles de mettre la paix scolaire en danger et qui ressortissent donc à la Commission du Pacte scolaire ?

Réponse :

L'explication donnée pour la réduction de 130 millions au poste « Travaux d'entretien à charge de l'Etat propriétaire » est en fait erronée.

Cette réduction de 130 millions n'entraîne aucune perte d'emploi.

Cette mesure a été prise, au contraire, pour éviter d'adopter des décisions provoquant pour ce montant des pertes d'emploi au personnel enseignant.

Elle signifie que 89,9 millions au lieu de 219,9 millions sont affectés en 1983 aux frais d'entretien (peinture, etc.) des écoles dont l'Etat est propriétaire.

Ce n'est par ailleurs pas la première fois qu'un Ministre de l'Education nationale a dû se résigner à opérer de telles diminutions puisqu'une diminution de 151 millions en 1981 et de 95 millions en 1980 ramenait le crédit disponible respectivement à 105 millions pour 1980 et à 59 millions pour 1981.

Question :

S'il n'y a pas de pertes d'emploi, la réduction des crédits pour des travaux d'entretien implique inévitablement la détérioration du patrimoine immobilier de l'Etat, à moins qu'on n'envisage de faire exécuter ces travaux d'entretien à charge du Fonds des bâtiments scolaires. Or, ce serait également une procédure inacceptable. Qu'en pense le Ministre ?

Réponse :

Un accord a été conclu au sujet de l'entretien des bâtiments scolaires de l'Etat. La désignation de 175 personnes dans le cadre d'un C. S. T. devra permettre l'exécution de travaux de peinture et d'autres travaux de nécessité urgente. Ces personnes relèveront de la maîtrise du Fonds des bâtiments scolaires.

Question :

On constate aussi de très nombreuses diminutions de différents postes relatifs à l'enseignement fondamental alors que le Ministre avait, à plusieurs reprises, indiqué son intention de favoriser ce niveau d'enseignement. N'est-ce pas contradictoire ? La diminution est particulièrement élevée en ce qui concerne le personnel enseignant : réduction de 132,4 millions et de 80,2 millions en subventions traitements aux écoles officielles subventionnées.

Par contre, on constate que les écoles libres subventionnées bénéficient d'un crédit supplémentaire de 41,1 millions pour les subventions traitements.

Comment le Ministre explique-t-il cette nécessité de revoir à la baisse pour l'enseignement fondamental officiel et à la hausse pour l'enseignement libre ?

Réponse :

Les diminutions de différents postes relatifs à l'enseignement fondamental ne sont pas l'effet de mesures spécifiques à l'enseignement fondamental.

Voorts wordt beweerd dat het in de bedoeling van de Minister ligt het aantal bij het Rijksonderwijs in dienst zijnde arbeiders nog te verlagen. Zijn die beslissingen niet van die aard dat zij de schoolvrede in gevaar kunnen brengen en dus tot de bevoegdheid van de Schoolpachtcommissie behoren ?

Antwoord :

De verantwoording van de vermindering met 130 miljoen van de post « Onderhoudswerken ten laste van de Staat-eigenaar » is in feite verkeerd.

Die vermindering met 130 miljoen heeft geen verlies van arbeidsplaatsen met zich gebracht.

Die maatregel werd integendeel getroffen om te voorkomen dat beslissingen zouden moeten worden genomen die voor het onderwijzend personeel verlies van arbeidsplaatsen tot beloop van dat bedrag zouden hebben meegebracht.

Zulks betekent dat in 1983, 89,9 miljoen in plaats van 219,9 miljoen besteed zullen worden aan kosten in verband met het onderhoud (schilderwerken, enz.) van scholen waarvan de Staat eigenaar is.

Het is trouwens niet de eerste maal dat een Minister van Onderwijs tot dergelijke kredietverminderingen heeft moeten besluiten, aangezien in 1981 een vermindering met 151 miljoen en in 1980 een met 95 miljoen het beschikbare krediet heeft teruggebracht tot respectievelijk 105 miljoen voor 1980 en 59 miljoen voor 1981.

Vraag :

Indien er geen betrekkingen verloren gaan resulteert de vermindering van de kredieten voor onderhoudswerken onvermijdelijk in het verval van de onroerende goederen van het Rijk tenzij men overweegt die onderhoudswerken te doen uitvoeren ten laste van het Fonds voor de schoolgebouwen. Welnu, ook dat zou een onaanvaardbare procedure zijn. Wat denkt de Minister daaromtrent ?

Antwoord :

Er werd een overeenkomst gesloten met betrekking tot het onderhoud van de schoolgebouwen van het Rijk. De aanwijzing van 175 personen in het raam van een B. T. K.-project zal de mogelijkheid bieden schilderwerken en andere dringende werken uit te voeren. Die personen zullen onder het Fonds der schoolgebouwen ressorteren.

Vraag :

Er worden tevens talrijke verminderingen van diverse posten betreffende het basisonderwijs geconstateerd, hoewel de Minister herhaaldelijk verklaard heeft dat hij dat onderwijs wil bevorderen. Is dat niet tegenstrijdig ? De vermindering is erg groot wat het onderwijzend personeel betreft : de weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde scholen worden met 132,4 miljoen en 80,2 miljoen verminderd.

Anderzijds constateert men dat de vrije gesubsidieerde scholen een bijkrediet van 41,1 miljoen voor de weddetoelagen ontvangen.

Hoe verklaart de Minister dat de kredieten voor het officieel basisonderwijs neerwaarts en die voor het vrij basisonderwijs opwaarts moeten worden herzien ?

Antwoord :

De vermindering van diverse posten betreffende het basisonderwijs is niet het gevolg van maatregelen die eigen zijn aan dat onderwijs.

Elles résultent en effet de la suppression de la partie fixe de la prime de fin d'année, soit 251,8 millions, et de l'incidence de l'index négatif, soit 187,7 millions, ainsi que d'ajustements effectués par l'administration dans le calcul des crédits nécessaires pour les traitements.

Le budget n'est pas un compte.

La prévision doit tenir compte de diverses variables dont la population scolaire, la répartition de cette population dans les divers réseaux, l'indice moyen des traitements.

L'écart par rapport aux crédits initiaux prévus pour l'enseignement fondamental n'est cependant que de 0,7 %.

Question :

Le Ministre peut-il donner des renseignements chiffrés sur l'évolution de la population scolaire dans les différents réseaux de l'enseignement fondamental ?

Réponse :

Le Ministre (F) fournit les statistiques suivantes représentant les populations scolaires des années 1982-1983 et 1983-1984.

De vermindering vloeit immers voort uit de afschaffing van het vaste gedeelte van de eindejaarspremie, zijnde 251,8 miljoen, en uit het effect van de negatieve index, zijnde 187,8 miljoen, alsmede uit de aanpassingen die door de administratie verricht werden bij de berekening van de voor de betaling van de wedden vereiste kredieten.

Een begroting is geen rekening.

Bij de ramingen moet rekening worden gehouden met allerlei variabele grootheden, zoals de schoolbevolking, de verdeling van die bevolking over de verschillende netten, het gemiddelde bedrag van de wedden.

De afwijking ten opzichte van de oorspronkelijk voor het basisonderwijs uitgetrokken kredieten bedraagt echter niet meer dan 0,7 %.

Vraag :

Kan de Minister statistische gegevens verstrekken over de ontwikkeling van de schoolbevolking in de diverse netten van het basisonderwijs ?

Antwoord :

Voor de schoolbevolking tijdens de jaren 1982-1983 en 1983-1984 verstrekt de Minister volgende gegevens :

	Enseignement maternel — Kleuteronderwijs			Enseignement primaire — Lager onderwijs		
	1982-1983	1983-1984	+, -	1982-1983	1983-1984	+, -
Etat. — Staat	15 946	15 947	+ 1	46 989	45 487	- 1 502
Subv. officiel. — Off. gesubs. onderwijs	71 181	71 203	+ 22	155 997	150 619	- 5 378
Subv. libre. — Vrij gesubs. onderwijs	53 229	54 684	+ 1 455	142 396	139 857	- 2 539
Total. — Totaal	140 356	141 834	+ 1 478	345 382	335 963	9 419

Question :

Les crédits destinés à l'enseignement spécial semblent avoir été systématiquement sous-estimés. Quelle en est la raison ?

Réponse :

Les crédits supplémentaires demandés pour la section 33 (enseignement spécial) concernent essentiellement le poste traitements et subventions traitements.

Les prévisions initiales de l'administration pour ces articles étaient manifestement erronées et surestimées.

Elles ont dû par conséquent être révisées et réduites de 1 milliard 367 millions.

L'estimation des montants nécessaires pour l'enseignement subventionné communal et provincial était cependant rendue fort difficile suite à l'arrêt des liquidations en 1981 et le paiement d'importants arriérés en 1982.

Il était donc peu aisé, lorsque le projet de budget 1983 a été élaboré, d'isoler le coût afférent à une seule année.

Le rendement des mesures entraînant des économies telles le mi-temps et les facilités de congés a en outre été inférieur à ce qui avait été budgétisé.

Vraag :

De voor het buitengewoon onderwijs bestemde kredieten lijken systematisch te zijn onderschat. Waarom ?

Antwoord :

De voor sectie 33 (buitengewoon onderwijs) gevraagde bijkredieten hebben voornamelijk betrekking op de post « wedden » en « weddetoelagen ».

De aanvankelijke ramingen van het Bestuur voor die artikelen waren klaarblijkelijk verkeerd en overschat.

Bijgevolg dienden ze te worden herzien en met 1,367 miljard te worden verminderd.

De raming van de bedragen voor het gemeentelijk en provinciaal gesubsidieerd onderwijs werd echter sterk bemoeilijkt wegens de stopzetting van de uitkeringen in 1981 en de betaling van aanzienlijke achterstanden in 1982.

Toen het begrotingsontwerp voor 1983 werd opgemaakt, was het dus erg moeilijk de kosten van één jaar afzonderlijk te ramen.

Bovendien bleef de opbrengst van de besparingsmaatregelen, zoals het half-time werk en de verloffaciliteiten, beneden de budgettaire verwachtingen.

Le dépassement prévisible pour les articles 11.03.02, 43.01 et 44.01, après vérification par l'Inspection des Finances, s'élève à 316 millions.

Après déduction de la partie fixe de la prime de fin d'année, soit 54 millions, comprise dans le budget 1983 et de l'incidence de l'index négatif, soit 31,8 millions, le dépassement prévisible n'atteint plus que 230,2 millions, pour lequel des crédits supplémentaires sont demandés.

Question :

Alors que les sacrifices imposés à l'Education nationale ont particulièrement frappé l'enseignement secondaire, on constate que les dépassements sont encore nombreux à plusieurs postes de ce niveau d'enseignement. Le Ministre peut-il dire pourquoi ces réestimations ont été nécessaires ?

Par contre la réduction de plus d'un demi milliard (568,1 millions) au poste subventions-traitement, subventions forfaitaires et subventions pensions est impressionnante (poste 43.01, p. 31).

Le Ministre peut-il donner quelques explications à ce sujet ?

Réponse :

La réduction de 568,1 millions à l'article 43.01 — subventions traitements de l'enseignement communal et provincial — provient, pour 79,6 millions, de la suppression de la partie fixe de la prime de fin d'année, pour 89,5 millions, de l'incidence de l'index négatif et, pour 60,6 millions, de l'effet des mesures prises pour l'année 1983-1984 (soit la limitation des options et l'application d'un coefficient réducteur de 2 %).

Quant au solde, soit 338,5 millions, il résulte d'un ajustement effectué par l'administration.

En effet, il est fort difficile d'estimer correctement les crédits nécessaires pour l'article 43.01, en raison du système des avances et des paiements globaux aux communes.

Tant que le paiement individuel des enseignants ne sera pas généralisé, le pourcentage d'erreur de la prévision budgétaire par rapport aux décaissements d'une année pour cet article risque de demeurer relativement élevé.

Les crédits supplémentaires pour les articles 11.03.02 et 44.01 sont dus à un manque de rendement budgétaire des économies provenant des mesures d'accompagnement (mi-temps, facilités de congé, limitation des chargés de mission) et de l'incidence des nouvelles normes.

L'économie due à l'incidence de ces normes a ainsi en partie été compensée dans l'enseignement libre par des dépenses supplémentaires, estimées à 932 millions, engendrées par le passage au renové et par la création de nouvelles options.

C'est pourquoi, pour l'année 1983-1984, les nouvelles options ont dû être limitées dans le renové par circulaire du 10 août 1983 (réf. C/83/7/P).

Question :

Combien de demandes de subventions d'options ont été introduites par l'enseignement officiel et par l'enseignement libre ? Dans combien de cas l'avis (favorable ou défavorable) de l'administration n'a-t-il pas été suivi ?

De verwachte kredietoverschrijding voor de artikelen 11.03.02, 43.01 en 44.01 bedraagt, na verificatie door de Inspectie van Financiën, 316 miljoen.

Na aftrek van het vaste gedeelte van de eindejaarspremie, hetzij 54 miljoen, dat begrepen is in de begroting 1983 en van de weerslag van de negatieve index, hetzij 31,8 miljoen, bedraagt de voorziene overschrijding slechts 230,2 miljoen; voor dat bedrag werden bijkredieten gevraagd.

Vraag :

De in het departement van Nationale Opvoeding opgelegde besparingen hebben vooral het secundair onderwijs getroffen; toch stelt men vast dat nog op heel wat posten van dat onderwijs overschrijdingen gebeurd zijn. Kan de Minister verklaren waarom die herraming nodig was ?

De vermindering met meer dan een half miljard (568,1 miljoen) daarentegen op de post weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen is indrukwekkend (post 43.01, blz. 31).

Kan de Minister daaromtrent enige uitleg verschaffen ?

Antwoord :

De vermindering met 568,1 miljoen op artikel 43.01 — weddetoelagen voor het gemeentelijk en provinciaal onderwijs — vloeit voort, ten belope van 79,6 miljoen uit de afschaffing van het vaste gedeelte van de eindejaarspremie, ten belope van 89,5 miljoen uit de weerslag van de negatieve index en, ten belope van 60,6 miljoen, uit de maatregelen die voor 1983-1984 zijn genomen (d.i. de beperking van het aantal opties en de toepassing van het verminderingscoëfficiënt van 2 %).

Het saldo, zijnde 338,5 miljoen, is het gevolg van een door de administratie doorgevoerde aanpassing.

Ingevolge het systeem van de voorschotten en de globale betalingen aan de gemeenten is het immers heel moeilijk op correcte wijze de kredieten te ramen die m.b.t. artikel 43.01 moeten worden uitgetrokken.

Zolang de individuele betaling van de leraars niet zal veralgemeend zijn, bestaat het gevaar dat het percentage vergissingen in de budgettaire raming, vergeleken met de werkelijke uitgaven voor dat artikel over één jaar, vrij hoog zal blijven.

De bijkredieten voor de artikelen 11.03.02 en 44.01 zijn te wijten aan een onvoldoende budgettaire opbrengst van de besparingen die de begeleidende maatregelen moesten opleveren (halftijdse betrekkingen, mogelijkheden om verlof te nemen, beperking van het aantal zendingsgelastigden), alsook aan de weerslag van de nieuwe normen.

De uit die normen voortvloeiende besparing werd zodoende in het vrij onderwijs gedeeltelijk gecompenseerd door bijkomende uitgaven, ten belope van 932 miljoen, ingevolge de overgang naar het vernieuwd onderwijs en de oriënting van nieuwe opties.

Daarom werden, voor het jaar 1983-1984, de nieuwe keuzemogelijkheden in het vernieuwd onderwijs beperkt door de omzendbrief van 10 augustus 1983 (ref. C/83/7/P).

Vraag :

Hoeveel aanvragen om toelagen voor het creëren van opties werden respectievelijk door het officieel en het vrij onderwijs ingediend ? In hoeveel gevallen werd het (gunstig of ongunstig) advies van de administratie niet opgevolgd ?

Réponse :

1. Options créées malgré l'avis défavorable de l'administration :

— Aucune.

2. Options non créées malgré l'avis favorable de l'administration :

Principe : Des options peuvent être créées lorsque les règles de programmation sont respectées. Il reste cependant le droit au pouvoir organisateur de décider s'il autorise cette création dans ses écoles. Certains établissements étaient donc peut-être dans les conditions pour ouvrir une option mais n'y ont pas été autorisés par leur pouvoir organisateur.

Question :

En ce qui concerne le groupe B de l'enseignement secondaire subventionné, c'est-à-dire les écoles en passage du type II au type I, il existait un retard considérable dans le paiement des subventions. En 1982, il a été décidé de rattraper ce retard, en payant des avances à concurrence de 75 % des subventions. Où en est ce problème ?

Réponse :

L'avance de 75 % des subventions de fonctionnement pour 1982-1983 n'a pu être liquidée par l'administration en 1983.

Or, pour imputer cette avance sur les crédits reportés, il est nécessaire d'obtenir une dérogation du C. M. C. E. S.

Le Ministre (F) a, par conséquent, introduit auprès du C. M. C. E. S. une demande en vue d'autoriser le contrôleur des engagements à viser l'ordonnance du paiement de l'avance.

Question :

On constate une augmentation de 135,5 millions pour l'article 11.03.03 (Personnel ouvrier, maître et administratif) de la section 34 (Enseignement secondaire).

Quelle est la justification de cette augmentation ?

Le Ministre peut-il donner un tableau comparatif pour les années 1979, 1980, 1981, 1982 et 1983 des crédits prévus à l'article 11.03.03 dans le budget initial et dans le budget ajusté, ainsi que des engagements ?

Quelle est la réduction par rapport aux subventions de fonctionnement ?

Réponse :

Les crédits initiaux pour le personnel ouvrier sont sous-évalués depuis 1979.

Ils sont en effet calculés sur base de l'initial et non de l'ajusté.

Les crédits ajustés sont nécessaires pour payer le personnel d'entretien, de cuisine et de transport sur base des normes actuellement en vigueur.

Le Gouvernement s'est donné les moyens de maîtriser les dépenses de cet article par les Arrêtés Royaux numéros 209, 210 et 211.

Antwoord :

1. Aantal opties die ondanks het ongunstige advies van de administratie gecreëerd werden ?

— Nihil.

2. Aantal opties die ondanks het gunstige advies van de administratie niet gecreëerd werden :

Beginsel : Opties kunnen gecreëerd worden mits de programmatieregels nageleefd worden. De inrichtende macht behoudt niettemin het recht om te beslissen of zij die invoering van opties in haar scholen toestaat. Het is dus niet uitgesloten dat bepaalde inrichtingen die de voorwaarden vervulden om een optie te creëren, daartoe van hun inrichtende macht geen toelating hebben gekregen.

Vraag :

Het is een feit dat de subsidies voor groep B van het gesubsidieerd secundair onderwijs, met name de overgangsscholen van type II naar type I met een aanzienlijke vertraging betaald werden. In 1982 werd beslist die vertraging in te halen door voorschotten tot beloop van 75 % van het bedrag der subsidies te betalen. Hoe staat het met dat vraagstuk ?

Antwoord :

Het voorschot van 75 % van de werkingstoelagen voor 1982-1983 kon in 1983 door de administratie niet worden uitbetaald.

Nu is het zo dat het bedoelde voorschot op de overgedragen kredieten slechts kan worden aangerekend indien het M. C. E. S. C. een desbetreffende afwijking toestaat.

De Minister (F) heeft derhalve bij het M. C. E. S. C. een verzoek ingediend om de controleur van de vastleggingen te machtigen het order tot betaling van het voorschot te viseren.

Vraag :

Het krediet van artikel 11.03.03 (werklieden-, meesters- en administratief personeel) van sectie 34 (secundair onderwijs) werd verhoogd met 135,5 miljoen.

Hoe wordt die stijging verantwoord ?

Kan de Minister voor de jaren 1979, 1980, 1981, 1982 en 1983 een vergelijkende tabel verstrekken die de kredieten weergeeft welke uitgetrokken zijn op artikel 11.03.03, respectievelijk in de oorspronkelijke begroting en in de aangepaste begroting, met daarnaast de gedane vastleggingen.

Welke vermindering werd toegepast op de werkingstoelagen ?

Antwoord :

De oorspronkelijke kredieten voor het werkliedenpersoneel zijn sinds 1979 te laag geraamd.

Zij worden immers berekend op basis van de oorspronkelijke cijfers en niet van de aangepaste cijfers.

De aangepaste kredieten zijn, overeenkomstig de thans vigerende normen, nodig voor de betaling van het personeel belast met het onderhoud, de keuken en het vervoer.

De Regering kan de op dat artikel uitgetrokken uitgaven onder controle houden dank zij de koninklijke besluiten, n^os 209, 210 en 211.

Il faut cependant observer que l'effectif de ce personnel a relativement peu augmenté depuis 1979 alors que les superficies ont augmenté de 20 % entre 1979 et 1983 (elles passent de 3 248 578 m² en 1979 à 3 951 998 m² en 1983).

En ce qui concerne les subventions de fonctionnement, l'ajustement a pu être limité à 59,3 millions grâce à l'utilisation des recettes du minerval des étudiants étrangers mais les dépenses supplémentaires atteignent 123,9 millions.

Par conséquent, et sans tenir compte des 394,8 millions de crédits supplémentaires accordés pour les arriérés, le taux d'augmentation de l'année courante pour les subventions s'élève à 17,6 % par rapport à l'initial 1982.

Par contre, ce taux n'est que de 11 % pour les frais de fonctionnement et le personnel ouvrier de l'Etat.

Quant à l'évolution des crédits afférents au personnel ouvrier, etc., le Ministre (F) fournit les tableaux suivants :

Evolution de crédits de 1978 à 1983

11.03.03 Personnel ouvrier et de maîtrise, personnel administratif

Toch zij opgemerkt dat genoemd personeelsbestand betrekkelijk weinig gestegen is sedert 1979, ook al is de oppervlakte tussen 1979 en 1983 toegenomen met 20 % (nl. van 3 248 578 m² in 1979 tot 3 951 998 m² in 1983).

De aanpassing van de werkingskredieten kon worden beperkt tot 59,3 miljoen dank zij de ontvangsten uit het schoolgeld voor vreemde studenten, maar de bijkomende uitgaven zijn gestegen tot 123,9 miljoen.

Wanneer men geen rekening houdt met de bijkredieten van 394,8 miljoen tot dekking van de achterstallen, bedraagt het stijgingspercentage, vergeleken met de oorspronkelijke kredieten voor 1982, 17,6 % voor de toelagen van het lopende jaar.

Dat percentage bedraagt daarentegen slechts 11 % voor de werkingskosten en werkliedenpersoneel van de Staat.

In verband met de ontwikkeling van de kredieten voor het werkliedenpersoneel enz..., verschaft de Minister (F) volgende gegevens :

Ontwikkeling van de kredieten tussen 1978 en 1983

11.03.03 Werklieden- en meesterspersoneel, administratief personeel.

Sections	Evolution du budget	1978	1979	1980	1981	1982	1983	Ontwikkeling van de begroting	Afdelingen
Fondamental	Budget initial	194,0	214,1	219,5	222,9	232,2	239,9	Oorspr. begroting Aanpassing Aangepaste begr. Vastlegging	Basisonderwijs.
	Ajustement	6,0	— 4,5	1,5	—	4,8	— 13,5		
	Budget ajusté	200,0	209,6	221,0	222,9	237,0	226,4		
	Engagement	194,6	202,9	221,9	227,0	242,9	—		
Spécial	Budget initial	158,4	167,6	179,7	250,7	264,0	303,4	Oorspr. begroting Aanpassing Aangepaste begr. Vastlegging	Buitengewoon onderwijs.
	Ajustement	7,0	—	58,9	—	46,6	10,3		
	Budget ajusté	165,4	167,6	238,6	250,7	310,6	313,7		
	Engagement	183,0	251,6	257,3	284,6	318,6	—		
Secondaire	Budget initial	1 748,1	1 778,2	1 826,9	2 193,3	2 319,2	2 396,0	Oorspr. begroting Aanpassing Aangepaste begr. Vastlegging	Secundair onderwijs.
	Ajustement	— 46,6	—	251,4	—	121,0	135,5		
	Budget ajusté	1 701,5	1 778,2	2 078,3	2 193,3	2 440,2	2 531,5		
	Engagement	1 689,7	1 950,5	2 150,4	2 297,9	2 471,1	—		
Supérieur non-universitaire	Budget initial	351,2	420,3	430,0	510,4	539,7	392,9	Oorspr. begroting Aanpassing Aangepaste begr. Vastlegging	Hoger niet universitair onderwijs.
	Ajustement	28,2	—	60,7	—	61,4	59,4		
	Budget ajusté	379,4	420,3	490,7	510,4	601,1	652,3		
	Engagement	390,0	464,5	490,6	553,6	602,2	—		
Promotion sociale	Budget initial	12,5	13,0	13,3	14,4	36,2	38,1	Oorspr. begroting Aanpassing Aangepaste begr. Vastlegging	Onderwijs voor sociale promotie.
	Ajustement	0,1	—	—	—	—	0,4		
	Budget ajusté	12,6	13,0	13,3	14,4	36,2	38,5		
	Engagement	13,5	18,5	25,9	33,0	34,9	—		
Total	Budget initial	2 464,2	2 593,2	2 669,4	3 191,7	3 391,3	3 570,3	Oorspr. begroting Aanpassing Vastlegging Beschikbaar	Totaal.
	Ajustement	— 5,3	— 4,5	+ 372,5	—	+ 218,3	+ 191,5		
	Engagement	2 470,3	2 887,7	3 145,8	3 396	3 669,4	—		
	Disponibile	— 10,1	— 299,1	— 103,9	— 204,3	— 59,8	—		

Question :

Le Gouvernement a décidé un certain nombre de mesures en matière de traitements (mode de paiement, prime de fin d'année).

Or, les restrictions décidées ne s'appliquent pas aux subventions-traitements, qui ne sont en effet pas des traitements. Cela pourrait-il avoir pour conséquence que les subventions-traitements allouées par enseignant soient supérieures aux traitements des enseignants dans l'enseignement de l'Etat ? Il serait en tout cas intolérable que l'enseignement subventionné bénéficie d'un tel avantage.

Vraag :

De nationale overheid heeft besloten tot een aantal maatregelen op het stuk van de wedden (wijze van uitbetaling, eindejaarspremie).

Deze beperkingen zijn echter niet van toepassing op de weddetoelagen, die immers geen wedden zijn. Zou het gevolg hiervan kunnen zijn dat de weddetoelagen per leerkracht méér zouden bedragen dan de wedde van leerkrachten in het Rijksonderwijs ? Een dergelijke bevoordeling van het gesubsidieerd onderwijs zou in ieder geval onduidelijk zijn.

Réponse :

Le Ministre (F) souligne que les subventions-traitements allouées par enseignant ne peuvent jamais être supérieures au traitement d'un enseignant dans l'enseignement de l'Etat.

Question :

Les Centres P. M. S. ainsi que les offices d'orientation professionnelle font aussi les frais des réductions budgétaires. Le moment est-il bien opportun ?

Réponse :

La réduction de 26,1 millions pour les traitements et subventions-traitements des centres P. M. S. ne résulte pas de mesures d'économie spécifiques prises pour ces centres mais uniquement de l'incidence de l'index négatif, pour 15 millions, et de la suppression de la partie fixe de la prime de fin d'année, pour 11,1 millions.

Question :

Au niveau de l'enseignement universitaire, le crédit prévu à l'article 01.08 (suppléments d'allocation en exécution de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971) pour l'Université de l'Etat à Liège est réduit de 12,4 millions. Quelle en est l'explication ?

Réponse :

Il s'agit en l'occurrence d'une régularisation 1971-1982 sur base de la loi du 27 juillet 1971. Le Ministre fournit le tableau suivant :

Université de l'Etat à Liège

Articles/Crédits disponibles (en millions de F)	Régularisation sur base de l'art. 35 de la loi de financement — Regularisatie overeenkomstig art. 35 van de financieringswet	Révision/Alloc. fonct. 1980-1981-1982 — Herziening Werkingstoelagen 1980-1981-1982	Modération salariale — Loonmatiging	Total 3 régularisations — Totaal 3 regularisaties	Crédits supplémentaires — Bijkredieten	Articles/Beschikbare kredieten (in miljoenen F)
01.01 Allocat. de fonc. : 1983 : 2 347,1	79,805	+ 12 891 730	+ 5 000 000 (6)	+ 17 891 730	+ 17 891 730	01.01 Werkingstoelagen : 1983 : 2 347,1.
01.08.01 A35 : — Montant initial 1983 : 470,1 ... — Report 1982 (global) 79,805	- 12 455 000	—	—	- 12 455 000	0	01.08.01 A35 : — Oorspronkelijk bedrag — 1983 : 470,1. — Overdracht 1982 (globaal)

Question :

Qu'en est-il des subventions dues aux institutions universitaires en vertu de l'article 27, § 3 de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires ?

Réponse :

En vertu de l'article 27, § 3, 3^o de la loi du 27 juillet 1971, modifiée par la loi du 5 janvier 1976, les dépenses ordinaires de fonctionnement des institutions universitaires relatives à l'inscription d'étudiants venant de pays avec lesquels les

Antwoord :

De Minister (F) wijst erop dat de weddetoelagen per leerkracht nooit hoger kunnen zijn dan de wedde van een leerkracht in het Rijksonderwijs.

Vraag :

Gelden de budgettaire besparingen eveneens voor de P. M. S.-centra en voor de diensten voor beroepsoriëntering ? Is zulks in de huidige omstandigheden wel opportuun ?

Antwoord :

De vermindering met 26,1 miljoen voor de wedden en de weddetoelagen voor de P. M. S.-centra is niet te wijten aan specifieke besparingsmaatregelen voor die centra, maar enkel aan de weerslag van de negatieve index, ten belope van 15 miljoen, en aan de afschaffing van het vaste gedeelte van de eindejaarpremie, ten belope van 11,1 miljoen.

Vraag :

Het op artikel 01.08 uitgetrokken krediet voor het universitair onderwijs (bijkomende toelagen ter uitvoering van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971) aan de Rijksuniversiteit te Luik werd met 12,4 miljoen verminderd. Hoe wordt zulks verklaard ?

Antwoord :

Het gaat hier om een regularisatie, voor de jaren 1971-1982, ingevolge de wet van 27 juli 1971. De Minister verstrekt daaromtrent de volgende gegevens :

*Rijksuniversiteit Luik***Vraag :**

Hebben de universitaire instellingen reeds de toelagen ontvangen waarop zij krachtens artikel 27, § 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen recht hebben ?

Antwoord :

Naar luid van artikel 27, § 3, 3^o van de wet van 27 juli 1971, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, komen de gewone werkingsuitgaven van de universitaire instellingen in verband met de inschrijving van studenten die

Affaires Culturelles ont conclu un accord et qui ont été admis au bénéfice d'une bourse d'étude dans le cadre des dits accords, doivent être prises en charge par le budget des Affaires Culturelles.

En vertu de l'article 7 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, cette question est désormais du ressort de la Communauté.

Les institutions universitaires bénéficiaires de ces dispositions ont informé le Ministre que depuis 1977, aucun des montants d'allocation ou de subvention qui leur étaient dus pour cet objet ne leur avait été alloué.

Aussi, le Ministre (F) a fait dresser un tableau récapitulatif des montants dus tant pour les années 1977 à 1982 que pour l'année 1983. Le montant total dû aux universités est de 70 037 997 F à majorer de 11,2 millions pour 1984.

Question :

L'enseignement de promotion sociale et l'enseignement supérieur non-universitaire ont vu aussi leurs crédits fortement amputés cette année.

Le Ministre dispose-t-il maintenant de chiffres concrets quant à l'impact sur l'emploi des mesures qu'il a prises dans ce domaine ?

Réponse :

Sur base des statistiques du C. T. I. (Centre de traitement informatique) établies sur les liquidations dans l'enseignement de promotion sociale, il y a 323 charges en moins en 1983 par rapport à 1982 et dans l'enseignement supérieur, 27 charges en moins.

Question :

Le Ministre peut-il expliquer sur quelle base les réductions à la section 39 (Enseignement de promotion sociale) ont été décidées ?

Quelle est, d'autre part, la justification de l'augmentation du crédit prévu à l'article 44.02 ?

Réponse :

Une diminution de 431,4 millions sur base des propositions 1983 de l'administration avait été effectuée sur les articles 11.03.02, 43.01 et 44.01 destinés aux traitements des enseignants, suite aux mesures d'économie et à un réajustement provoqué par la non fiabilité des prévisions de l'administration.

La réduction de 219,4 millions, qui apparaît au feuillet, est due à un nouveau réajustement de 125,8 millions demandé par l'administration sur base du rythme actuel des liquidations, ainsi qu'au non paiement de la prime de fin d'année pour 73,8 millions et à la prévision budgétaire d'index négatif pour 19,8 millions.

Les prévisions initiales de l'administration relatives à l'article 44.02 étant incorrectes, un crédit supplémentaire est demandé pour pouvoir payer deux arrêtés, un pour 11 670 445 F et un deuxième pour 3 920 914 F.

Il ne reste en effet actuellement qu'un disponible de 595 F.

afkomstig zijn uit landen waarmee België een akkoord gesloten heeft en die in het raam van dat akkoord een studiebeurs ontvangen hebben, ten bezware van de begroting van Culturele Zaken.

Conform artikel 7 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ressorteert die kwestie voortaan onder de bevoegdheid van de Gemeenschap.

De universitaire instellingen die op de toepassing van die bepalingen aanspraak kunnen maken, hebben de Minister medegedeeld dat hun sedert 1977 geen enkele van de hun verschuldigde vergoedingen of toelagen toegekend werd.

De Minister (F) heeft derhalve een verzamelstaat laten opmaken van de bedragen die, zowel voor de jaren 1977 tot 1982 als over het jaar 1983, moesten worden uitbetaald. De Staat is aan de universiteiten een total bedrag van 70 037 977 F verschuldigd en daar komt voor 1984 nog eens 11,2 miljoen bij.

Vraag :

De kredieten voor het onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs werden dit jaar aanzienlijk verminderd.

Beschikt de Minister thans over concrete cijfers in verband met de weerslag van de genomen maatregelen op de werkgelegenheid ?

Antwoord :

Uit de statistieken van het C. I. V. (Centrum voor informatieverwerking) met betrekking tot de uitbetalingen blijkt dat het aantal betrekkingen in 1983 met 323 gedaald is in het onderwijs voor sociale promotie, en met 27 in het hoger onderwijs.

Vraag :

Kan de Minister uitleg verschaffen over de vermindering van de kredieten van sectie 39 (Onderwijs voor sociale promotie) ?

Hoe wordt anderzijds de verhoging verantwoord van de kredieten uitgetrokken op artikel 44.02 ?

Antwoord :

De op de artikelen 11.03.02, 43.01 en 44.01 uitgetrokken kredieten voor de wedden van de leerkrachten werden overeenkomstig de door de administratie voor 1983 gedane voorstellen verminderd met 431,4 miljoen ingevolge de besparingsmaatregelen en de aanpassing die het gevolg was van de onbetrouwbaarheid van de door de administratie gedane ramingen.

De vermindering met 219,4 miljoen, die in het bijblad voorkomt, is te wijten aan een nieuwe aanpassing van 125,8 miljoen die de administratie, op grond van het huidige verloop van de betalingen gevraagd had, evenals aan de afschaffing van de eindejaarspremie ten belope van 73,8 miljoen en de budgettaire weerslag van de negatieve index, die op 19,8 miljoen geraamd werd.

Aangezien de oorspronkelijke ramingen van de administratie niet correct gebleken zijn, wordt een bijkrediet gevraagd om de aan twee besluiten verbonden kosten te betalen, met name een krediet van 11 670 445 F en een ander van 3 920 914 F.

Thans is nog slechts een bedrag van 595 F beschikbaar.

Question :

En vertu d'une circulaire du 22 août 1983, des limitations de cumul seraient instaurées dans l'enseignement de promotion sociale à partir du 1^{er} janvier 1984. Aucun arrêté numéroté n'a encore entériné cette mesure. Le sera-t-elle avant la fin de l'année ?

Réponse :

L'arrêté en question est actuellement soumis pour avis au Conseil d'Etat. Il sera de toute manière signé avant la fin de l'année.

(Il s'agit de l'arrêté royal n° 270 du 31 décembre 1983, qui a été publié depuis : voir *Moniteur belge* du 18 janvier 1984).

Question :

Le Ministre pourrait-il donner des informations supplémentaires en ce qui concerne le projet DIACEC ? De quoi s'agit-il exactement ?

Réponse :

Un crédit de 7 millions (tranche sélective) a été accordé à l'Education nationale pour le projet DIACEC.

Le DIACEC est un système de télématique diffusée (diffusion par réseaux vidéo privés ou par télédistribution).

Il permet le choix d'informations à partir d'une banque de données (textes, images fixes, leçons structurées) et de les maintenir en images couleurs sur un écran TV le temps voulu.

Une brochure relative au projet DIACEC est tenue à la disposition des membres au Secrétariat de la Commission.

Question :

Quelles décisions ont été prises en ce qui concerne le transfert de l'enseignement par correspondance aux Communautés ? Où en est l'exécution de ces décisions ?

Réponse :

Le Conseil des Ministres a décidé le 27 mai 1983 de transférer l'enseignement par correspondance aux Communautés et de financer cet enseignement par des ristournes.

Le projet de budget 1984 ne prévoit par conséquent plus les crédits destinés à cette matière ou au personnel administratif affecté à cet enseignement.

Le transfert de ce personnel pourra se réaliser prochainement, les projets d'arrêtés royaux ayant été rédigés et examinés par le Comité de consultation syndicale.

D. QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE SPECIFIQUE DES DEUX MINISTRES

I. Problèmes budgétaires

Question :

Par rapport à 1982, les budgets initiaux pour 1983 du régime néerlandais et du régime français ont augmenté respectivement de 5,1 et de 7,7 %.

Vraag :

Volgens een circulaire van 22 augustus 1983 zouden in het onderwijs voor sociale promotie cumulatieve beperkingen worden ingevoerd met ingang van 1 januari 1984. Er is nog steeds geen genummerd koninklijk besluit genomen om deze maatregel te bekrachtigen. Zal dit nog gebeuren vóór het einde van het jaar ?

Antwoord :

Het desbetreffende besluit is momenteel voor advies bij de Raad van State. Het zal in ieder geval vóór het einde van het jaar getekend worden.

(Het betreft het inmiddels gepubliceerde koninklijk besluit n° 270 van 31 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1984.)

Vraag :

Kan de Minister bijkomende inlichtingen verstrekken over het DIACEC-project ?

Antwoord :

Het Ministerie van Nationale Opvoeding kreeg een krediet van 7 miljoen (selectieve tranche) voor het DIACEC-project.

Dit project bestaat in een systeem van telematica door middel van uitzendingen (uitzending door privé-videonetten of langs teledistributie).

Dat systeem maakt het mogelijk bij een databank informatie te kiezen (teksten, vaste beelden, gestructureerde lessen), die in kleur op een TV-scherm kan worden behouden zolang men wil.

Een folder betreffende het DIACEC-project ligt voor de leden op het Secretariaat van de Commissie ter inzage.

Vraag :

Welke beslissingen werden genomen op het stuk van de overheveling naar de Gemeenschappen van het schriftelijk onderwijs ? Hoever staat het met de uitvoering van die beslissingen ?

Antwoord :

De Ministerraad heeft op 27 mei 1983 beslist het schriftelijk onderwijs naar de Gemeenschappen over te hevelen en dat onderwijs met *ristorno's* te financieren.

In het begrotingsontwerp voor 1984 worden bijgevoegd geen kredieten meer uitgetrokken voor die aangelegenheid of voor het administratief personeel dat bij dat onderwijs in dienst is.

De overheveling van dat personeel zal eerlang kunnen plaatsvinden aangezien de ontwerpen van koninklijke besluiten opgesteld zijn en door de syndicale commissie van advies onderzocht werden.

D. VRAGEN GESTELD AAN BEIDE MINISTERS BETREFFENDE HUN RESPECTIEVE BEVOEGDHEIDSGEBIEDEN

I. Budgettaire problemen

Vraag :

De oorspronkelijke begrotingen 1983 zijn t.o.v. 1982 respectievelijk voor de Nederlandstalige sector met 5,1 % en voor de Franstalige sector met 7,7 % gestegen.

Dans le feuillet d'ajustement pour le régime français, des crédits supplémentaires pour un montant de 0,6 milliard de F sont demandés. En ce qui concerne le secteur néerlandais, par contre, une réduction de crédits de 0,2 milliard de F est proposée.

Etant donné que l'enseignement constitue encore une matière nationale, on peut supposer que les budgets pour les deux régimes sont élaborés de manière similaire. Cela signifie-t-il cependant que les réglementations sont appliquées de manière différente ?

Réponse du Ministre (N) :

Pour l'établissement du budget, le Ministre (N) respecte scrupuleusement la règle d'évaluation imposée par le Ministre du Budget.

Pour ce qui est de l'exécution du budget, le secteur de l'Education nationale reste soumis à des réglementations nationales. En fait, les Ministres de l'Education nationale ne disposent que d'une faible marge de manœuvre pour l'utilisation de leurs crédits. La quasi-totalité du budget est dépensée en vertu d'obligations réglementaires.

La façon dont les diverses réglementations sont appliquées sur le plan administratif n'est toutefois pas sans importance quant à la réalisation des objectifs budgétaires. Le Ministre (N) déclare avoir appliqué ces réglementations de manière stricte.

Réponse du Ministre (F) :

Les crédits du Titre I des dépenses courantes du budget 1983 augmentent de 4,5 % pour le secteur F (et non de 7,7 % !) par rapport à l'initial 1982, et par rapport à l'ajusté 1982, le taux d'augmentation est de 2,25 %.

Les crédits ajustés 1983 représentent une augmentation de 2,8 % pour le secteur F par rapport aux crédits ajustés 1982.

II. Personnel et normes

Question :

Qu'en est-il de l'effectif du personnel dans les deux départements de l'Education nationale ? Quel est le cadre ? Dans quelle mesure est-il occupé ? Envisage-t-on de nouveaux recrutements ? Emploie-t-on encore des chômeurs mis au travail ? Qu'en est-il de l'octroi d'indemnités pour fonctions supérieures ?

Réponse du Ministre (N) :

— Cadre du personnel administration centrale du Ministère de l'Education nationale : 1 479.

— Effectif du personnel au 13 décembre 1983 : 1 269.

— *Nouveaux recrutements*

1. Solde des autorisations de recrutement antérieures : 1.
2. Autorisation de recrutement du 6 octobre 1983 : 30.
— Le département n'occupe plus de chômeurs mis au travail.

— *Fonctions supérieures*

En vertu de la nouvelle réglementation, il a été mis fin à l'octroi d'indemnités pour fonctions supérieures le 30 septembre 1983.

De nouvelles propositions (confirmation des propositions antérieures) sont soumises au Conseil de direction et à l'Inspection des Finances.

Thans worden in dit bijblad voor de Franstalige sector 0,6 miljard bijkredieten gevraagd en wordt aan Nederlandstalige zijde een afname van de kredieten met 0,2 miljard voorgesteld.

Aangezien onderwijs nog een nationale materie is, worden vermoedelijk voor beide taalsectoren de begrotingen op een gelijkaardige wijze opgesteld, maar betekent dit dan dat de reglementeringen anders worden toegepast ?

Antwoord van de Minister (N) :

Bij de opstelling van de begroting houdt de Minister (N) zich strikt aan de ramingsregels opgelegd door de Minister van Begroting.

Wat de uitvoering betreft is het zo dat voor onderwijs nog steeds nationale reglementeringen van kracht blijven. In feite hebben de Ministers van Onderwijs weinig speelruimte in de besteding van hun kredieten. Nagenoeg de totale begroting wordt uitgegeven op basis van reglementaire verplichtingen.

De wijze waarop de administratieve toepassing van de reglementering verloopt is evenwel niet onbelangrijk bij het al dan niet halen van voorgenomen begrotingsobjectieven. De Minister (N) verklaart deze reglementeringen strikt te hebben toegepast.

Antwoord van de Minister (F) :

De kredieten van Titel I van de lopende uitgaven voor de begroting 1983 stijgen met 4,5 % voor de sector F (en niet met 7,7 %) in vergelijking met de oorspronkelijke kredieten voor 1982; vergeleken met de aangepaste begroting voor 1982 bedraagt dat stijgingspercentage 2,25 %.

Vergeleken met de aangepaste kredieten voor 1982 geven de aangepaste kredieten voor 1983 een stijging te zien van 2,8 % voor de sector F.

II. Personeel en normen

Vraag :

Hoe staat het met het personeelsbestand van beide onderwijsdepartementen ? Wat is het kader, in welke mate is het bezet, zijn er nieuwe wervingen in het vooruitzicht gesteld, stelt men nog tewerkgestelde werklozen tewerk ? Hoe staat het met de toekenning van vergoedingen voor hogere functies ?

Antwoord van de Minister (N) :

— Personeelsformatie hoofdbestuur Ministerie van Onderwijs : 1 479.

— Personeelsbestand op heden 13 december 1983 : 1 269.

— *Nieuwe wervingen*

1. Restant van vorige wervingsmachtigingen : 1.
2. Wervingsmachtiging van 6 oktober 1983 : 30.
— Er worden geen werklozen meer tewerkgesteld.

— *Hogere functies*

Ingevolge de nieuwe reglementering werd de toekenning van vergoedingen voor hogere functies stopgezet op 30 september 1983.

Nieuwe voorstellen (bevestiging van de vorige) zijn in onderzoek bij de Directieraad en bij de Inspectie van Financiën.

Il n'est cependant pas possible de supprimer immédiatement toutes les indemnités qui ont déjà été accordées. Chaque cas est examiné séparément.

Il est inévitable que lorsqu'un cadre du personnel n'est pas entièrement occupé (comme c'est le cas actuellement), certaines personnes doivent occuper des fonctions d'un niveau supérieur au leur.

Réponse du Ministre (F) :

Le cadre de l'administration comprend 1 013 emplois.

Les effectifs s'élèvent à 952 personnes dont 65 chômeurs mis au travail et 45 stagiaires O. N. Em. (25 plein temps et 20 mi-temps).

Les indemnités pour fonctions supérieures ne sont plus octroyées depuis octobre 1983.

Question :

Combien de dérogations aux normes de population scolaire ont été accordées en 1982-1983. Combien de charges complètes et quel pourcentage ces dérogations représentent-elles par rapport à l'effectif total du personnel à temps plein :

- pour l'enseignement fondamental;
- pour l'enseignement spécial;
- pour l'enseignement secondaire;
- pour l'enseignement supérieur de type court ?

Réponse du Ministre (N) :

Les dérogations suivantes aux normes de population scolaire ont été accordées

- pour l'enseignement fondamental :

L'article 34 de l'arrêté royal du 27 octobre 1966 a été complété comme suit par l'arrêté royal du 7 juillet 1982 :

« A partir de l'année scolaire 1981-1982, les dérogations ne seront plus accordées que dans les limites suivantes : par régime linguistique et par réseau, le nombre d'emplois supplémentaires est limité à 1 % du nombre total d'emplois organiques justifiés dans l'enseignement maternel et primaire au cours de l'année scolaire précédente ».

Le nombre d'emplois supplémentaires autorisés a été de 366.

En vertu de l'arrêté royal précité, qui autorise 1 % d'emplois supplémentaires, ce nombre pouvait être de 373. C'est donc en fait pour 0,98 % d'emplois supplémentaires que des dérogations ont été accordées au cours de l'année scolaire 1982-1983.

- pour l'enseignement spécial :

	Effectif emplois temps plein sur base des normes	Dérogations par rapport emplois temps plein	% déro- gations par rapport à la totalité des emplois
Ens. subv. libre	4 983,5	29,4	0,6
Ens. de l'Etat ...	1 633,5	8,1	0,5
Ens. subv. off. ...	1 293,5	2,6	0,2
Total	7 910,5	40,1	0,5

Het is echter niet mogelijk alle reeds toegekende vergoedingen meteen af te schaffen. Ieder geval wordt afzonderlijk onderzocht.

Het is trouwens onvermijdelijk met een niet volledig bezette personeelsformatie (zoals thans het geval is) dat bepaalde personen functies moeten waarnemen die eigenlijk boven hun niveau liggen.

Antwoord van de Minister (F) :

Het personeelskader van de administratie telt 1 013 betrekkingen.

Het personeelsbestand telt 952 personen waarvan 65 re-werkgestelde werklozen en 45 R. V. A.-stagiairs (25 voltijds en 20 halftijds).

Sinds oktober 1983 worden geen vergoedingen meer uitgekeerd voor hogere functies.

Vraag :

Hoeveel afwijkingen op de schoolbevolkingsnormen werden in 1982-1983 toegestaan, uitgedrukt enerzijds in voltijdse ambten en anderzijds in het percentage dat dit aantal uitmaakte van de totale voltijdse personeelsbezetting :

- voor het basisonderwijs;
- voor het buitengewoon onderwijs;
- voor het secundair onderwijs;
- voor het hoger onderwijs van het korte type.

Antwoord van de Minister (N) :

De volgende afwijkingen op de schoolbevolkingsnormen werden toegestaan :

- voor het basisonderwijs :

Artikel 34 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 werd door het koninklijk besluit van 7 juli 1982 aangevuld als volgt :

« Vanaf het schooljaar 1981-1982 worden slechts afwijkingen verleend op basis van volgende contingentering : per taalstelsel en per net wordt het aantal extra-betrekkingen beperkt tot 1 % van het aantal organiek verantwoorde betrekkingen in het kleuter- en lager onderwijs tijdens het vorige schooljaar. »

Het aantal extra-betrekkingen dat werd toegestaan bedroeg 366.

Volgens het koninklijk besluit dat 1 % toestaat, mochten er 373 extra-ambten worden toegestaan. Derhalve werden in feite 0,98 % extra-ambten toegestaan in het schooljaar 1982-1983.

- voor het buitengewoon onderwijs :

	Personeels- bezetting voltijdse ambten op basis van de normen	Afwijkingen in voltijdse ambten	% afwij- kingen in het geheel van de ambten
Vrij gesubs. ond.	4 983,5	29,4	0,6
Rijksonderwijs	1 633,5	8,1	0,5
Off. gesubs. ond.	1 293,5	2,6	0,2
Totaal	7 910,5	40,1	0,5

Pour l'année scolaire 1982-1983, 40,1 emplois à temps plein ont été autorisés par dérogation aux normes pour l'enseignement spécial, soit 0,5 % de l'effectif total du personnel à temps plein.

— pour l'enseignement secondaire :

- Dans l'enseignement de type II (secteur subventionné), 157 emplois à temps plein ont été autorisés par dérogation aux normes de population scolaire. Ce chiffre représente 0,7 % de l'effectif total du personnel à temps plein. Il convient de souligner qu'il s'agit de sections qui sont appelées à disparaître. L'année scolaire 1982-1983 est la dernière année au cours de laquelle on peut encore programmer dans le type II.

- Aucune dérogation n'a été accordée dans l'enseignement de type I. Dans ce type d'enseignement, on peut cependant recourir à un capital déterminé de crédits d'heures.

— pour l'enseignement supérieur de type court :

Etant donné que les arrêtés de pouvoirs spéciaux régissant l'encadrement dans l'enseignement supérieur de type court (arrêtés n^{os} 78, 79 et 80) ne comportent pas de disposition permettant au Ministre de l'Éducation nationale d'accorder des dérogations aux normes, aucune demande en ce sens n'a été prise en considération au cours de l'année scolaire 1982-1983.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur de type court, aucune dérogation aux normes n'a par conséquent été accordée au cours de l'année scolaire 1982-1983 pour le personnel enseignant, le personnel auxiliaire d'éducation et le personnel administratif.

Réponse du Ministre (F) :

Les dérogations suivantes ont été accordées :

— Enseignement fondamental .	210	soit 0,75 %
— Enseignement secondaire ...	6,5	soit 0,006 %
— Enseignement supérieur de type court	0	
— Enseignement spécial	1 087 périodes	soit 0,74 %
		du nombre de périodes/semaine organisées ou subventionnées en 1981-1982.

Pour l'enseignement spécial, les dérogations sont accordées aux établissements en nombre de périodes. La répartition de ces périodes entre les membres du personnel a un impact très différent sur l'emploi suivant leur nombre et selon le fait que le bénéficiaire exerçait déjà ou non une charge partielle.

Toutefois, une fonction complète dans l'enseignement spécial étant constituée de 21 à 28 périodes et en prenant en moyenne 28 périodes, l'impact en fonctions complètes peut être estimé à environ 39 charges.

Question :

Quand on lit le rapport du Sénat fait par Mme Tyberghien-Vandenbussche et M. Coen, on est frappé par les importantes réductions de personnel auxquelles il a été procédé dans le régime néerlandais au niveau du personnel de maîtrise et des gens de métier et de service. Y a-t-il eu des réductions similaires dans le régime français ?

Voor het schooljaar 1982-1983 werden dus voor het buitengewoon Onderwijs 40,1 voltijdse ambten in afwijking goedgekeurd; dit betekende 0,5 % van de totale voltijdse personeelsbezetting.

— voor het secundair onderwijs :

- In het type II (gesubsidieerde sector) werden 157 voltijdse ambten in afwijking van de schoolbevolkingsnormen toegestaan. Dit vertegenwoordigt 0,7 % van het totaal aantal voltijdse ambten. Er zij opgemerkt dat het afdelingen in afbouw betreft; 1982-1983 is het laatste jaar dat men nog kan programmeren in type II.

- In het type I werden geen afwijkingen toegestaan. Er kan echter een beroep worden gedaan op een vastgesteld pakket van het urenkrediet.

— voor het hoger onderwijs van het korte type :

Aangezien de volmachtenbesluiten (koninklijke besluiten n^o 78, n^o 79 en n^o 80) welke de personeelsomkadering regelen in het hoger onderwijs van het korte type, geen bepalingen bevatten waardoor het voor de Minister van Onderwijs mogelijk zou zijn afwijkingen op de normen toe te staan, werd geen enkele aanvraag in die zin voor het schooljaar 1982-1983 in overweging genomen.

Voor het H. O. K. Γ. werden er tijdens het schooljaar 1982-1983 dus geen afwijkingen toegestaan op de normenregeling van het onderwijzend, hulpopvoedend en administratief personeel.

Antwoord van de Minister (F) :

Er worden de volgende afwijkingen toegestaan :

— Basisonderwijs	210,	zijnde 0,75 %
— Secundair onderwijs	6,5,	zijnde 0,006 %
— Hoger onderwijs van het korte type	0	
— Buitengewoon onderwijs ...	1 087 periodes	zijnde 0,74 %
		van het aantal in 1981-1982 georganiseerde of gesubsidieerde periodes/week.

Voor het buitengewoon onderwijs worden de afwijkingen aan de inrichtingen toegestaan in aantal periodes. De verdeling van die periodes over de personeelsleden heeft sterk uiteenlopende gevolgen voor de werkgelegenheid en daarbij speelt zowel het aantal periodes een rol als het feit dat de betrokkene reeds al dan niet met een gedeeltelijke opdracht was belast.

Aangezien een voltijds ambt in het buitengewoon onderwijs uit 21 tot 28 periodes bestaat, kan, indien men 28 periodes als gemiddelde beschouwt, het effect voor de voltijdse ambten op ongeveer 39 opdrachten worden geraamd.

Vraag :

Bij lezing van het Senaatsverslag van Mevr. Tyberghien-Vandenbussche en van de heer Coen valt het op dat er wat betreft het meester-, vak- en dienstpersoneel belangrijke personeelsverminderingen hebben plaatsgehad in de Nederlandstalige sector. Is dit eveneens het geval geweest voor Franstalige sector ?

Combien de membres du personnel à temps plein les crédits inscrits au budget ont-ils permis de rémunérer ?

Quel était le nombre d'agents en service au 1^{er} janvier 1981, au 1^{er} janvier 1982, au 1^{er} janvier 1983, au 31 juin 1983 et au 31 octobre 1983 ?

Réponse du Ministre (N) :

1) En 1983, les crédits budgétaires ont permis de rémunérer 8 041 agents à temps plein de la catégorie du personnel de maîtrise et des gens de métier et de service.

2) Evolution de l'effectif en ce qui concerne le personnel de maîtrise et les gens de métier et de service :

1^{er} janvier 1981 : 8 574 emplois à temps plein,
1^{er} janvier 1982 : 8 933 emplois à temps plein, c'est-à-dire + 359,
1^{er} janvier 1983 : 8 307 emplois à temps plein, c'est-à-dire - 626,
30 juin 1983 : 8 057 emplois à temps plein, c'est-à-dire - 250,
31 octobre 1983 : 8 035 emplois à temps plein, c'est-à-dire - 22.

Au total, le nombre d'emplois à temps plein a donc diminué de $626 + 250 + 22 = 898 - 359 = 539$ unités, ce qui représente environ 674 personnes compte tenu des agents occupés à temps partiel.

Le Ministre (N) fait observer à ce propos que le cadre du personnel fixé en vertu de l'arrêté royal de 1967 (sur la base du nombre de mètres carrés) n'est plus occupé intégralement mais seulement à concurrence de 97 %.

Réponse du Ministre (F) :

Les charges du personnel ouvrier s'élèvent à :

1^{er} janvier 1979 : 6 747 charges.
1^{er} janvier 1980 : 7 268 charges.
1^{er} janvier 1981 : 7 289 charges.
1^{er} janvier 1982 : 7 299 charges.
1^{er} janvier 1983 : 7 444 charges.
1^{er} juin 1983 : 7 573 charges.
1^{er} octobre 1983 : 7 404 charges.

Les crédits ajustés 1983 peuvent payer environ 7 450 charges. En outre, le Ministre (F) renvoie à la réponse qu'il a donnée à une question relative au personnel administratif, de maîtrise, gens de métier et de service, qui figure dans la partie C du présent rapport.

III. Enseignement spécial

Question :

Du côté néerlandais, des crédits supplémentaires pour un montant de 29,4 millions de F sont demandés à la section 33 (Enseignement spécial), tandis que des réductions de crédits sont proposées à concurrence de 186,6 millions de F, ce qui représente une réduction nette des crédits de 157,2 millions de F.

Du côté français, des crédits supplémentaires pour un montant de 246,9 millions de F sont demandés à la section 33 (Enseignement spécial), tandis que des réductions de crédits sont proposées à concurrence de 0,8 million de F, ce qui représente une augmentation nette des crédits de 246,1 millions de F.

Comment peut-on expliquer cette différence ?

Hoeveel voltijdse personeelsleden konden met het ingeschreven begrotingskrediet betaald worden ?

Hoeveel waren er in dienst op 1 januari 1981, op 1 januari 1982, op 1 januari 1983, op 31 juni 1983, en op 31 oktober 1983 ?

Antwoord van de Minister (N) :

1) In 1983 konden met het uitgetrokken begrotingskrediet 8 041 voltijdse personeelsleden van de categorie meester-, vak- en dienstpersoneel worden betaald.

2) Ontwikkeling van het personeelsbestand voor wat betreft het meester-, vak- en dienstpersoneel :

1 januari 1981 : 8 574 voltijdse banen,
1 januari 1982 : 8 933 voltijdse banen, d.w.z. + 359,
1 januari 1983 : 8 307 voltijdse banen, d.w.z. - 626,
30 juni 1983 : 8 057 voltijdse banen, d.w.z. - 250,
31 oktober 1983 : 8 035 voltijdse banen, d.w.z. - 22.

In totaal zijn er dus $626 + 250 + 22 = 898 - 359 = 539$ voltijdse betrekkingen minder, of ongeveer 674 personen, rekening houdend met hen die part-time werken.

De Minister (N) merkt hierbij op dat de op grond van het koninklijk besluit van 1967 (op basis van het aantal vierkante meter) vastgestelde personeelsformatie voortaan niet meer naar rata van 100 % maar slechts tot 97 % bezet wordt.

Antwoord van de Minister (F) :

Inzake werkliedenpersoneel waren er op :

1 januari 1979 : 6 747 betrekkingen.
1 januari 1980 : 7 268 betrekkingen.
1 januari 1981 : 7 289 betrekkingen.
1 januari 1982 : 7 299 betrekkingen.
1 januari 1983 : 7 444 betrekkingen.
1 juni 1983 : 7 573 betrekkingen.
1 oktober 1983 : 7 404 betrekkingen.

Met de aangepaste kredieten 1983 kunnen ongeveer 7 450 betrekkingen worden betaald. Overigens verwijst de Minister (F) naar het antwoord dat hij heeft gegeven op de vraag betreffende het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel, die in deel C van onderhavig verslag voorkomt.

III. Buitengewoon onderwijs

Vraag :

Aan Nederlandstalige zijde worden voor sectie 33 (Buitengewoon onderwijs) bijkredieten gevraagd ten belope van 29,4 miljoen F, terwijl 186,6 miljoen F verminderingen worden voorgesteld, d.w.z. een netto-verlaging van de kredieten met 157,2 miljoen F.

Aan Franstalige zijde worden voor sectie 33 (Buitengewone onderwijs) bijkredieten gevraagd ten belope van 246,9 miljoen F, terwijl 0,8 miljoen F verminderingen worden voorgesteld, d.w.z. een netto-verhoging van de kredieten met 246,1 miljoen F.

Hoe is dit verschil te verklaren ?

Réponse du Ministre (N) :

La réduction des crédits résulte :

1° du non-paiement en 1983 de la partie forfaitaire de la prime de fin d'année;

2° du freinage de la hausse des salaires du fait de leur adaptation limitée au coût de la vie.

Réponse du Ministre (F) :

Le Ministre (F) renvoie à la réponse qu'il a donnée à la question concernant la sous-évaluation des crédits pour l'enseignement spécial (cf. Partie C du présent rapport).

Question :

Les Ministres peuvent-ils fournir les précisions suivantes pour chaque type d'enseignement spécial (enseignement spécial primaire et enseignement spécial secondaire) :

— le nombre d'élèves en 1981-1982, en 1982-1983 et, si possible, en 1983-1984;

— le nombre d'heures organisées ou subventionnées;

— le cadre du personnel directeur et enseignant;

— le cadre du personnel paramédical;

— le nombre d'heures qui auraient pu être organisées en 1982-1983 sans application de la modération.

Réponse du Ministre (N)

Le Ministre (N) fournit les données suivantes :

a) *Nombre d'élèves*
1981-1982

Enseignement fondamental	t1	t2	t3	t4	t5	t6	t7	t8	Total — Total	Basisonderwijs
Enseignement de l'Etat	1 553	668	16	204	—	—	—	457	2 898	Rijksonderwijs.
Enseignement subventionné officiel	1 835	223	85	28	199	26	45	902	3 343	Officieel gesubsidieerd onderwijs.
Enseignement subventionné libre	6 865	1 965	674	665	648	152	487	2 093	13 539	Vrij gesubsidieerd onderwijs.
Total	10 253	2 856	775	887	847	178	532	3 452	19 780	Totaal.

Enseignement secondaire	t1	t2	t3	t4	t5	t6	t7	t8	Total — Total	Secundair onderwijs
Enseignement de l'Etat	1 407	661	3	121	—	—	—	—	2 192	Rijksonderwijs.
Enseignement subventionné officiel	2 536	324	73	32	—	32	19	—	3 016	Officieel gesubsidieerd onderwijs.
Enseignement subventionné libre	6 658	2 041	452	542	31	191	322	—	10 237	Vrij gesubsidieerd onderwijs.
Total	10 601	3 026	528	695	31	223	341	—	15 445	Totaal.

Total général	t1	t2	t3	t4	t5	t6	t7	t8	Total — Total	Algemeen totaal
Enseignement de l'Etat	2 960	1 329	19	325	—	—	—	457	5 090	Rijksonderwijs.
Enseignement subventionné officiel	4 371	547	158	60	199	58	64	902	6 359	Officieel gesubsidieerd onderwijs.
Enseignement subventionné libre	13 523	4 006	1 126	1 207	679	343	809	2 093	23 776	Vrij gesubsidieerd onderwijs.
Total	20 854	5 882	1 303	1 582	878	401	873	3 452	35 225	Totaal.

Antwoord van de Minister (N) :

De vermindering van de kredieten is het gevolg van :

1° de niet-uitbetaling in 1983 van het vast gedeelte van de eindejaarspremie;

2° de beperking van de loonstijging door de verminderde doorberekening van de stijging van de kosten van levensonderhoud.

Antwoord van de Minister (F) :

De Minister (F) verwijst naar zijn antwoord op de vraag betreffende de onderschatting van de kredieten voor buitengewoon onderwijs, die in deel C is opgenomen.

Vraag :

Kunnen de Ministers voor ieder type van buitengewoon onderwijs (B. L. O. en B. U. S. O.) de volgende gegevens verstrekken :

— aantal leerlingen in 1981-1982, 1982-1983 en, zo mogelijk, 1983-1984;

— aantal georganiseerde of gesubsidieerde uren;

— personeelsformatie voor wat betreft directie en onderwijzend personeel;

— personeelsformatie voor wat betreft paramedisch personeel;

— het aantal uren die in 1982-1983 ingericht hadden kunnen worden zonder toepassing van de matiging.

Antwoord van de Minister (N)

De Minister (N) verstrekt de volgende cijfergegevens :

a) *Aantal leerlingen*
1981-1982

1982-1983

1982-1983

Enseignement fondamental	t1	t2	t3	t4	t5	t6	t7	t8	Total — Totaal	Basisonderwijs
Enseignement de l'Etat	1 435	674	21	165	—	—	—	536	2 831	Rijksonderwijs.
Enseignement subventionné officiel ...	1 752	207	86	37	193	23	47	921	3 266	Officieel gesubsidieerd onderwijs.
Enseignement subventionné libre ...	6 416	1 916	677	649	621	146	469	2 111	13 005	Vrij gesubsidieerd onderwijs.
Total ...	9 603	2 797	784	851	814	169	516	3 568	19 102	Totaal.

Enseignement secondaire	t1	t2	t3	t4	t5	t6	t7	t8	Total — Totaal	Secundair onderwijs
Enseignement de l'Etat	1 462	666	3	130	—	—	—	—	2 261	Rijksonderwijs.
Enseignement subventionné officiel ...	2 483	317	71	32	—	31	19	—	2 953	Officieel gesubsidieerd onderwijs.
Enseignement subventionné libre ...	6 731	2 063	457	548	31	193	326	—	10 349	Vrij gesubsidieerd onderwijs.
Total ...	10 676	3 046	531	710	31	224	345	—	15 563	Totaal.

Total général	t1	t2	t3	t4	t5	t6	t7	t8	Total — Totaal	Algemeen totaal
Enseignement de l'Etat	2 897	1 340	24	295	—	—	—	536	5 092	Rijksonderwijs.
Enseignement subventionné officiel ...	4 235	524	157	69	193	54	66	921	6 219	Officieel gesubsidieerd onderwijs.
Enseignement subventionné libre ...	13 147	3 979	1 134	1 197	652	339	795	2 111	23 354	Vrij gesubsidieerd onderwijs.
Total ...	20 279	5 843	1 315	1 561	846	393	861	3 568	34 663	Totaal.

b) Nombre d'heures organisées ou subventionnées

	1981-1982 (heures) (emplois)	1982-1983 (heures) (emplois)
<i>Enseignement fondamental :</i>		
Enseignement de l'Etat ...	22 248,0	21 090,0
Enseignement subventionné officiel ...	13 262,0	12 979,0
Enseignement subventionné libre ...	54 072,5	52 386,0
Total ...	89 582,5	86 455,0
<i>Enseignement secondaire :</i>		
Enseignement de l'Etat ...	16 899,0	15 331,0
Enseignement subventionné officiel ...	16 633,0	16 626,0
Enseignement subventionné libre ...	58 980,0	57 048,0
Total ...	92 512,0	89 005,0
<i>Total général :</i>		
Enseignement de l'Etat ...	39 147,0	36 421,0
Enseignement subventionné officiel ...	29 895,0	29 605,0
Enseignement subventionné libre ...	113 052,0	109 434,0
Total ...	182 094,0	175 460,0

b) Aantal georganiseerde of gesubsidieerde uren

	1981-1982 (uren) (ambten)	1982-1983 (uren) (ambten)
<i>Basisonderwijs :</i>		
Rijksonderwijs ...	22 248,0	21 090,0
Officieel gesubsidieerd onderwijs ...	13 262,0	12 979,0
Vrij gesubsidieerd onderwijs ...	54 072,5	52 386,0
Totaal ...	89 582,5	86 455,0
<i>Secundair onderwijs :</i>		
Rijksonderwijs ...	16 899,0	15 331,0
Officieel gesubsidieerd onderwijs ...	16 633,0	16 626,0
Vrij gesubsidieerd onderwijs ...	58 980,0	57 048,0
Totaal ...	92 512,0	89 005,0
<i>Algemeen totaal :</i>		
Rijksonderwijs ...	39 147,0	36 421,0
Officieel gesubsidieerd onderwijs ...	29 895,0	29 605,0
Vrij gesubsidieerd onderwijs ...	113 052,0	109 434,0
Totaal ...	182 094,0	175 460,0

c) *Cadre du personnel administratif et enseignant*
(emplois à temps plein)

	1981-1982 (heures) (ambten)	1982-1983 (heures) (emplois)
<i>Enseignement fondamental :</i>		
Enseignement de l'Etat	455	436
Enseignement subventionné officiel ...	492	478
Enseignement subventionné libre	2 016	1 949
Total	2 963	2 863
<i>Enseignement secondaire :</i>		
Enseignement de l'Etat	475	481
Enseignement subventionné officiel ...	645	634
Enseignement subventionné libre	2 300	2 248
Total	3 460	3 363
<i>Total général :</i>		
Enseignement de l'Etat	930	917
Enseignement subventionné officiel ...	1 137	1 112
Enseignement subventionné libre	4 356	4 197
Total	6 423	6 226

d) *Cadre du personnel paramédical*

	1981-1982	1982-1983
<i>Enseignement fondamental :</i>		
Enseignement de l'Etat	281,0	248,0
Enseignement subventionné officiel ...	76,0	77,0
Enseignement subventionné libre	304,0	297,0
Total	661,0	622,0
<i>Enseignement secondaire :</i>		
Enseignement de l'Etat	145,0	115,0
Enseignement subventionné officiel ...	38,0	45,0
Enseignement subventionné libre	114,0	109,5
Total	297,0	269,5
<i>Total général :</i>		
Enseignement de l'Etat	426,0	363,0
Enseignement subventionné officiel ...	114,0	122,0
Enseignement subventionné libre	418,0	406,5
Total	958,0	891,5

e) *Le nombre d'heures qui auraient pu être organisées*
en 1982-1983 sans application de la modération
(estimation)

	Heures subventionnées (95 %)	Nombre d'heures qui auraient pu être organisées sans la modération (100 %)
Enseignement fondamental .	86 455	91 005
Enseignement secondaire ...	89 005	93 690
Total général	175 460	184 695

c) *Personeelsformatie voor wat betreft Bestuurs-*
en onderwijzend personeel (full-time ambten)

	1981-1982 (uren) (ambten)	1982-1983 (uren)
<i>Basisonderwijs :</i>		
Rijksonderwijs	455	436
Officieel gesubsidieerd onderwijs	492	478
Vrij gesubsidieerd onderwijs	2 016	1 949
Totaal	2 963	2 863
<i>Secundair onderwijs :</i>		
Rijksonderwijs	475	481
Officieel gesubsidieerd onderwijs	645	634
Vrij gesubsidieerd onderwijs	2 300	2 248
Totaal	3 460	3 363
<i>Algemeen totaal :</i>		
Rijksonderwijs	930	917
Officieel gesubsidieerd onderwijs	1 137	1 112
Vrij gesubsidieerd onderwijs	4 356	4 197
Totaal	6 423	6 226

d) *Personeelsformatie voor wat betreft*
paramedisch personeel

	1981-1982	1982-1983
<i>Basisonderwijs :</i>		
Rijksonderwijs	281,0	248,0
Officieel gesubsidieerd onderwijs	76,0	77,0
Vrij gesubsidieerd onderwijs	304,0	297,0
Totaal	661,0	622,0
<i>Secundair onderwijs :</i>		
Rijksonderwijs	145,0	115,0
Officieel gesubsidieerd onderwijs	38,0	45,0
Vrij gesubsidieerd onderwijs	114,0	109,5
Totaal	297,0	269,5
<i>Algemeen totaal :</i>		
Rijksonderwijs	426,0	363,0
Officieel gesubsidieerd onderwijs	114,0	122,0
Vrij gesubsidieerd onderwijs	418,0	406,5
Totaal	958,0	891,5

e) *Het aantal uren dat in 1982-1983 georganiseerd*
had kunnen worden zonder toepassing van de matiging
(raming)

	Gesubsidieerde uren (95 %)	Aantal uren dat had kunnen georgani- seerd worden zonder de matiging (100 %)
Basisonderwijs	86 455	91 005
Secundair onderwijs	89 005	93 690
Algemeen totaal	175 460	184 695

N. B. : les huit types d'enseignement spécial sont destinés aux jeunes présentant les handicaps suivants :

Catégorie I : Les handicapés mentaux :

- Type 1 : l'arriération mentale légère.
- Type 2 : l'arriération mentale modérée ou sévère.

Catégorie II : Les handicapés caractériels :

- Type 3 : les troubles caractériels.

Catégorie III : Les handicapés physiques :

- Type 4 : les déficiences physiques.
- Type 5 : les maladies chroniques.

Catégorie IV : Les handicapés sensoriels :

- Type 6 : les déficiences visuelles.
- Type 7 : les déficiences auditives.
- Type 8 : les troubles instrumentaux (c'est-à-dire les troubles de la parole, les troubles du langage et/ou les troubles graves affectant les aptitudes à l'étude).

Réponse du Ministre (F) :

Il n'est pas encore possible de fournir les chiffres demandés pour l'année scolaire 1983-1984.

Pour les années scolaires 1981-1982 et 1982-1983, les nombres d'élèves s'élevaient respectivement à 28 803 et 28 109 tandis que ceux des périodes organisées étaient de 145 261 et 138 511.

Si l'année scolaire 1982-1983 avait été organisée selon les directives de 1981-1982, le nombre de périodes aurait été de 141 761.

En ce qui concerne le personnel directeur et enseignant, d'une part, et le personnel paramédical, d'autre part, le Ministre (F) fournit le tableau suivant.

	1982-1983	1983-1984
	Nombre de périodes	Nombre de périodes
Personnel directeur et enseignant	112 583	± 108 000 (estimation)
Paramédical	25 928	23 616

IV. Enseignement secondaire

Question :

En ce qui concerne la programmation de l'enseignement secondaire, il est possible de faire une première évaluation du coût (année scolaire 1982-1983) par réseau et par régime linguistique.

Quelles sont les prévisions pour l'année scolaire 1983-1984 ?

Un certain nombre de mesures ont été prises dans le but de limiter les possibilités de programmation :

- blocage institutionnel;
- suppression de fait de la norme de basse fréquence;
- interprétation stricte en matière de dénominations.

Quelles mesures ont été prises exactement et quelle en est l'incidence financière pour l'année scolaire 1983-1984 (réduction des dépenses) ?

N. B. : de acht types van buitengewoon onderwijs zijn bestemd voor jongeren met de volgende types van handicap :

Catégorie I : Mentaal gehandicapten :

- Type 1 : lichte mentale stoornissen.
- Type 2 : matige en ernstige mentale stoornissen.

Catégorie II : Karakterieel gehandicapten :

- Type 3 : karakteriële stoornissen.

Catégorie III : Fysisch gehandicapten :

- Type 4 : lichamelijke gebreken.
- Type 5 : langdurige ziekten.

Catégorie IV : Zintuigelijk gehandicapten :

- Type 6 : visuele stoornissen.
- Type 7 : auditieve stoornissen.
- Type 8 : spraak-, taal- en/of ernstige leerstoornissen.

Antwoord van de Minister (F) :

De gevraagde cijfers voor het schooljaar 1983-1984 kunnen nog niet worden meegedeeld.

Voor de schooljaren 1981-1982 en 1982-1983 bedroeg het aantal leerlingen 28 803, respectievelijk 28 109, terwijl de cijfers voor de georganiseerde perioden 145 261 en 138 511 waren.

Indien het schooljaar 1982-1983 volgens de richtlijnen van 1981-1982 was georganiseerd, dan had het aantal perioden 141 761 bedragen.

Met betrekking enerzijds tot het leidinggevend en onderwijzend personeel en anderzijds tot het paramedisch personeel verstrekt de Minister (F) de volgende tabel :

	1982-1983	1983-1984
	Aantal perioden	Aantal perioden
Leidinggevend en onderwijzend personeel ...	112 583	± 108 000 (raming)
Paramedisch	25 928	23 616

IV. Secundair onderwijs

Vraag :

Inzake de programmatie van het secundair onderwijs kan een eerste evaluatie van de kostprijs opgemaakt worden (schooljaar 1982-1983) per net en per taalstelsel.

Wat zijn de vooruitzichten voor het schooljaar 1983-1984 ?

Bepaalde maatregelen worden genomen om de programmatiemogelijkheden af te remmen :

- institutionele blokkering;
- feitelijke afschaffing van de norm « lage frequentie »;
- strenge interpretatie inzake benamingen.

Welke maatregelen worden exact genomen en wat is daarvan de financiële weerslag voor het schooljaar 1983-1984 (minderuitgave) ?

Réponse du Ministre (N)

Il a été introduit pour l'année scolaire 1982-1983, 1 995 demandes de programmation, dont 812, soit 41 %, ont donné lieu à la création d'une option. Pour l'année scolaire 1983-1984, il y a eu 1 399 demandes de programmation dont 40,4 % ont donné lieu à la création d'une option.

En ce qui concerne le type II, il y a eu pour le secteur subventionné 606 demandes et 398 créations, soit 65,7 % pour 1982-1983 et 45 demandes et 28 créations, soit 62,2 % pour l'année scolaire 1983-1984.

En ce qui concerne le type I, il y a eu, pour l'année scolaire 1982-1983, 1 389 demandes, dont 669 pour l'enseignement de l'Etat et 414 créations, dont 102 pour l'enseignement de l'Etat, soit globalement 29,8 % de créations dont 15,2 % pour l'enseignement de l'Etat. Pour l'année scolaire 1983-1984, il y a eu 1 354 demandes dont 496 pour l'enseignement de l'Etat et 537 créations, dont 120 pour l'enseignement de l'Etat, soit 39,7 % de créations dont 24,2 % pour l'enseignement de l'Etat.

Aucune mesure tendant à limiter les créations d'options n'a été prise dans le secteur néerlandais :

— il n'y a pas de limitation institutionnelle, mais le département (N) applique les règles de programmation et de rationalisation qui entraînent la suppression de sections et d'options qui subsistaient en vertu d'une dérogation;

— la norme de basse fréquence n'a pas été supprimée, mais le département (N) a créé de nouvelles sections et options sur base de la norme de haute fréquence du fait que la Commission de planification n'avait pas encore été créée;

— le département (N) a donc effectivement procédé selon l'interprétation la plus rigoureuse en matière de dénominations.

Aucune intervention réglementaire n'a dès lors été nécessaire dans le secteur néerlandais pour l'année scolaire 1983-1984.

Antwoord van de Minister (N) :

Voor het schooljaar 1982-1983 werden er 1 995 aanvragen tot programmering ingediend. Hiervan werden er 812 opgericht, hetzij 40,1 %. Voor het schooljaar 1983-1984 werden er 1 399 aanvragen tot programmering ingediend, hiervan werden er 40,4 % opgericht.

Wat het type II betreft waren er voor de gesubsidieerde sector 606 aanvragen en 398 oprichtingen, hetzij 65,7 % in 1982-1983. Voor het schooljaar 1983-1984 was dit 45 aanvragen en 28 oprichtingen, hetzij 62,2 %.

Wat het type I betreft waren er voor het schooljaar 1982-1983 1 389 aanvragen waarvan 669 in het Rijksonderwijs en 414 oprichtingen waarvan 102 in het Rijksonderwijs hetzij globaal 29,8 % en 15,2 % voor het Rijksonderwijs. Voor het schooljaar 1983-1984 beliepen de aanvragen 1 354 waarvan 496 voor het Rijksonderwijs. De oprichtingen bedragen 537 waarvan 120 voor het Rijksonderwijs, hetzij globaal 39,7 % en 24,2 % voor het Rijksonderwijs.

Aan Nederlandstalige kant worden geen maatregelen genomen om de programmeringsmogelijkheden te beperken :

— er is geen institutionele beperking, wel worden de regels inzake programmering en rationalisatie toegepast zodat afdelingen en opties wegvallen die vroeger op basis van afwijking bleven bestaan;

— de norm van lage frequentie werd niet afgeschaft maar aan Nederlandstalige kant werd bij de oprichting van nieuwe afdelingen en opties de norm van hoge frequentie gehanteerd, gezien de Planificatiecommissie nog niet opgericht was;

— de strenge interpretatie inzake benoemingen werd de facto aan Nederlandstalige zijde reeds toegepast.

Voor het schooljaar 1983-1984 waren bijgevolg voor de Nederlandstalige sector geen reglementaire ingrepen nodig.

Année scolaire 1982-1983 Réseau d'enseignement — Schooljaar 1982-1983 Onderwijsnet	Nombre de demandes de programmation 1982-1983 — Aantal aanvragen tot programmering 1982-1983	Nombre de créations autorisées par la commission diocésaine de planification — Aantal toegelaten oprichtingen door diocesane planificatie- commissie	Nombre de créations autorisées par le Ministre — Aantal toegelaten oprichtingen door de Minister	Nombre de créations effectives — Aantal effectieve oprichtingen
Enseignement subventionné libre de type II. — Vrij gesubsidieerd onderwijs type II	588	469	—	382
Enseignement subventionné officiel de type II. — Officiel gesubsidieerd onderwijs type II.	18	—	—	16
Enseignement subventionné libre de type I. — Vrij gesubsidieerd onderwijs type I	542	444	—	243
Enseignement subventionné officiel de type I. — Officiel gesubsidieerd onderwijs type I.	178	—	—	69
Enseignement de l'Etat. — Rijksonderwijs ...	669	—	275	102
Année scolaire 1983-1984 Réseau d'enseignement — Schooljaar 1983-1984 Onderwijsnet	Nombre de demandes de programmation 1983-1984 — Aantal aanvragen tot programmering 1983-1984	Nombre de créations autorisées par la commission diocésaine de planification — Aantal toegelaten oprichtingen door diocesane planificatie- commissie	Nombre de créations autorisées par le Ministre — Aantal toegelaten oprichtingen door de Minister	Nombre de créations effectives — Aantal effectieve oprichtingen
Enseignement subventionné libre de type II. — Vrij gesubsidieerd onderwijs type II	32	23	—	18
Enseignement subventionné officiel de type II. — Officiel gesubsidieerd onderwijs type II.	13	—	—	10
Enseignement subventionné libre de type I. — Vrij gesubsidieerd onderwijs type I	715	623	—	347
Enseignement subventionné officiel de type I. — Officiel gesubsidieerd onderwijs type I.	143	—	—	70
Enseignement de l'Etat. — Rijksonderwijs ...	496	—	296	120

Réponse du Ministre (F)

Création d'options nouvelles
dans l'enseignement secondaire en 1982-1983

Prévisions pour 1983-1984 :

	Demandes	Périodes effect. organisées	Incidence financière
Etat	8 800	3 550	131,3
Ens. officiel ...	5 500	3 100 (estimation)	114,7
Ens. libre ...	8 490	6 664	246,6
Total	22 790	13 314	492,6

Compte tenu de l'effet additionnel des options créées au 1^{er} septembre 1983, soit une prévision de 126,4 millions, le coût de ces nouvelles options est estimé à 619 millions pour l'année budgétaire 1983.

Incidence en 1984 des options créées au 1^{er} septembre 1983 :

	Coût (en millions de F)	Périodes
Etat	105,3	2 700
Enseignement officiel ...	124,8	3 200
Enseignement libre	273,0	7 000

à majorer pour l'année budgétaire 1984 de l'impact des options créées au 1^{er} septembre 1984.

	Coût
Etat	27,0 millions
Enseignement officiel ...	31,2 millions
Enseignement libre	68,3 millions
Total 1	126,5 millions
Total 2	629,6 millions

Contenu des mesures de freinage de la création d'options :

1) Interdiction du recours à la norme de basse fréquence (voir également la réponse à la question suivante).

2) Programmation des options groupées :

Les créations éventuelles de nouvelles options auront des effets cumulatifs au cours des années suivantes.

Le phénomène se marque essentiellement pour les options groupées (de 21 à 26 h/semaine).

La diversité exagérée des intitulés d'options groupées permet de créer une deuxième option fort proche d'une autre sans que soient respectées les règles de programmation.

Pour éviter de tels abus, les options proches l'une de l'autre sont considérées comme semblables et leur création dans un C. E. S. tombe sous les règles de programmation.

De même, leur création dans une même école est soumise aux normes de dédoublement.

Afin de pouvoir appliquer raisonnablement les règles de programmation, une rationalisation des options qui a été élaborée dans l'enseignement technique et professionnel du département N est appliquée depuis septembre 1983 dans le département F.

Antwoord van de Minister (F)

Oprichting van nieuwe opties
in het secundair onderwijs in 1982-1983

Prognoses voor 1983-1984 :

	Aanvragen	Werkelijk georganiseerde perioden	Kosten
Staat	8 800	3 550	131,3
Off. onderwijs	5 500	3 100 (raming)	114,7
Vrij onderwijs	8 490	6 664	246,6
Totaal	22 790	13 314	492,6

Met inachtneming van het bijkomend effect der op 1 september 1983 opgerichte opties waarvoor 126,4 miljoen zou moeten worden uitgetrokken, worden de kosten van de nieuwe opties voor het begrotingsjaar 1983 op 619 miljoen geraamd.

Financiële gevolgen in 1984 van de op 1 september 1983 opgerichte opties :

	Kosten (in miljoenen F)	Perioden
Staat	105,3	2 700
Officieel onderwijs ...	124,8	3 200
Vrij onderwijs	273,0	7 000

voor het begrotingsjaar 1984 te vermeerderen met het effect van de op 1 september 1984 op te richten opties.

	Kosten
Staat	27,0 miljoen
Officieel onderwijs ...	31,2 miljoen
Vrij onderwijs	68,3 miljoen
Totaal 1	126,5 miljoen
Totaal 2	629,6 miljoen

Inhoud van de maatregelen om de oprichting van opties af te remmen :

1) Verbod om de norm van de lage frequentie te hanteren (zie tevens antwoord op de volgende vraag).

2) Programmatie van de gegroepeerde opties :

De eventuele oprichting van nieuwe opties zal in de komende jaren cumulatieve gevolgen hebben.

Dat verschijnsel wordt vooral waargenomen bij de gegroepeerde opties (van 21 tot 26 u/week).

De al te grote verscheidenheid van de benamingen der gegroepeerde opties maakt het mogelijk een tweede optie op te richten die nauw verwant is aan een andere, zonder dat de programmatieregels in acht genomen worden.

Om dergelijke misbruiken te voorkomen, worden opties die nauw aan elkaar verwant zijn als gelijkaardig beschouwd en de oprichting ervan in een I. S. O. valt onder de programmatieregels.

Bovendien is de oprichting ervan in eenzelfde school aan de ontdubbingsnormen onderworpen.

Ten einde de programmatieregels behoorlijk te kunnen toepassen worden de opties in de F-sector sedert 1983 gerationaliseerd naar het voorbeeld van het rationalisatieproject dat bij het technisch en beroepsonderwijs van het N-departement tot stand kwam.

Une nomenclature complète des « familles » d'options à l'intérieur desquelles s'appliquent soit les règles de la programmation soit les normes de dédoublement a été diffusée dans les trois réseaux d'enseignement.

Question :

Combien d'options nouvelles ont été créées dans l'enseignement secondaire pour l'année scolaire 1982-1983 ? Combien d'entre elles ont été créées en application de la norme de basse fréquence ?

Est-il possible de fournir les mêmes données pour 1983-1984 ?

Comment est-il possible d'appliquer la norme de basse fréquence sans intervention de la commission de planification ?

Pour quelle raison cette norme a-t-elle été appliquée alors que les ministres ont à plusieurs reprises attiré l'attention sur les conséquences budgétaires de la multiplication d'options nouvelles ?

Le Ministre (F) a précisé au sein de la Commission du pacte scolaire que des dérogations ont été accordées aux normes de programmation. Combien de dérogations ont été accordées ? Qui les a accordées ?

Réponse du Ministre (N) :

En réponse à ces questions, le Ministre (N) communique les informations suivantes :

création d'options et sections nouvelles :

année scolaire 1982-1983 :

enseignement subventionné libre type II : 382;
enseignement subventionné officiel type II : 16;
enseignement subventionné libre type I : 243;
enseignement subventionné officiel type I : 69;
enseignement de l'Etat : 102.

année scolaire 1983-1984 :

enseignement subventionné libre type II : 18;
enseignement subventionné officiel type II : 10;
enseignement subventionné libre type I : 347;
enseignement subventionné officiel type I : 70;
enseignement de l'Etat : 120.

Etant donné que, comme prévu, la Commission de planification n'a pas encore été installée, les options de basse fréquence ne peuvent être créées qu'à condition que la norme fixée pour les options de haute fréquence soit atteinte, ce qui signifie que la norme de basse fréquence n'est pas appliquée (sauf pour les écoles belges d'Allemagne, qui constituent un cas très spécifique).

Réponse du Ministre (F) :

1) *Options nouvelles créées en 1982-1983 et 1983-1984*

	Nombre de périodes 1982-1983	Nombre de périodes 1983-1984 (sous-réserve)
Etat	3 550	3 874
Provinces et communes	3 100	—
Libre	6 664	—
Total	13 314	3 874

De volledige lijst van de « vervante » opties waarop hetzij de programmatieregels, hetzij de ontdebingsnormen van toepassing zijn, werd in de drie onderwijsnetten verspreid.

Vraag :

Hoeveel nieuwe opties werden in 1982-1983 in het secundair onderwijs opgericht ? Hoeveel daarvan werden opgericht door toepassing van de norm van lage frequentie ?

Kunnen dezelfde gegevens, zo mogelijk, ook voor 1983-1984 worden verstrekt ?

Hoe kan de norm voor lage frequentie toegepast worden zonder tussenkomst van de planificatiecommissie ?

Waarom werd deze norm toegepast, gelet op het feit dat de Ministers herhaaldelijk gewezen hebben op de budgettaire gevolgen van de veelvuldige oprichtingen van nieuwe opties ?

In de schoolpactcommissie deelde de Minister (F) mee dat er afwijkingen werden toegestaan op de programmatienormen. Hoeveel ? Door wie werden die toegestaan ?

Antwoord van de Minister (N) :

In antwoord op deze vragen verstrekt de Minister (N) de volgende informatie :

oprichting van nieuwe opties en afdelingen :

schooljaar 1982-1983 :

vrij gesubsidieerd onderwijs type II : 382;
officieel gesubsidieerd onderwijs type II : 16;
vrij gesubsidieerd onderwijs type I : 243;
officieel gesubsidieerd onderwijs type I : 69;
Rijksonderwijs : 102.

schooljaar 1983-1984 :

vrij gesubsidieerd onderwijs type II : 18;
officieel gesubsidieerd onderwijs type II : 10;
vrij gesubsidieerd onderwijs type I : 347;
officieel gesubsidieerd onderwijs type I : 70;
Rijksonderwijs : 120.

Aangezien de planificatiecommissie zoals voorzien nog niet is geïnstalleerd kunnen de opties van lage frequentie maar worden opgericht mits de voor de hoge frequentie-opties gestelde norm bereikt is, m.a.w. de norm lage frequentie wordt (met uitzondering van de Belgische scholen in Duitsland — een zeer specifieke situatie) niet toegepast.

Antwoord van de Minister (F) :

1) *Nieuwe, in 1982-1983 en 1983-1984 opgerichte opties*

	Aantal perioden 1982-1983	Aantal perioden 1983-1984
Rijk	3 550	3 874
Provincies en gemeenten	3 100	—
Vrij	6 664	—
Totaal	13 314	3 874

2) Options de basse fréquence créées en 1982-1983 et 1983-1984

	Nombre d'options 1982-1983	Nombre d'options 1983-1984
Etat	8	—
Provinces et communes	8	—
Libre	22	—
Total	38	—

3) Application des normes de basse fréquence sans intervention de la Commission de Planification

Pour être organisée, une option de basse fréquence doit faire l'objet d'un avis motivé de la Commission de planification prévue par la loi du 18 septembre 1981.

A défaut de cet avis, cette option doit atteindre la norme de haute fréquence, soit 10 au 2^e degré et 8 au 3^e degré. Cette Commission n'étant pas encore constituée, aucune option de basse fréquence ne peut être reconnue comme telle.

En conséquence, toutes les options dites de « basse fréquence » qui étaient autorisées précédemment devront atteindre au moins la norme du maintien dans la 1^{re} année du degré.

4) Raisons pour lesquelles la norme de basse fréquence a été appliquée dans certains cas

Quelques options de basse fréquence atteignant toutes les normes de basse fréquence, mais pas la norme de haute fréquence exigée pour cette année scolaire, ont été maintenues parce que leur caractère, souvent unique en Belgique, correspondait à une nécessité économique.

Exemples :

- la batellerie à Huy;
- la fabrication textile à Tournai;
- le tissage et la filature à Verviers;
- l'armurerie à Liège;
- l'horlogerie à Bruxelles.

5) Dérégations aux normes de programmation

Onze dérogations aux normes de création ou de maintien ont été accordées par le Ministre. Elles concernent essentiellement le grec, le latin et quelques options techniques dont le maintien a été jugé important pour ces écoles. Elles n'ont été accordées que lorsque le nombre d'inscriptions était très proche des normes exigées.

Question :

Combien y avait-il, par réseau, d'heures organisées et d'élèves réguliers dans l'enseignement secondaire pour les années 1981-1982, 1982-1983 et 1983-1984 ?

Réponse du Ministre (N) :

Nombre d'élèves réguliers :

année scolaire 1981-1982 : 484 326;
année scolaire 1982-1983 : 481 031;
année scolaire 1983-1984 : pas encore connu.

2) Opties van lage frequentie, opgericht in 1982-1983 en 1983-1984

	Aantal opties 1982-1983	Aantal opties 1983-1984
Rijk	8	—
Provincies en gemeenten	22	—
Vrij	22	—
Totaal	38	—

3) Toepassing van de normen van lage frequentie, zonder beslissing van de Planificatiecommissie

Alvorens een optie van lage frequentie mag worden opgericht, moet de bij de wet van 18 september 1981 bedoelde Planificatiecommissie eerst een met redenen omkleed advies uitbrengen.

Bij ontstentenis van zodanig advies moet die optie de hoge frequentienorm halen, namelijk 10 in de tweede graad en 8 in de derde graad. Aangezien die commissie nog niet is samengesteld, kon nog geen enkele optie van lage frequentie als dusdanig erkend worden.

Bijgevolg moeten alle zogenaamde « lage frequentie-opties » waarvoor voorheen vergunning was verleend, ten minste de behoudsnorm in het eerste jaar van de graad halen.

4) Redenen waarom de lage frequentienorm in sommige gevallen werd toegepast

Enkele opties van lagere frequentie, die alle de lage frequentienormen halen maar niet de hoge frequentienorm welke voor dat schooljaar was vereist, werden gehandhaafd omdat hun dikwijls unieke karakter in België aan een economische noodzaak beantwoordde.

Voorbeelden :

- binnenscheepvaart te Hoes;
- textiel fabricatie te Doornik;
- weven en spinnen te Verviers;
- wapensmederij te Luik;
- uurwerkmakerij te Brussel.

5) Afwijkingen van de programmatienormen

De Minister heeft elf afwijkingen van de oprichtings- of toegestaan. Ze slaan hoofdzakelijk op behoudsnormen Grieks, Latijn en enkele technische opties waarvan de handhaving als belangrijk voor die scholen werd beschouwd. Ze werden pas toegekend nadat het aantal inschrijvingen zeer dicht bij de vereiste normen was gekomen.

Vraag :

Hoeveel bedraagt het aantal ingerichte uren en het aantal regelmatige leerlingen in het secundair onderwijs in 1981-1982, 1982-1983 en 1983-1984, per net ?

Antwoord van de Minister (N) :

Aantal regelmatige leerlingen :

schooljaar 1981-1982 : 484 326;
schooljaar 1982-1983 : 481 032;
schooljaar 1983-1984 : nog niet bekend.

Résumé 1981-1982

Nombre d'élèves et nombre d'heures de cours « justifiées » par réseau et par type selon les catégories suivantes :

001-100 élèves; 101-250 élèves; 251-500 élèves; 501-750 élèves; 751-1 000 élèves; 1 001-1 100 élèves; 1 100 élèves et plus.

A. Enseignement de l'Etat — Type I

Samenvatting 1981-1982

Aantal leerlingen en aantal « gerechtvaardigde » lesuren, per net en per type volgens de volgende categorieën :

001-100 leerlingen; 101-250 leerlingen; 250-500 leerlingen; 501-750 leerlingen; 751-1 000 leerlingen; 1 001-1 100 leerlingen; 1 100 leerlingen en meer.

A. Rijksonderwijs — Type I

	Nombre d'élèves — Aantal leerlingen	Nombre d'heures de cours — Aantal lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	2 591,0	9 947,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	30 179,0	107 068,0		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	45 289,0	144 611,5		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	17 503,0	56 626,5		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	3 434,0	8 980,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	—	—		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	—	—		1 100 en meer.
Totaux	98 996,0	327 232,0	3,3055072	Totaal.

B. Enseignement subventionné officiel — Type I

B. Officieel gesubsidieerd onderwijs — Type I

	Nombre d'élèves — Aantal leerlingen	Nombre d'heures de cours — Aantal lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	451,0	1 496,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	6 044,0	18 779,0		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	7 134,0	21 916,0		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	3 703,0	11 341,0		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	814,0	2 632,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	—	—		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	1 143,0	2 913,0		1 100 en meer.
Totaux	19 289,0	59 077,0	3,06273	Totaal.

C. Enseignement subventionné libre — Type I

C. Vrij gesubsidieerd onderwijs — Type I

	Nombre d'élèves — Aantal leerlingen	Nombre d'heures de cours — Aantal lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	86,0	302,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	3 837,0	10 058,5		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	4 625,0	13 514,5		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	5 771,0	11 190,0		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	2 757,0	6 749,5		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	3 101,0	8 800,0		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	4 161,0	10 115,0		1 100 en meer.
Totaux	24 338,0	60 728,5	2,4951927	Totaal.

D. Enseignement subventionné officiel en voie de passage au type I

D. Officieel gesubsidieerd onderwijs in overgang naar het type I

	TYPE I			TYPE II			
	Elèves — Leerlingen	Heures de cours — Lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	Elèves — Leerlingen	Heures de cours — Lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	55,0	186,0		169,0	797,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	254,0	1 112,0		1 544,0	4 390,0		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	816,0	2 506,0		4 362,0	11 729,0		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	2 278,0	6 592,0		3 201,0	8 228,0		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	620,0	1 816,0		209,0	785,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	139,0	372,0		928,0	2 253,0		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	—	—		—	—		1 100 en meer.
Totaux	4 162,0	12 584,0	3,0235463	10 413,0	28 182,0	2,7064246	Totalen.

E. Enseignement subventionné libre en voie de passage au type I

E. Vrij gesubsidieerd onderwijs in overgang naar het type I

	TYPE I			TYPE II			
	Elèves — Leerlingen	Heures de cours — Lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	Elèves — Leerlingen	Heures de cours — Lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	205,0	722,0		553,0	1 048,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	2 873,0	8 693,0		5 492,0	13 566,0		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	8 968,0	26 874,0		16 108,0	33 294,0		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	6 035,0	16 880,5		12 122,0	23 886,0		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	5 438,0	16 718,0		5 097,0	13 267,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	154,0	414,0		888,0	2 169,0		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	1 858,0	4 891,0		1 176,0	3 038,0		1 100 en meer.
Totaux	25 531,0	75 192,5	2,9451255	41 436,0	90 268,0	2,1784921	Totalen.

F. Enseignement subventionné officiel de type II — E. S. G.

F. Officieel gesubsidieerd onderwijs type II — A. S. O.

	Elèves — Leerlingen	Heures de cours — Lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
101-250 élèves	545,0	1 104,0		101-250 leerlingen.
501-750 élèves	589,0	1 009,0		501-750 leerlingen.
Totaux	1 134,0	2 113,0	1,8633156	Totalen.

G. Enseignement subventionné officiel de type II — E. S. T. — E. S. P.

G. Officieel gesubsidieerd onderwijs type II — T. S. O. — B. S. O.

	Nombre d'élèves — Aantal leerlingen	Nombre d'heures de cours — Aantal lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	381,0	1 340,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	2 057,0	6 057,5		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	1 624,0	4 213,0		251- 500 leerlingen.
751-1 000 élèves	751,0	1 836,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	—	—		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	1 870,0	4 237,0		1 100 en meer.
Totaux	6 683,0	17 683,5	2,6459673	Totalen.

H. Enseignement subventionné libre de type II — E. S. G. | H. Vrij gesubsidieerd onderwijs type II — A. S. O.

	Nombre d'élèves — Aantal leerlingen	Nombre d'heures de cours — Aantal lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	1 729,0	3 407,0		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	13 158,0	24 442,0		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	30 615,0	61 690,5		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	32 376,0	50 896,0		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	21 328,0	32 106,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	9 472,0	13 880,0		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	2 482,0	3 475,0		1 100 en meer.
Totaux	111 160,0	189 896,5	1,7083123	Totalen.

I. Enseignement subventionné libre de type II — E. S. T. | I. Vrij gesubsidieerd onderwijs type II — T. S. O. —
— E. S. P. | — B. S. O.

	Nombre d'élèves — Aantal leerlingen	Nombre d'heures de cours — Aantal lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
001- 100 élèves	3 854,0	11 962,5		001- 100 leerlingen.
101- 250 élèves	20 635,0	57 817,0		101- 250 leerlingen.
251- 500 élèves	40 826,0	99 537,5		251- 500 leerlingen.
501- 750 élèves	21 847,0	49 203,0		501- 750 leerlingen.
751-1 000 élèves	18 425,0	43 790,0		751-1 000 leerlingen.
1 001-1 100 élèves	4 245,0	10 073,0		1 001-1 100 leerlingen.
1 100 et plus	23 531,0	55 774,0		1 100 en meer.
Totaux	133 363,0	328 157,0	2,46063	Totalen.

Résumé général

Algemene samenvatting

	Elèves — Leerlingen	Heures de cours — Lesuren	Nombre d'heures de cours par élève — Aantal lesuren per leerling	
Type I				Type I
A. Etat	98 996	327 232,0	3,3055072	A. Rijk.
B. Subventionné officiel	19 289	59 077,0	3,06273	B. Officieel gesubsidieerd.
C. Subventionné libre	24 338	60 728,5	2,4951927	C. Vrij gesubsidieerd.
D. Subventionné officiel (en voie de passage)	4 162	12 584,0	3,0235463	D. Officieel gesubsidieerd (in overgang).
E. Subventionné libre (en voie de passage)	25 531	75 192,5	2,9451255	E. Vrij gesubsidieerd (in overgang).
Totaux	172 316	534 814,0	3,1036816	Totalen.
Type II				Type II
D. Subventionné officiel (en voie de passage)	10 413	28 182,0	2,7064246	D. Officieel gesubsidieerd (in overgang).
E. Subventionné libre (en voie de passage)	41 436	90 268,0	2,1784921	E. Vrij gesubsidieerd (in overgang).
F. Subventionné officiel, enseignement E. S. G.	1 134	2 113,0	1,8633156	F. Officieel gesubsidieerd, onderwijs A. S. O.
G. Subventionné officiel, enseignement E. S. T. — E. S. P.	6 683	17 683,5	2,6459673	G. Officieel gesubsidieerd, onderwijs T. S. O. — B. S. O.
H. Subventionné libre, enseignement E. S. G.	111 160	189 896,5	1,7083123	H. Vrij gesubsidieerd, onderwijs A. S. O.
I. Subventionné libre, enseignement E. S. T. — E. S. P.	133 363	328 157,0	2,46063	I. Vrij gesubsidieerd, onderwijs T. S. O. — B. S. O.
Totaux	304 189	656 300,0	2,157540	Totalen.

Réponse du Ministre (F) :

Nombre d'heures organisées et nombre d'élèves réguliers dans l'enseignement secondaire, par réseau

Nombre d'heures	1981-1982	1982-1983	1983-1984
Etat	620 004	597 806	598 972
Provinces et communes ...	709 632	692 164	1 620 234
Libre	911 702	903 012	—
Total	2 241 338	2 192 982	2 219 206
Nombre d'élèves	1981-1982	1982-1983	1983-1984
Etat	99 688	99 703	101 989
Provinces et communes ...	74 080	73 062	—
Libre	162 036	164 814	—
Total	335 804	337 579	—

V. Informatique

Question :

Pour quelle raison les montants de la tranche sélective informatique ne sont-ils pas identiques pour les deux régimes ?

Réponse des deux Ministres :

Un crédit identique de 42,7 millions avait été prévu pour chaque secteur (F et N) dans le cadre du programme national d'investissement et plus particulièrement dans la tranche sélective bureautique.

Ce crédit n'a toutefois pas été inscrit de la même manière dans les deux budgets.

Le feuillet d'ajustement du budget (N) de 1983 prévoit un crédit de 20 millions à l'article 12.23 de la section 34 des dépenses courantes et un crédit de 22,7 millions à l'article 74.02 de la section 34 des dépenses de capital.

La répartition en dépenses courantes et dépenses de capital résulte du fait que le projet bureautique implique la nécessité d'acheter des biens de capital (dépenses de capital), mais aussi de louer certains appareils, de développer des programmes et de former le personnel (dépenses courantes).

Le feuillet d'ajustement du budget (F) de 1983 prévoit un crédit de 35,7 millions à l'article 12.23 de la section 35 des dépenses courantes et un crédit de 7 millions à l'article 74.02 de la section 35 des dépenses de capital.

Le premier crédit est affecté aux dépenses courantes afférentes au projet d'enseignement assisté par ordinateur, le second aux investissements relatifs au projet DIACEC.

Question :

Quelle est la politique poursuivie par les Ministres en ce qui concerne l'informatique dans l'enseignement ?

Dans l'enseignement, le rôle de l'ordinateur se situe sur deux plans :

a) le matériel mis à la disposition des écoles peut être utilisé pour l'administration, etc.;

Antwoord van de Minister (F) :

Aantal uren en aantal regelmatige leerlingen in het secundair onderwijs per net

Aantal uren	1981-1982	1982-1983	1983-1984
Rijk	620 004	597 806	598 972
Provincies en gemeenten ...	709 632	692 164	1 620 234
Vrij	911 702	903 012	—
Totaal	2 241 338	2 192 982	2 219 206
Aantal leerlingen	1981-1982	1982-1983	1983-1984
Rijk	99 688	99 703	101 989
Provincies en gemeenten ...	74 080	73 062	—
Vrij	162 036	164 814	—
Totaal	335 804	337 579	—

V. Informatica

Vraag :

Hoe is het te verklaren dat er in beide regimes verschillende bedragen ingeschreven zijn voortkomend uit de selectie schijf informatica ?

Antwoord van beide Ministers :

Voor beide sectoren N en F werd er in het kader van het nationaal investeringsprogramma, meer bepaald van de selectieve schijf bureautica, een gelijk krediet toegekend van 42,7 miljoen.

De wijze van budgettaire inschrijving is evenwel verschillend tussen beide begrotingen.

In het aanpassingsblad 1983 bij de begroting N vindt men enerzijds een krediet van 20,0 miljoen op artikel 12.23 van sectie 34 van de lopende uitgaven en anderzijds een krediet van 22,7 miljoen op artikel 74.02 van sectie 34 van de kapitaaluitgaven.

De opsplitsing in lopende en kapitaaluitgaven is het gevolg van het feit dat in het kader van dit bureauticaproject niet alleen kapitaalgoederen moeten kunnen worden aangekocht (kapitaaluitgaven) maar dat ook bepaalde apparatuur moet kunnen worden gehuurd, programma's moeten worden ontwikkeld en opleiding moet worden verstrekt (lopende uitgaven).

In het aanpassingsblad 1983 bij de begroting (F) vindt men enerzijds een krediet van 35,7 miljoen op artikel 12.23 van sectie 35 van de lopende uitgaven en anderzijds een krediet van 7 miljoen op artikel 74.02 van sectie 35 van de kapitaaluitgaven.

Het eerste krediet is bestemd voor lopende uitgaven in verband met het project voor door computer ondersteund onderwijs, het tweede voor investeringen met het oog op het DIACEC-project.

Vraag :

Welke politiek streven de Ministers na inzake informatica in het onderwijs ?

De computer speelt in het onderwijs in een dubbel opzicht een rol :

a) de apparatuur die ter beschikking van de scholen wordt gesteld, kan worden benut voor de administratie, e.d.;

b) le maniement de l'ordinateur est repris dans les programmes.

L'introduction de l'informatique dans les écoles nécessite cependant une coordination ainsi qu'une approche planifiée. De quelle manière les Ministres tentent-ils de contrôler le développement de l'informatique ?

Plus concrètement, comment les 20 millions prévus au titre des dépenses courantes dans le feuillet d'ajustement du régime néerlandais seront-ils utilisés ?

Réponse du Ministre (N)

Un groupe de coordination, composé de représentants des différents réseaux d'enseignement et de l'administration et chargé d'harmoniser la politique en matière d'informatique, a été installé officiellement en janvier 1984.

Notre politique consiste à exploiter toutes les possibilités offertes par l'ordinateur tout en empêchant un développement anarchique. L'école doit s'ouvrir à cette discipline d'avenir, mais il faut mettre soigneusement en balance les intérêts de l'enseignement et les intérêts économiques inhérents à l'informatique.

Les discussions du groupe de coordination sont basées sur des thèmes fournis par le Ministre (N). Un premier rapport devrait être présenté pour la fin du mois d'avril. Il sera alors possible de mieux évaluer la situation.

Le crédit de 20 millions de F peut être affecté au développement de projets de rénovation technologique contribuant à élargir l'éventail des biens et des services offerts par les entreprises belges et à créer des débouchés à l'étranger.

Dans le cadre du plan informatique du département de l'Education nationale (N), qui est axé sur le développement de l'automatisation dans l'administration et dans les écoles et les centres d'enseignement, en liaison avec l'administration, on prépare actuellement grâce à ces crédits la constitution de banques de données pour les élèves et pour les professeurs ainsi que le développement de systèmes interactifs entre les unités centrales et les unités décentralisées.

Réponse du Ministre (F)

L'introduction de l'informatique dans l'enseignement s'effectue avec toute la prudence requise. Ce secteur connaît en effet un développement fulgurant et il convient par conséquent de se garder d'investir trop rapidement.

Le Ministre (F) déclare qu'il présentera un exposé très détaillé sur l'introduction de l'informatique dans l'enseignement à l'occasion de l'examen du budget pour 1984.

VI. Enseignement supérieur

Question :

Dans le régime néerlandais, 60 % des étudiants de 19 à 24 ans fréquentent l'enseignement supérieur non universitaire (E. S. N. U.) et 40 % font leur études à l'université.

On constate que la proportion est exactement inverse dans le régime français.

Cette constatation, jointe au fait que la population F concernée est moins nombreuse que la population N, pose le problème du rapport entre les crédits prévus pour l'E. S. N. U. dans chaque régime.

Les Ministres peuvent-ils communiquer le nombre de périodes organisées et subventionnées dans l'E. S. N. U. ?

Quelle est l'évolution de la population scolaire ?

Quel est le coût salarial par étudiant ?

b) inhoudelijk wordt het leren omgaan met computers in de programma's opgenomen.

Coördinatie en planmatige aanpak zijn daarbij echter noodzakelijk. Hoe trachten de Ministers de ontwikkeling van de informatica in de hand te houden ?

Wat gebeurt, meer concreet, met de 20 miljoen aan lopende uitgaven die aan Nederlandstalige zijde in het bijblad zijn opgenomen ?

Antwoord van de Minister (N)

In januari 1984 werd officieel een stuurgroep met vertegenwoordigers van de verschillende netten en van de administratie geïnstalleerd met het oog op een betere coördinatie van het beleid inzake informatica.

Er wordt naar gestreefd tegelijk alle mogelijkheden van de computer te benutten, en toch wildgroei te voorkomen. De school moet openstaan voor deze toekomstgerichte tak van kennis, maar het belang van het onderwijs moet zorgvuldig worden afgewogen tegen de economische belangen die met de informatica samenhangen.

De stuurgroep baseert zijn besprekingen op door de Minister (N) opgegeven thema's en wordt geacht tegen einde april een eerste rapport in te dienen. Dan zal de situatie al beter geëvalueerd kunnen worden.

Het krediet van 20 miljoen kan worden aangewend voor de ontwikkeling van technologisch vernieuwende projecten die ten goede komen van de verdere uitbouw van goederen en diensten door Belgische ondernemingen en een mogelijkheid tot afzet in het buitenland scheppen.

In het kader van het informaticaplan van het onderwijsdepartement, dat gericht is op een verdere uitbouw van de automatisering binnen de administratie en van de automatisering binnen de scholen en de scholengemeenschappen in verbinding met de administratie, wordt met deze kredieten thans de opstelling voorbereid van leerlingen- en lerendatabanken en van de interactieve systemen die tussen de centrale en de gedecentraliseerde eenheden moeten worden ontwikkeld.

Antwoord van de Minister (F)

Bij de invoering van de informatica in het onderwijs, wordt met gepaste behoedzaamheid te werk gegaan. De ontwikkeling van deze sector verloopt immers razendsnel, en men moet er zich derhalve voor hoeden overhaaste investeringen te doen.

De Minister (F) belooft in het kader van de begroting 1984 uitgebreid te zullen ingaan op de problematiek van de invoering van de computer in het onderwijs.

VI. Hoger onderwijs

Vraag :

Aan Nederlandstalige zijde blijken de studenten uit de leeftijdscategorie 19-24 jaar voor 60 % naar het H. O. B. U. (Hoger onderwijs buiten de universiteit) en voor 40 % naar de universiteiten te gaan.

Aan Franstalige zijde kan men precies de omgekeerde verhouding vaststellen.

Rekening houdend met deze vaststelling en met het feit dat de bedoelde bevolkingsgroep kleiner is aan F-zijde dan aan N-zijde, rijzen vragen omtrent de verhouding van de kredieten voor het H. O. B. U. tussen de Franstalige en de Nederlandstalige sector.

Kunnen de Ministers meedelen hoeveel georganiseerde en gesubsidieerde uren er zijn in het H. O. B. U. ?

Hoe ontwikkelt het leerlingenaantal zich ?

Hoeveel bedragen de loonkosten per student ?

Reponse du Ministre (N) :

Il ressort des statistiques de population que le groupe de 18 à 24 ans comptait, en 1983, 1 117 412 personnes pour l'ensemble du pays, dont 667 088 dans la Région flamande, 352 098 dans la Région wallonne et 98 226 dans la Région bruxelloise. Il y a donc plus de 60 % de néerlandophones dans le groupe considéré.

Au 1^{er} février 1983, 84 924 étudiants belges étaient inscrits dans nos universités, dont 37 507, soit 44,17 %, dans le régime français et 47 417, soit 55,83 %, dans le régime néerlandais.

Il y a donc proportionnellement moins d'étudiants universitaires flamands que d'étudiants universitaires francophones. La population universitaire belge flamande a toutefois progressé de 3,2 % en 1983 cependant que l'on constatait une diminution de 0,45 % dans le régime français.

L'E. S. N. U du régime néerlandais comptait, pour l'année scolaire 1982-1983, 65 400 étudiants, dont 14 534 dans le type long et 50 866 dans le type court. Ces chiffres étaient respectivement de 13 854 et de 48 737, soit au total 62 591 pour l'année scolaire 1981-1982.

Les chiffres relevés le trentième jour ouvrable de l'année scolaire 1983-1984 indiquent que cette progression se poursuit.

Le nombre de périodes de cours organisées dans l'E.S.N.U. de type court était de 95 321 pour l'année scolaire 1982-1983. Le nombre de périodes en question est fonction de trois éléments :

- le nombre d'étudiants;
- le nombre de périodes par semaine et par étudiants;
- le type de matière lié à une norme.

En ce qui concerne l'E. S. N. U. de type long, le nombre d'unités de personnel d'encadrement admis pour chacune des trois catégories de personnel (direction et professeurs, assistants, chargés de cours et chefs de travaux, etc.) est déterminé par le nombre d'étudiants.

Il est actuellement impossible de déterminer le coût par élève pour le type court et le type long pris séparément.

Sur base du budget ajusté de 1983, le coût salarial global par étudiant s'établit comme suit :

	E. E.	E. S. O.	E. S. L.
— Traitements P. E. (millions)	1 468,7	930,0	4 174,5
— Etudiants	13 427	11 020	40 953
— Coût salarial / étudiant	109 384	84 392	101 934

Réponse du Ministre (F) :

Enseignement supérieur subventionné :

1982-1983 : Nombre d'étudiants : 21 536 — Nombre de périodes organisées : 52 157 h.

1983-1984 : Chiffre non encore connus pour l'ensemble des établissements.

Enseignement supérieur de l'Etat :

1982-1983 : Nombre d'étudiants : 5 633 — Nombre de périodes organisées : 12 856 h.

1983-1984 : Chiffres non définitifs.

Pour l'année 1982-1983, le coût moyen d'un étudiant de l'enseignement supérieur (F) est estimé à 138 000 F.

Antwoord van de Minister (N) :

Uit de bevolkingsstatistieken blijkt dat in het jaar 1983 de leeftijdscategorie van de 18 tot 24-jarigen voor het ganse land 1 117 412 personen telde, waarvan 667 088 in het Vlaamse Gewest, 352 098 in het Waalse Gewest en 98 226 in het Brusselse Gewest. Meer dan 60 % van deze bevolkingsgroep is bijgevolg Nederlandstalig.

Per 1 februari 1983 waren er aan de Belgische universiteiten 84 924 Belgische studenten ingeschreven, waarvan 37 507 of 44,17 % in het Franstalig stelsel en 47 417 of 55,83 % aan de Nederlandstalige universiteiten.

De participatiegraad van de Vlaamse bevolkingsgroep aan het universitair onderwijs ligt dus lager dan aan Franstalige zijde. Aan Nederlandstalige zijde is er evenwel nog een aangroei van de universitaire studentenbevolking van Belgische nationaliteit : + 3,2 % in 1983. Aan Franstalige kant is de trend dalend : - 0,45 %.

Inzake het H. O. B. U. waren er tijdens het schooljaar 1982-1983 65 400 studenten aan Nederlandstalige H.O.B.U. instellingen ingeschreven waarvan 14 534 in het lange type en 50 866 in het korte type. Voor het schooljaar 1981-1982 waren deze cijfers respectievelijk 13 854 en 48 737 of 62 591 in totaal.

Op basis van voorlopige cijfers opgenomen op de 30^e schooldag van het schooljaar 1983-1984 stelt men vast dat de stijgende trend zich doorzet.

In het H. O. B. U. van het korte type bedroeg het aantal ingerichte lestijden in het schooljaar 1982-1983 95 321 eenheden. Dit aanbod van lestijden is afhankelijk van drie factoren :

- aantal studenten;
- aantal uren per week per student;
- aard der vakken met normenimplicatie.

Wat het H. O. B. U. van het lange type betreft, bepaalt het aantal studenten het aantal studiebegeleidingseenheden dat voor de 3 categorieën personeel mag aangewend worden (directie en hoogleraars, assistenten, docenten, werkleiders, enz.).

Voorlopig is het onmogelijk een opsplitsing te maken van de kostprijs per student in het korte en het lange type.

Globaal kan thans gesteld worden dat op basis van de aangepaste begroting 1983 de loonkost per student de volgende is :

	R. O.	O. G. O.	V. G. O.
— Lonen O. P. (miljoenen)	1 468,7	930,0	4 174,5
— Studenten	13 427	11 020	40 953
— Loonkosten / student	109 384	84 392	101 934

Antwoord van de Minister (F) :

Gesubsidieerd hoger onderwijs :

1982-1983 : Aantal studenten : 21 536 — Aantal georganiseerde perioden : 52 157 u.

1983-1984 : Nog niet bekende cijfers voor het geheel der inrichtingen.

Hoger onderwijs van het Rijk :

1982-1983 : Aantal studenten : 5 633 — Aantal georganiseerde perioden : 12 856 u.

1983-1984 : Niet definitieve cijfers.

Voor het jaar 1982-1983 wordt de gemiddelde kostprijs per hoogstudent (F) op 138 000 F geraamd.

Question :

En vertu d'une mesure récente, les subventions de fonctionnement des établissements de l'E. S. N. U. seront désormais calculées en fonction du nombre d'étudiants au 1^{er} février de l'année scolaire précédente.

Cette mesure permet de maintenir la plupart des établissements dont la population scolaire diminue, mais pénalise les établissements dynamiques qui enregistrent une progression.

La mesure en question est-elle dès lors justifiée si l'on ajoute qu'elle aura également un effet négatif pour le personnel des établissements susvisés, qui devra accomplir gratuitement des prestations supplémentaires ?

La plupart des établissements qui continuent à se développer sont par ailleurs situés dans le Limbourg dont on connaît la situation très difficile et qui se voit ainsi une fois de plus défavorisé.

Réponse du Ministre (N) :

La liquidation ponctuelle des subventions de fonctionnement (solde pour fin juin) pose des problèmes chaque année.

Il faut souligner à cet égard que la préparation des dossiers est retardée par la discussion du taux d'augmentation des subventions de fonctionnement au sein de la Commission du pacte scolaire et par la modification de l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 qu'implique ladite augmentation et qu'en outre la date du comptage des élèves pris en considération pour le subventionnement est déterminée alors que l'année scolaire est déjà fort avancée (fin janvier, début février), de sorte que la vérification empêche dans une large mesure la liquidation ponctuelle (avant fin juin) du solde des subventions de fonctionnement.

Les dates de comptage seront modifiées sous peu par un arrêté royal qui établira en outre des procédures de comptage précises en cas de fusion ou de scission d'établissements, etc.

Après l'entrée en vigueur de cet arrêté royal, il sera possible de liquider ponctuellement les subventions de fonctionnement et la Commission du pacte scolaire pourra discuter du taux d'augmentation de ces subventions en disposant des données précises quant aux nombres d'élèves; de même, les crédits nécessaires pour les subventions de fonctionnement pourront faire l'objet d'une inscription très précise au budget de l'Éducation nationale.

Les crédits pouvant être libérés à temps et la liquidation des subventions se faisant ponctuellement, les établissements seront en mesure d'établir un budget prévisionnel réalisable qui leur permettra d'éviter les problèmes de financement. Ces avantages du nouveau système l'emportent sur l'inconvénient que pourrait représenter pour certains établissements le non-subventionnement d'une augmentation éventuelle de leur population scolaire ou le non-subventionnement d'une section ou option nouvelle.

Réponse du Ministre (F)

Le problème auquel le membre fait allusion est bien réel, mais il s'agit en l'occurrence d'un inconvénient inévitable d'une mesure dans l'ensemble très positive.

Le fait de prendre pour base la population scolaire du 1^{er} février de l'année précédente simplifie considérablement le calcul des montants et permettra de connaître les chiffres définitifs beaucoup plus tôt. Les nominations pourront être effectuées en juin et il ne sera donc plus nécessaire d'attendre le début de l'année scolaire. Les subventions de fonctionnement pourront être liquidées beaucoup plus tôt, la base de calcul étant connue depuis un semestre. Il s'agit là d'avantages considérables y compris pour les établissements auxquels l'intervenant a fait allusion.

Vraag :

De werkingstoelagen voor de instellingen van het H. O. B. U. worden voortaan, ingevolge een recente maatregel, vastgelegd op grond van het leerlingenaantal op 1 februari van het voorgaande schooljaar.

Dit biedt de meeste scholen, waar het leerlingenaantal terugloopt, de mogelijkheid zich te handhaven, maar de enkele dynamische scholen waar nog groei is, worden erdoor gepenaliseerd.

Is dit wel te rechtvaardigen, temeer daar het personeel van deze instellingen er de dupe van zal worden en gratis overuren zal moeten presteren ?

Bovendien situeert het merendeel van deze nog in groei zijnde scholen zich in Limburg, zodat andermaal deze reeds zo zwaar getroffen provincie wordt benadeeld.

Antwoord van de Minister (N) :

Elk jaar stelt het tijdig betalen van de werkingstoelagen (saldo voor eind juni) problemen.

Niet alleen leidt de bespreking van de stijgingsvoet van de werkingstoelagen in de schoolpactcommissie en de hieraan verbonden wijziging van artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot een vertraging in de voorbereiding van de dossiers, maar het is daarenboven zo dat de tellingsdatum van de leerlingen die voor subsidiëring in aanmerking komen vrij laat in het schooljaar bepaald is (eind januari, begin februari) zodat de verificatie de tijdige betaling van het saldo der werkingstoelagen (voor einde juni) in het gedrang brengt.

De wijziging van de tellingsdata zal eerlang bij koninklijk besluit worden geregeld. Hierin zullen tevens de precieze tellingsprocedures in verband met scholen die fusioneren, afsplitsen, enz., worden geregeld.

Door dit koninklijk besluit wordt het mogelijk de werkingstoelagen tijdig uit te keren; bovendien wordt het mogelijk dat de schoolpactcommissie bij de bespreking van de stijgingsvoet van de werkingstoelagen exacte leerlinggegevens hanteert en wordt het mogelijk in de begroting Onderwijs de juiste kredieten voor werkingstoelagen in te schrijven.

Door het tijdig kunnen beschikken over de kredieten en door de tijdige uitbetaling van de toelagen zal het de scholen mogelijk zijn vooraf haalbare begrotingen op te stellen en zodoende financieringsproblemen vermijden. Deze voordelen zijn groter dan het verlies dat een school zou lijden in het nieuwe systeem door het niet betoelagen tijdens het eerste jaar van de eventuele stijging van het aantal leerlingen of door de niet betoelaging van een nieuwe afdeling of optie.

Antwoord van de Minister (F)

Het door het geachte lid genoemde probleem is reëel, maar het is een, helaas, onvermijdelijk bijkomend effect van een in zijn geheel genomen zeer positieve maatregel.

Immers door zich op de leerlingenaantallen van 1 februari van het vorige jaar te baseren wordt het berekenen van de bedragen sterk vereenvoudigd en zullen de definitieve cijfers veel vroeger bekend zijn. Benoemingen zullen kunnen geschieden in juni, in plaats van het begin van het schooljaar te moeten afwachten. Ook de werkingstoelagen zullen veel vroeger kunnen worden uitbetaald, daar het uitgangspunt voor de berekening een half jaar eerder bekend is. Dit zijn toch aanzienlijke voordelen, ook voor de door het geachte lid bedoelde instellingen.

VII. Enseignement de promotion sociale

Question :

Il ressort de la comparaison des budgets F et N que les dépenses relatives à l'enseignement de promotion sociale sont identiques pour les deux régimes. Comment cette égalité s'explique-t-elle ? Les Ministres peuvent-ils fournir des données précises concernant le nombre de périodes organisées, les charges et les nombres d'élèves ?

Réponse du Ministre (N)

Le Ministre communique les statistiques suivantes concernant la situation de l'enseignement de promotion sociale pour l'année scolaire 1982-1983 :

	E.E.	E.S.O.	E.S.L.
Nombre d'élèves	30 017	28 864	45 693
Nombre de périodes organisées	17 202	12 392	17 902
Nombre moyen d'élèves par période organisée .	1,75	2,33	2,55
Dépenses réelles (en millions de F)	740,9	508,3	815,7
Coût par élève (en francs)	24 683	17 612	17 852
Coût par période organisée (en francs)	43 073	41 022	45 565

Réponse du Ministre (F) :

Le Ministre (F) fournit les données suivantes concernant l'enseignement de promotion sociale (pour tous les réseaux) :

	1982-1983	1983-1984
Nombre d'élèves ...	102 552	+ 6 % (= 6 153) (estimation sur base des populations scolaires déjà connues)
Nombre de professeurs	9 106	± 9 150 (estimation)

Dans l'enseignement de promotion sociale (F), le coût moyen d'un étudiant est évalué à 20 700 F.

VIII. Enseignement artistique

Question :

Dans le feuillet d'ajustement du budget pour le régime néerlandais, il est demandé, à la section 39, des crédits supplémentaires pour 33,4 millions de F destinés à l'Administration générale — Secteur Culture néerlandaise (p. 25). Il s'agit vraisemblablement de l'enseignement artistique. Aucune section analogue ne figure dans le feuillet d'ajustement pour le régime français.

Pourquoi des crédits supplémentaires sont-ils sollicités pour le régime néerlandais et pas pour le régime français ?

Ces crédits prévus pour le régime néerlandais couvrent-ils le coût total et à combien ces crédits s'élèvent-ils pour le régime français ?

Les Ministres peuvent-ils préciser si ces fonctionnaires sont également chargés du budget des affaires biculturelles ?

VII. Onderwijs voor sociale promotie

Vraag :

Uit de vergelijking van de begrotingen N en F blijkt dat de uitgaven voor het onderwijs voor sociale promotie in beide regimes gelijk zijn. Hoe is dit te verklaren ? Kunnen de Ministers nadere inlichtingen verstrekken omtrent het aantal georganiseerde lesuren, de lesopdrachten en het aantal leerlingen ?

Antwoord van de Minister (N)

De Minister (N) verstrekt met betrekking tot het schooljaar 1982-1983 een overzicht van de gevraagde statistische gegevens betreffende het onderwijs voor sociale promotie :

	R.O.	O.G.O.	V.G.O.
Aantal leerlingen	30 017	28 864	45 693
Aantal ingerichte lesuren	17 202	12 392	17 902
Gemiddeld aantal leerlingen per ingericht lesuur	1,75	2,33	2,55
Werkelijke uitgaven (in miljoenen F)	740,9	508,3	815,7
Kostprijs per leerling (in frank)	24 683	17 612	17 852
Kostprijs per ingericht lesuur (in frank)	43 073	41 022	45 565

Antwoord van de Minister (F) :

De Minister (F) verstrekt de volgende gegevens betreffende het onderwijs voor sociale promotie (voor alle netten) :

	1982-1983	1983-1984
Aantal leerlingen ...	102 552	+ 6 % (= 6 153) (raming op basis van de reeds gekende schoolbevolking)
Aantal leraars	9 106	± 9 150 (raming)

In het onderwijs voor sociale promotie (F) wordt de gemiddelde kostprijs per student op 20 700 F geraamd.

VIII. Kunstonderwijs

Vraag :

In het bijblad bij de begroting voor het Nederlandstalig regime blijken er voor het Algemeen Bestuur — sector Nederlandse Cultuur — sectie 39 bijkredieten te worden aangevraagd voor 33,4 miljoen (blz. 25). Vermoedelijk gaat het hier om het kunstonderwijs. In het bijblad voor de Franse sector komt geen gelijkaardige sectie voor.

Waarom wordt dit bijkrediet aan N-zijde ingeschreven en waarom niet aan F-zijde ?

Dekt dit krediet aan N-zijde de totale kost en hoeveel is is dit aan F-zijde ?

Kunnen de Ministers ook mededelen of deze ambtenaren eveneens belast zijn met de begroting van de biculturele aangelegenheden ?

Réponse du Ministre (N) :

Les instructions données par le Ministre du Budget ont été strictement suivies lors de l'élaboration définitive du budget 1983 au cours des mois de septembre et d'octobre 1982.

Ces instructions prévoient notamment que les crédits relatifs au fonctionnement de l'administration de l'enseignement artistique, y compris la rémunération des fonctionnaires et les frais de fonctionnement de l'administration, ne seraient plus inscrits au budget national.

L'enseignement artistique, qui relève de la compétence des Communautés, devrait donc également être géré administrativement par celles-ci.

Des problèmes se sont posés lors de la détermination des taxes ristournées et des emplois transférés aux communautés en 1983.

Lors des réunions des 7, 14 et 22 décembre 1982 du comité de concertation Gouvernement-Exécutifs, il fut décidé que l'administration de l'enseignement artistique ne serait provisoirement pas transférée au nouveau ministère de la Communauté flamande.

A ce moment, il n'était toutefois plus possible d'ajuster le budget qui avait été déposé.

En concertation avec le Ministre du Budget, il fut décidé d'imputer provisoirement les crédits relatifs au fonctionnement de l'administration de l'enseignement artistique sur les crédits budgétaires de l'Education nationale — section 38 — et de régulariser cette imputation par le biais du feuillet d'ajustement du budget de 1983.

Cet ajustement qui vous est proposé s'élève à 33,4 millions de F, dont 28,6 millions pour les salaires et traitements.

Trente-cinq fonctionnaires au total sont concernés, dont 10 du niveau 1, 18 du niveau 2, 6 du niveau 3 et 1 du niveau 4.

Ces fonctionnaires ne traitent pas de dossiers relevant du budget des affaires biculturelles.

Jusqu'en 1983, les fonctionnaires du service financier central de la Communauté flamande étaient chargés des affaires biculturelles. Depuis 1984, ce budget est géré par la cellule pour le budget et la programmation, adjointe au secrétaire général du département de l'Enseignement (N).

Réponse du Ministre (F) :

Le budget 1983 de l'Education nationale comprend les dépenses du personnel affecté à l'enseignement artistique et aux Affaires culturelles communes.

Il n'est donc pas nécessaire de demander un ajustement pour ce personnel.

Le coût du personnel affecté à l'enseignement artistique est estimé à 30,9 millions.

Il est difficile d'isoler le coût du personnel des Affaires culturelles communes, dans la mesure où ce personnel traite aussi d'autres dossiers (Politique scientifique, Services communs de la comptabilité, le Secrétariat général, l'Enseignement artistique).

E. VOTES*1) Ajustement secteur commun*

Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 13 voix contre 5.

Antwoord van de Minister (N) :

Bij het definitief opstellen van de begroting 1983 in de loop van de maanden september-oktober 1982 werden de begrotingsinstructies opgelegd door de Minister van Begroting strikt gevolgd.

Hieronder ressorteerde eveneens het niet meer inschrijven in de nationale begroting van de werking van het Bestuur van het Kunstonderwijs, inclusief de lonen van ambtenaren en de werkingskosten van de administratie.

Het Kunstonderwijs dat tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort, zou dus ook administratief door de Gemeenschappen dienen te worden bestuurd.

Bij de bepaling van de geristorneerde belastingen en van de betrekkingen die voor 1983 naar de Gemeenschappen zouden worden overgeheveld, zijn er moeilijkheden gerezen.

In de vergaderingen van 7, 14 en 22 december 1982 van het overlegcomité Regering-Executieven werd besloten dat het Bestuur van het Kunstonderwijs voorlopig niet naar de nieuwe Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap zou overgaan.

Op dat ogenblik was het evenwel niet meer mogelijk de ingediende begroting aan te passen.

In samenspraak met de Minister van Begroting werd besloten de werking van het Bestuur van het Kunstonderwijs voorlopig aan te rekenen op de begrotingskredieten Onderwijs — sectie 38 — en deze aanrekening te regulariseren langs het aanpassingsblad bij de begroting 1983.

Deze aanpassing wordt U hier voorgesteld en beloofd in totaal 33,4 miljoen waarvan 28,6 miljoen bestemd is voor lonen en wedden.

Het gaat in totaal om 35 ambtenaren waaronder : 10 van niveau 1, 18 van niveau 2, 6 van niveau 3 en 1 van niveau 4.

Deze ambtenaren behandelen geen dossiers van de begroting van de biculturele aangelegenheden.

Tot en met 1983 waren het de ambtenaren van de centrale financiële dienst van de Vlaamse Gemeenschap die belast waren met de begroting van de biculturele aangelegenheden. Vanaf 1984 wordt deze begroting door de cel voor begroting en programmatie, toegevoegd aan de Secretaris-generaal van het onderwijsdepartement beheerd.

Antwoord van de Minister (F) :

De begroting 1983 van het Ministerie van Onderwijs omvat de uitgaven van het personeel voor het kunstonderwijs en voor de gemeenschappelijke culturele zaken.

Bijgevolg hoeft voor dat personeel geen aanpassing te worden gevraagd.

De kosten van het personeel voor het kunstonderwijs worden op 30,9 miljoen geraamd.

Het is moeilijk de kosten van het personeel voor de gemeenschappelijke culturele zaken afzonderlijk op te geven aangezien dat personeel ook andere dossiers behandelt (Wetenschapsbeleid, gemeenschappelijke comptabiliteitsdiensten, algemeen secretariaat, kunstonderwijs).

E. STEMMINGEN*1) Aanpassing gemeenschappelijke sector*

De artikelen en het gehele ontwerp worden aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

2) *Ajustement régime français*

L'article 1 est adopté par 12 voix contre 6.

L'amendement du Gouvernement tendant à insérer un article *Ibis* (nouveau) (Doc. n° 5-XIX-A/2) est adopté par 12 voix contre 4 et 2 abstentions.

Les autres articles et le projet tel qu'il a été modifié sont adoptés par 12 voix contre 6.

3) *Ajustement régime néerlandais*

L'article 1 est adopté par 13 voix contre 6.

L'amendement du Gouvernement tendant à insérer un article *Ibis* (nouveau) (Doc. n° 5-XIX-B/2) est adopté par 13 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement de M. Baldewijns (Doc. n° 5-XIX-B/3) est rejeté par 13 voix contre 5.

Les articles 2 et 3 et le projet tel qu'il a été modifié sont adoptés par 13 voix contre 5.

Les Rapporteurs,

Ch. MOORS
A. LIENARD

Le Président,

J. RAMAEKERS

AMENDEMENTS ADOPTÉS
PAR LA COMMISSION

A. au projet de loi
ajustant le budget de l'Éducation nationale
— régime français —
de l'année budgétaire 1983

Article *Ibis* (nouveau)

Il est inséré au « II. — Dispositions diverses » un article *Ibis* (nouveau), libellé comme suit :

« Art. *Ibis*. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État, les soldes des crédits non dissociés inscrits à l'article 12.23 de la section 35 du Titre I et à l'article 74.02 de la section 35 du Titre II peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés. »

B. au projet de loi
ajustant le budget de l'Éducation nationale
— régime néerlandais —
de l'année budgétaire 1983

Article *Ibis* (nouveau)

Au « II. Dispositions diverses », il est inséré un article *Ibis* (nouveau) libellé comme suit :

« Article *Ibis*. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963, modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État, les soldes des crédits non dissociés des articles ci-après peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés :

- » Titre I, section 34 : article 12.23;
- » Titre II, section 31 : article 74.01.02;
- » Titre II, section 32 : articles 74.01.01 et 74.01.02;
- » Titre II, section 33 : article 74.01.01;
- » Titre II, section 34 : article 74.02;
- » Titre II, section 36 : article 74.01. »

2) *Aanpassing franstalig regime*

Artikel 1 wordt aangenomen met 12 tegen 6 stemmen.

Het regeringsamendement tot invoeging van een artikel *Ibis* (nieuw) (Stuk n° 5-XIX-A/2) wordt aangenomen met 12 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

De overige artikelen en het aldus gewijzigde ontwerp worden aangenomen met 12 tegen 6 stemmen.

3) *Aanpassing nederlandstalig regime*

Artikel 1 wordt aangenomen met 13 tegen 6 stemmen.

Het regeringsamendement tot invoeging van een artikel *Ibis* (nieuw) (Stuk n° 5-XIX-B/2) wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Het amendement van de heer Baldewijns (Stuk n° 5-XIX-B/3) wordt verworpen met 13 tegen 5 stemmen.

De artikelen 2 en 3 en het aldus gewijzigde ontwerp worden aangenomen met 13 tegen 5 stemmen.

De Rapporteurs,

Ch. MOORS
A. LIENARD

De Voorzitter,

J. RAMAEKERS

AMENDEMENTEN AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE

A. op het wetsontwerp
houdende aanpassing van de begroting
van Nationale Opvoeding — franstalig regime —
van het begrotingsjaar 1983

Artikel *Ibis* (nieuw)

In « II. — Diverse bepalingen » wordt een artikel *Ibis* (nieuw) ingevoegd luidend als volgt :

« Art. *Ibis*. — Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, mogen de saldi van de niet-gesplitste kredieten uitgetrokken op artikel 12.23 van sectie 35 van Titel I en op artikel 74.02 van sectie 35 van Titel II naar het volgend jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten. »

B. op het wetsontwerp
houdende aanpassing van de begroting
van Nationale Opvoeding — nederlandstalig regime —
van het begrotingsjaar 1983

Artikel *Ibis* (nieuw)

In « II. Diverse bepalingen », wordt een artikel *Ibis* (nieuw) ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel *Ibis*. — Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, mogen de saldi van de niet-gesplitste kredieten van de hierna volgende artikelen naar het volgend jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten :

- » Titel I, sectie 34 : artikel 12.23;
- » Titel II, sectie 31 : artikel 74.01.02;
- » Titel II, sectie 32 : artikelen 74.01.01 en 74.01.02;
- » Titel II, sectie 33 : artikel 74.01.01;
- » Titel II, sectie 34 : artikel 74.02;
- » Titel II, sectie 36 : artikel 74.01. »